

RAPPORT ANNUEL 2016

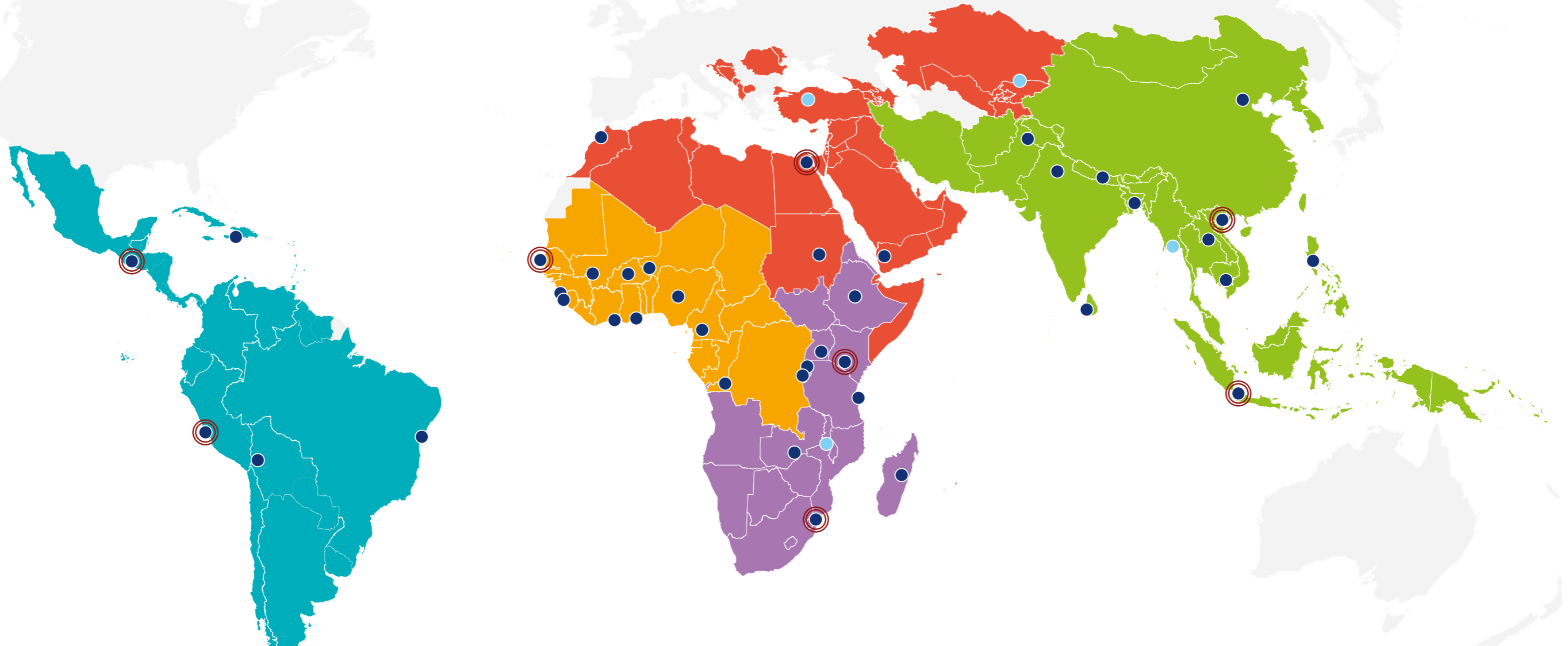


Investir dans les populations rurales

Le FIDA investit dans les populations rurales, en les autonomisant afin de réduire la pauvreté, d'accroître la sécurité alimentaire, d'améliorer la nutrition et de renforcer leur résilience. Depuis 1978, nous avons octroyé 18.5 milliards d'USD sous la forme de prêts à faible taux d'intérêt et de dons en faveur de projets qui ont touché quelque 464 millions de personnes*. Le FIDA est une institution financière internationale et un organisme spécialisé des Nations Unies dont le siège est à Rome – le centre névralgique des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

* À la date de publication, juin 2017

**Programmes et projets en cours appuyés par le FIDA à la fin 2016
et bureaux de pays du FIDA**



Amérique latine et Caraïbes
31 programmes et projets

- Argentine 1
- Bolivie (État plurinational de) 2
- Brésil 6
- Colombie 1
- Cuba 1
- El Salvador 1
- Équateur 2
- Grenade 1
- Guatemala 2
- Haïti 1
- Honduras 3
- Mexique 2
- Nicaragua 2
- Paraguay 1
- Pérou 2
- République dominicaine 1
- Uruguay 1
- Venezuela (République bolivarienne du) 1

Afrique de l'Ouest et du Centre
41 programmes et projets

- Bénin 2
- Burkina Faso 1
- Cabo Verde 1
- Cameroun 2
- Congo 2
- Côte d'Ivoire 2
- Gabon 1
- Gambie 1
- Ghana 2
- Guinée 2
- Guinée-Bissau 1
- Libéria 2
- Mali 3
- Mauritanie 1
- Niger 3
- Nigéria 3
- République centrafricaine 1
- République démocratique du Congo 3
- Sao Tomé-et-Principe 1
- Sénégal 2
- Sierra Leone 3
- Tchad 1
- Togo 1

Afrique orientale et australe
44 programmes et projets

- Angola 1
- Botswana 1
- Burundi 4
- Érythrée 2
- Éthiopie 3
- Kenya 4
- Lesotho 2
- Madagascar 4
- Malawi 3
- Mozambique 4
- Ouganda 4
- République-Unie de Tanzanie 2
- Rwanda 3
- Seychelles 1
- Swaziland 1
- Zambie 4
- Zimbabwe 1

Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe
34 programmes et projets

- Arménie 1
- Azerbaïdjan 1
- Bosnie-Herzégovine 1
- Djibouti 1
- Égypte 4
- Géorgie 1
- Jordanie 1
- Kirghizistan 2
- Liban 1
- Maroc 3
- Ouzbékistan 1
- République arabe syrienne 1
- République de Moldova 1
- Soudan 4
- Tadjikistan 2
- Tunisie 2
- Turquie 3
- Yémen 4

Asie et Pacifique
61 programmes et projets

- Afghanistan 2
- Bangladesh 6
- Bhoutan 1
- Cambodge 3
- Chine 6
- Fidji 1
- Îles Salomon 1
- Inde 8
- Indonésie 3
- Kiribati 1
- Maldives 2
- Mongolie 1
- Myanmar 1
- Népal 5
- Pakistan 4
- Papouasie-Nouvelle-Guinée 1
- Philippines 4
- République démocratique populaire lao 3
- Sri Lanka 3
- Tonga 1
- Viet Nam 4

Bureaux de pays du FIDA (au 31 décembre 2016)

- Opérationnels
- Prévus
- Plateforme sous-régionale proposée

Table des matières

Avant-propos du Président	2
Programme de travail en 2016	6
Principales initiatives et nouveaux programmes	30
Mesurer et améliorer les résultats	39
Données relatives au financement et mobilisation des ressources	47
Récompenses	62

Clé USB – Rapport annuel 2016

Avant-propos du Président



2016 était la dernière année complète de mes huit ans de mandat à la tête du FIDA. C'était aussi la première année de la période couverte par la Dixième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA10) (2016-2018), au cours de laquelle le programme d'action de l'organisation aura pour moteurs la décentralisation, la réforme et l'innovation.

À travers le monde, l'année 2016 a été marquée par les conflits, les migrations de masse, la croissance des inégalités, un incontestable changement climatique et des bouleversements politiques. À l'aube de 2017, la menace de la famine planait sur quatre pays. En février, l'état de famine était officiellement déclaré au Soudan du Sud – mettant en péril 40% de la population du plus jeune État du monde. Comme nous le savons trop bien, une déclaration officielle de famine signifie que des enfants, des femmes et des hommes meurent déjà de faim.

L'ampleur des défis auxquels est confronté le monde – et en particulier les plus pauvres et les plus vulnérables de ses habitants – nous contraint à l'humilité. Il est inacceptable que la famine et la sous-alimentation soient encore des fléaux pour l'humanité. Le FIDA a été créé à la suite de la Conférence de Rome dont la réunion, en 1974, répondait à des préoccupations mondiales suscitées par des famines dévastatrices. Et pendant de nombreuses années, nous avons été presque seuls à plaider la cause de l'agriculture familiale et du développement rural.

Aujourd'hui, le tableau est différent et le Programme de développement durable à l'horizon 2030 exprime une forte appréciation du rôle des petits agriculteurs et d'autres ruraux. Et pourtant, les trois quarts des personnes qui, dans le monde,

souffrent de la pauvreté et de la faim vivent dans les zones rurales. Nous savons qu'appliquer à plus grande échelle notre appui au développement agricole et à une transformation durable et inclusive du monde rural constitue le meilleur moyen de renforcer la résilience et la sécurité alimentaire des femmes et des hommes du monde rural, et d'éliminer l'extrême pauvreté et la faim.

Une période de changement pour le FIDA

J'ai été à la barre tout au long de ces huit années de changement et de réforme qui ont été capitales pour le FIDA, et l'organisation en est sortie plus solide, plus souple et plus centrée sur ses missions. Sous ma direction:

- le modèle opérationnel du FIDA a été décentralisé pour nous rapprocher des personnes que nous desservons – aujourd'hui, plus de 100 membres de notre personnel sont déployés dans 40 bureaux de pays et bureaux sous-régionaux (voir la carte à l'intérieur de la couverture) couvrant près de 80% du portefeuille du FIDA et desservant 77 pays;
- l'architecture financière de l'organisation a été réorganisée, avec un élargissement de notre base de ressources grâce à l'inclusion de l'emprunt souverain comme instrument de mobilisation de ressources, et un renforcement de notre capacité à réagir face à un contexte budgétaire imprévisible;
- le FIDA a été transformé en une institution fondée sur le savoir, adoptant une culture d'évaluation scientifique et rigoureuse de son impact et de diffusion du savoir. De ce fait, nous constituons une solide base de données

factuelles pour nos décisions opérationnelles et pour nos activités de concertation sur les politiques et de plaidoyer à l'appui des populations rurales pauvres;

- la gestion des ressources humaines et les processus internes ont été réorganisés pour faire en sorte que le FIDA soit véritablement une organisation du 21^e siècle – souple et répondant au principe d'adaptation à l'objectif visé.

Actions de plaidoyer et partage des savoirs

Le présent rapport traite de nos réalisations et de notre impact en 2016, première année de mise en œuvre de l'ambitieux Programme 2030 des Nations Unies. Durant l'année, nous avons intensifié notre plaidoyer et notre partage des savoirs dans les domaines de l'agriculture familiale et des questions rurales, assumant un rôle de premier plan dans les processus internationaux d'élaboration des politiques, et notamment les négociations sur le changement climatique, le tout premier Sommet mondial sur l'action humanitaire, le processus des Ministres de l'agriculture du G20 et la Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (voir page 30).

Nous avons publié au mois de septembre le premier *Rapport sur le développement rural*, qui analyse les processus de réduction de la pauvreté, et ceux de la transformation structurelle et de la transformation du monde rural dans 60 pays répartis dans toutes les régions du monde. Ce rapport démontre qu'une transformation inclusive du monde rural réduisant la pauvreté pour tous les groupes sociaux n'est pas une résultante automatique de la croissance économique; il faut en catalyser la concrétisation par le biais d'investissements et de politiques ciblés et favorables aux pauvres mis en œuvre par les gouvernements et d'autres partenaires. (Lire le *Rapport sur le développement rural*.)

Focalisation sur les résultats

Le nouveau Cadre stratégique du FIDA 2016-2025, entré en vigueur cette année, décrit comment le Fonds prévoit de contribuer au Programme 2030. Le Cadre établit trois objectifs stratégiques: accroître les capacités productives des populations rurales pauvres; accroître les avantages qu'elles tirent de leur intégration au marché; et renforcer la viabilité environnementale et la résilience au changement climatique de leurs activités économiques. (Lire le Cadre stratégique.)

Nous avons également achevé, dans le courant de l'année, le travail historique que constitue l'Initiative d'évaluation de l'impact pour FIDA9 (IAI). L'IAI est la première tentative, de la part d'une institution de développement, d'évaluer de façon scientifique l'impact non plus seulement des différents projets,

mais de l'institution dans son ensemble (voir page 31). Les résultats montrent que, pour l'ensemble des projets en cours et clôturés pendant la période 2010-2015, 139 millions de personnes sont touchées et en constatent les avantages sous la forme d'un accroissement des revenus, d'une augmentation du volume de leur cheptel, et d'une sortie de la pauvreté. Les approches et l'information produites par l'IAI constitueront un bien public mondial dont bénéficieront toutes les parties prenantes œuvrant à l'élimination de la pauvreté rurale.

Sur la base des connaissances acquises dans le cadre de l'IAI, le FIDA a créé un Cadre relatif à l'efficacité en matière de développement pour faciliter l'utilisation des données concrètes dans la conception et l'exécution des projets. Au titre de ce cadre, nous avons entrepris de renforcer les outils d'autoévaluation, avec la création d'une unité spécialisée chargée d'élargir l'apprentissage, et le renforcement des capacités du personnel en matière de gestion des projets sur la base de données factuelles. Un ensemble de projets appuyés par le FIDA sera sélectionné pour les évaluations d'impact.

Intégration de l'égalité entre les sexes, de la nutrition et du changement climatique

Nous sommes résolus, pour les trois années de la période de FIDA10 (2016-2018), à intégrer l'égalité entre les sexes, la nutrition et le changement climatique dans les opérations que nous appuyons. Le FIDA est reconnu pour le rôle de premier plan qu'il joue en matière d'autonomisation des femmes rurales, et nous sommes en bonne voie pour atteindre, dès 2017, tous les objectifs du Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, une performance sensiblement supérieure à la moyenne du système des Nations Unies. Pour la première fois, les résultats rapportés en 2016 montrent que les femmes représentent 50% des participants à nos projets. Afin de combattre les normes profondément enracinées qui perpétuent l'inégalité entre les sexes dans de nombreuses régions du monde, le FIDA a collaboré avec des partenaires, en faisant œuvre de pionnier, pour promouvoir les méthodologies axées sur les ménages – un ensemble d'approches innovantes qui entraînent le changement depuis l'intérieur de la famille (voir page 33).

En Afrique, les estimations donnent à penser que la sous-alimentation a induit des pertes économiques pouvant atteindre 16,5% du PIB. Toutes les données factuelles confirment que la sécurité alimentaire et la sécurité nutritionnelle sont essentielles à une réduction durable de la pauvreté. Trop souvent, la malnutrition se transmet de la mère à l'enfant, empêchant les enfants de concrétiser leur potentiel et maintenant des générations prisonnières de la

pauvreté. Intégrer les aspects nutritionnels signifie veiller à ce que les projets que nous appuyons ne mettent pas uniquement l'accent sur l'augmentation des revenus des agriculteurs ou sur les cultures végétales destinées à l'exportation – mais cela signifie également qu'il faut inscrire parmi les priorités la production et la disponibilité de produits alimentaires nutritifs. L'éducation joue un rôle central dans l'amélioration de l'état nutritionnel. Lisez le récit recueilli sur le terrain au Laos, à propos du feuilleton télévisé conçu pour sensibiliser les spectateurs à l'importance d'une bonne nutrition pour les enfants (voir page 18).

Au sein du système des Nations Unies, le FIDA est aussi le chef de file en matière d'intégration des questions climatiques. Notre Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP) est le plus important fonds mondial ayant pour but d'aider les petits agriculteurs à s'adapter à l'évolution des conditions. À la fin de 2016, plus de 300 millions d'USD avaient été engagés dans les zones rurales par l'intermédiaire de l'ASAP.

Je voudrais, pour conclure, vous inviter à lire d'autres sections du Rapport annuel 2016 du FIDA. Vous y trouverez les données financières essentielles sur nos investissements, et des sections détaillées sur le portefeuille par région. Il présente un résumé des principales initiatives lancées durant l'année. Mais il donne aussi la parole aux personnes avec lesquelles nous travaillons, dans une série de récits recueillis sur le terrain – parce qu'en fin de compte le FIDA investit dans les personnes. Au Nigéria, par exemple, nous intervenons en partenariat avec le secteur privé pour appuyer de jeunes agriculteurs comme Peter Okonkwo, qui est en train de doubler sa production de riz et son revenu. À Madagascar, nous avons donné aux personnes les moyens d'obtenir l'enregistrement foncier de leurs exploitations – leur apportant sécurité et actifs. Au Brésil, notre financement a aidé une coopérative dirigée par des femmes déterminées à bâtir une entreprise rentable fondée

sur les fruits sauvages et locaux. Et en Cisjordanie, des producteurs familiaux pratiquent des cultures à haute valeur marchande, comme celles des amandes et des abricots, sur des terres jadis stériles. Comme en témoignent tous ces récits, lorsqu'elles reçoivent l'appui approprié, les populations rurales peuvent transformer non seulement leurs propres vies, mais aussi celles de leurs communautés.

Un nouveau Président est nommé

Au début de 2017, les États membres ont désigné Gilbert F. Houngbo, du Togo, comme sixième Président du FIDA, et il a pris ses fonctions le 1^{er} avril. Tout comme moi, le nouveau Président est pleinement engagé aux côtés des personnes dans lesquelles le FIDA a toujours investi – les femmes et les hommes dont le labeur est à l'origine de la nourriture que placent sur leur table les familles du monde en développement. Je suis heureux de lui passer le relais et je lui souhaite courage et détermination dans ses nouvelles fonctions. Je suis convaincu que, sous la direction de M. Houngbo, le FIDA continuera à croître et à jouer un rôle de premier plan dans la transformation du monde rural, sans que personne soit laissé pour compte.



KANAYO F. NWANZE
Président du FIDA

Regina Seula, qui a été formée en tant qu'assistante aux soins de santé des animaux, prépare une dose de vaccin qu'elle injectera à un veau. >

Malawi: Programme de pays du FIDA

©FIDA/Marco Salustro



Programme de travail en 2016

Afrique de l'Ouest et du Centre

24 pays: Bénin, Burkina Faso, Cabo Verde, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Tchad et Togo

Vue d'ensemble

La croissance économique de l'Afrique de l'Ouest et du Centre a été lente au cours des dernières années. La croissance moyenne du PIB a été de seulement 1,6% pour les 24 pays de la région en 2015. La situation économique est compliquée par le recul des taux de change et la chute des prix du pétrole, qui effectivement s'annulent réciproquement pour ce qui concerne leurs effets sur les consommateurs. On ne s'attend pas, dans un avenir prévisible, à une remontée des cours du pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont été particulièrement affectés – le Nigéria, la plus grande économie de la région, est entré en récession en août 2016.

Les investissements étrangers directs ont régulièrement diminué, en pourcentage, au cours des cinq dernières années. Il y a deux ans, le Fonds monétaire international avait recommandé aux pays

exportateurs de revoir leurs politiques commerciales et leurs budgets, recommandation restée jusqu'ici sans suite.

Dix des pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre figurent sur la liste, établie par la Banque mondiale, des pays en situation de fragilité. Cinq autres pays ont connu une situation de conflit violent au cours de l'année écoulée. Outre les pertes en vies humaines et les souffrances qu'elles ont provoquées, ces rébellions entravent les échanges régionaux, ce qui affecte également les petits agriculteurs et les acteurs des filières que l'action du FIDA vise à autonomiser.

Au cours de la période 2014-2016, l'épidémie de la maladie à virus Ebola a provoqué la mort de plus de 11 000 personnes dans cinq pays, et l'arrêt effectif des marchés et du commerce en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone. Pendant deux années entières, l'activité économique a été étouffée dans les zones rurales comme dans les zones urbaines.

L'un des plus grands défis auxquels est confrontée l'Afrique de l'Ouest et du Centre est de trouver les moyens de donner aux millions de jeunes la possibilité de créer pour eux-mêmes une vie et des moyens d'existence dignes de ce nom. Les trois quarts des habitants de la région ont moins de 35 ans et, dans les zones rurales, les jeunes sont pour l'essentiel sans terre, employés de façon marginale et souffrent d'exploitation et de mauvaises conditions de travail. À ce jour, les économies de la région ont été incapables d'absorber le capital exceptionnel que constituent ces travailleurs énergiques et créatifs. En conséquence, les jeunes abandonnent de plus en plus l'agriculture et les zones rurales à la recherche d'une vie meilleure dans les villes ou à l'étranger.

Avec tous ces problèmes, il a été plus difficile pour la région de chercher à résoudre les questions vitales comme celle de la simplification de l'accès aux marchés locaux, régionaux et internationaux, et de faire face à l'impact croissant du changement climatique. Au cours de l'année 2016, deux nouveaux dons d'un montant de 10 millions d'USD ont été approuvés au titre du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP) du FIDA, portant à 83,8 millions d'USD, à la fin de l'année, la valeur totale du financement de l'ASAP dans la région. Trois dons ont également été approuvés au titre

Éléments marquants de la gestion du portefeuille

- 41 programmes et projets en cours, en partenariat avec 23 gouvernements bénéficiaires dans la région à la fin de 2016;
- 1 244,4 millions d'USD investis par le FIDA dans le portefeuille régional en cours;
- financement de 76,5 millions d'USD approuvé en 2016 pour un nouveau projet en Mauritanie et pour un financement additionnel accordé à des programmes et projets en cours à Cabo Verde, au Niger et à Sao Tomé-et-Principe;
- 1 nouveau programme d'options stratégiques pour le pays axé sur les résultats (COSOP-AR) pour le Nigéria.

du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), d'un montant de 22,1 millions d'USD, portant à 59,4 millions d'USD la valeur totale du financement du FEM dans la région. Le FIDA est le chef de file du programme pilote intégré du FEM qui vise à renforcer la durabilité et la résilience afin d'assurer la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne, approuvé par le Conseil du FEM en juin 2016. Cette approche est axée sur les ressources naturelles qui sous-tendent la sécurité alimentaire et nutritionnelle – terre, eau, sols, arbres et ressources génétiques.

Travaux et résultats en 2016

En 2016, notre programme de travail dans la région Afrique de l'Ouest et du Centre a été principalement axé sur les secteurs suivants:

- filières inclusives;
- finance rurale;
- gestion des ressources naturelles et changement climatique;
- autonomisation des jeunes.

Filières inclusives

Mettant les producteurs en relation avec les marchés, les filières incluent des activités comme le stockage, le transport et la transformation. De nombreux projets appuyés par le FIDA dans la région s'efforcent d'assurer l'inclusivité des filières et de donner aux petits exploitants et aux habitants des zones

rurales les moyens d'accroître leur production et leur efficacité. Ils permettent aussi aux producteurs pauvres d'améliorer leur position dans la chaîne de valeur et de participer aux stades où le rendement monétaire est plus élevé.

Au Nigéria, un projet financé par le FIDA œuvre à l'amélioration des moyens d'existence des producteurs de riz et de manioc. Le renforcement des filières d'approvisionnement et l'amélioration de l'accès aux marchés donnent aux petits agriculteurs la possibilité d'accroître leur productivité et de s'extraire de la pauvreté. Quelque 3 000 agriculteurs ont déjà signé un partenariat qui leur garantira un avenir agricole productif.

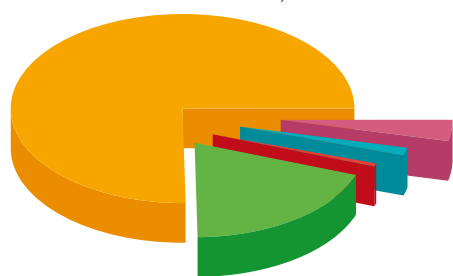
Également au Nigéria, le Programme de développement des filières appuyé par le FIDA a établi des liens entre plus de 20 000 agriculteurs et des acheteurs qui fournissent une avance de trésorerie en échange d'une part de la récolte. (Voir, pour plus de détails, le récit recueilli sur le terrain, page 9.)

À Sao Tomé-et-Principe, le FIDA contribue, avec des partenaires, à l'établissement et au renforcement des filières du cacao, du café et du poivre – trois produits clés d'exportation. Le programme contribue au renforcement des coopératives de petits paysans et à l'établissement de liaisons avec les marchés européens, grâce à quoi 1 100 tonnes de cacao, 300 tonnes de café et 14 tonnes de poivre séché ont

AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE

GRAPHIQUE 1a
Prêts du FIDA selon les conditions de prêt, et dons au titre du CSD, 1978-2016^a

Sur un montant total de 3 079,1 millions d'USD

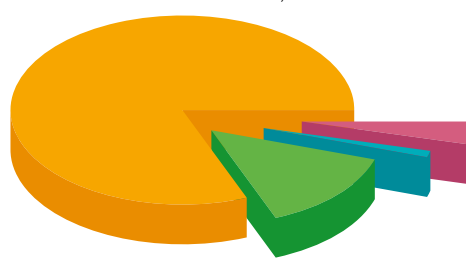


- Prêts à des conditions particulièrement favorables
2 348,1 millions d'USD - 76,3%
- Prêts à des conditions intermédiaires
105,2 millions d'USD - 3,4%
- Prêts à des conditions ordinaires
21,3 millions d'USD - 0,7%
- Prêts à des conditions mixtes
7,7 millions d'USD - 0,3%
- Dons au titre du CSD
596,8 millions d'USD - 19,4%

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

GRAPHIQUE 1b
Décaissements de prêts selon les conditions de prêt, et décaissements au titre du CSD, 1979-2016^a

Sur un montant total de 1 797,9 millions d'USD



- Prêts à des conditions particulièrement favorables
1 472,9 millions d'USD - 81,9%
- Prêts à des conditions intermédiaires
60,3 millions d'USD - 3,4%
- Prêts à des conditions ordinaires
17,6 millions d'USD - 1,0%
- Dons au titre du CSD
247,1 millions d'USD - 13,7%

^a Les montants des décaissements indiqués ne concernent que les prêts au titre du Programme ordinaire et ne prennent pas en compte le Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

été produites et exportées par quatre coopératives en 2016.

En Gambie, un projet appuyé par le FIDA œuvre à la transformation du secteur agricole du pays par le biais d'une augmentation de la demande de produits locaux adressée aux petits exploitants. Le projet investit également dans l'infrastructure publique et s'attache à établir des liaisons efficaces entre tous les opérateurs des filières et à faciliter, dans des conditions rentables, la production et le mouvement des produits de l'exploitation jusqu'au consommateur. Les résultats sont prometteurs: 27 plans d'entreprises agroalimentaires ont été approuvés, créant des emplois pour les jeunes et les femmes.

Finance rurale

Les zones rurales de l'Afrique de l'Ouest et du Centre sont très mal desservies par les institutions financières, ce qui constitue un handicap considérable pour les populations rurales. Le FIDA appuie des actions dont le but est de faire en sorte que des options de microfinancement et de crédit en monnaie scripturale soient davantage disponibles pour les petits exploitants, afin qu'ils puissent investir dans leurs entreprises et accroître leur capacité productive.

Au Ghana, le Programme de promotion de la croissance rurale dans le Nord, appuyé par le FIDA, développe des filières inclusives de denrées de base et de produits alimentaires afin de générer un excédent de production à commercialiser sur les marchés du sud du pays et à l'étranger. Afin d'aider les agriculteurs à obtenir les intrants dont ils ont besoin, le programme a introduit un modèle de crédit en monnaie scripturale qui permet aux exploitants répondant aux conditions requises de recevoir des engrais, des semences et des services fournis par des vendeurs et des prestataires de services. On compte, à ce jour, 26 banques communautaires rurales participant à ce système de crédit en monnaie scripturale. Les petits exploitants membres de plus de 560 organisations paysannes ont accès à ce financement.

Au Nigéria, le FIDA intervient dans 12 États pour renforcer les institutions de microfinancement et les relier à des institutions financières formelles. Le programme, qui vise à améliorer l'accès des populations rurales au crédit à faible coût, met l'accent sur les femmes, les jeunes et les porteurs de handicaps physiques. Plus de 12 000 groupes d'épargne ont été accompagnés dans le cadre du programme, qui a donné naissance à une forte culture de l'épargne et à un esprit communautaire. Plus de 400 opérateurs, formés au développement de plans d'entreprises rurales, ont touché environ 200 000 clients répartis dans 14 000 villages. Des prêts ont été accordés à plus de 16 000 emprunteurs en moins de six mois.

Gestion des ressources naturelles et changement climatique

Les effets du changement climatique – imprévisibilité des saisons, manque de pluie et salinité croissante du sol – font que de nombreux agriculteurs se retrouvent, en Afrique de l'Ouest et du Centre, avec une faible production et peu d'argent pour faire face à la hausse des prix alimentaires. Dans certaines zones, la faiblesse des précipitations et la dégradation du sol ont conduit les agriculteurs à envisager d'abandonner leur terre. Les petits exploitants pauvres ont un urgent besoin d'optimiser leurs ressources naturelles et de mettre en œuvre des pratiques agricoles qui leur permettront de s'adapter au changement climatique.

Au Mali, le FIDA appuie un programme qui fournit des biodigesteurs à des agriculteurs dans les régions de Sikasso et de Kayes. Les digesteurs transforment les déchets organiques en biogaz, un combustible pouvant être utilisé pour alimenter des appareils ménagers comme les fourneaux de cuisine, ce qui réduit considérablement la charge de travail domestique, spécialement pour les mères et les enfants. Les biodigesteurs produisent aussi de l'engrais organique utilisé sur les exploitations et constituant une importante pratique agricole durable.

Au Sénégal, le FIDA finance un projet qui crée des unités pastorales spéciales pour permettre aux pasteurs de mieux gérer des ressources naturelles peu abondantes comme l'eau et les pâturages. À ce jour, le projet a appuyé ou créé 22 unités couvrant chacune des villages situés dans un rayon de 25 kilomètres. Il a ainsi réduit les litiges à propos des points d'eau et amélioré considérablement les conditions de vie des pasteurs en leur fournissant les ressources dont ils ont besoin, principalement l'eau destinée à la consommation humaine et au bétail. Il a aussi mis à disposition des vaccins pour prévenir les maladies animales. Compte tenu du succès du projet, le Ministère de l'élevage prévoit de le mettre en œuvre dans d'autres régions.

En Mauritanie, les petits agriculteurs sont aux prises avec des conditions environnementales extrêmement hostiles, notamment une pluviométrie réduite et des sols pauvres. Le FIDA appuie, dans le sud du pays, un projet qui permet à 4 700 femmes de développer leur production de volaille. Les participantes produisent 500 tonnes de viande blanche par an, améliorant ainsi la nutrition et les revenus de la famille. Le projet inclut la construction de poulaillers adaptés au climat qui protègent la volaille de la chaleur extrême, et des cours de formation pour enseigner aux femmes comment prendre correctement soin de leurs poules.

Autonomisation des jeunes

Au cours des deux dernières années, tous les nouveaux investissements du FIDA en Afrique de l'Ouest et du Centre ont ciblé les jeunes. En réponse

Récit recueilli sur le terrain

La réduction des importations de riz aide les petits exploitants agricoles au Nigéria

Au Nigéria, un programme appuyé par le FIDA contribue à réduire la dépendance à l'égard du riz importé et à renforcer l'accès des petits agriculteurs aux marchés locaux.

Chaque année, l'Afrique consacre environ 35 milliards d'USD aux importations de produits alimentaires, compromettant la durabilité de son propre secteur de l'agriculture. Cette dépendance excessive à l'égard des importations de produits alimentaires est due en partie à la qualité inférieure d'une grande partie des produits locaux. Au Nigéria, Popular Farms & Mills Ltd, une filiale du Stallion Group Nigeria, et Olam International, un acteur de premier plan dans le secteur du riz, reçoivent habituellement des producteurs locaux du paddy contenant plus de 30% d'impuretés, ce qui peut augmenter les coûts de transformation, avec pour conséquence une baisse du prix payé aux agriculteurs.

Dans le cadre du Programme de développement des filières dans les États de Taraba et de Benue, au Nigéria, le Fonds a contribué à nouer des alliances entre les acteurs essentiels, et notamment le gouvernement, les grandes sociétés, les banques, les fournisseurs, les petits exploitants agricoles et les acheteurs comme Olam et Popular Farms & Mills Ltd, entre autres – des investisseurs qui avancent des fonds en échange d'une part de la récolte.

Le programme a eu un impact positif le long de la filière – depuis l'augmentation de la participation du secteur privé à l'agriculture jusqu'à l'amélioration de l'accès des petits exploitants aux services et à

la résolution des différends entre les agriculteurs et les acheteurs grâce à l'introduction de poids et mesures normalisés.

Par l'intermédiaire de l'alliance, les acheteurs passent leurs commandes de riz sur la base de la capacité des agriculteurs, des préférences des consommateurs, de la logistique de la collecte et de la qualité du paddy. De leur côté, les agriculteurs déterminent leurs besoins en engrais et en produits agrochimiques, le mode de livraison préféré et les quantités qu'ils prévoient de vendre. De concert, les parties définissent leurs obligations mutuelles, y compris un prix fixé pour le riz.

Dans le cadre de l'accord, Popular Farms & Mills Ltd et Olam ont mis en place des centres de collecte à une distance ne dépassant pas 25 kilomètres des parcelles paysannes, ce qui a réduit les coûts de transport à la charge des agriculteurs. Olam a recruté des vulgarisateurs pour aider les agriculteurs à accroître leur productivité, et des conseillers pour les guider dans la prise de décisions judicieuses concernant les ventes de paddy.

En novembre 2016, le programme avait établi des liens entre des acheteurs et plus de 20 000 paysans, parmi lesquels Peter Okonkwo, un jeune agriculteur de l'État d'Anambra. Quatre mois après une formation aux meilleures pratiques, il a doublé son rendement. "J'ai même commencé, grâce à l'enseignement que j'ai reçu, à effectuer deux semis par an, dit-il. Cela signifie que je doublerai mon revenu d'ici à la fin de 2016."



Peter Okonkwo a multiplié par deux le rendement de ses rizières et a commencé à pratiquer deux récoltes par an. Nigéria: Programme de développement des filières

aux immenses défis auxquels sont confrontés les jeunes, femmes et hommes, vivant dans les zones rurales de la région, le FIDA appuie de nombreuses initiatives qui proposent des formations, appuient l'entrepreneuriat et stimulent la création d'emplois décents sur les exploitations et en dehors. Nous œuvrons pour intégrer les jeunes dans les projets que nous finançons en les associant à la conception, la supervision et l'évaluation des projets; en renforçant leurs capacités et leurs compétences; en améliorant l'accès aux actifs, intrants, services et financements; en encourageant les jeunes à devenir des modèles pour que l'agriculture soit plus attrayante; et en facilitant la création de réseaux parmi les jeunes.

Au Cameroun, où les jeunes constituent 78% de la population, une initiative d'entrepreneuriat qui s'adresse à la jeunesse aide des jeunes, femmes et hommes, à accroître leurs revenus et à améliorer leur sécurité alimentaire par le biais de petites entreprises dans le secteur agropastoral, notamment le maraîchage et l'élevage de bétail. Dans l'ensemble, le programme vise à toucher 50 000 participants et à appuyer plus de 5 000 entreprises dirigées par des jeunes.

Au Mali, nous encourageons la formation professionnelle et l'entrepreneuriat pour 100 000 jeunes. Après six mois de travail aux côtés de facilitateurs, les plus jeunes participants peuvent choisir de poursuivre leurs études, tandis que les étudiants plus âgés peuvent solliciter un microcrédit et une formation professionnelle. Les premiers résultats ayant été positifs, il est prévu d'exécuter le programme dans tout le reste du pays, en trois étapes.

Au Congo, le FIDA collabore avec des partenaires pour stimuler la production de poisson et accroître l'emploi des jeunes en créant des mares pour l'élevage de tilapias et de silures. Au cours de la phase pilote, le projet a fourni des alevins aux éleveurs de poisson et les a formés à la pisciculture et à la maintenance des mares. Les résultats ont montré que cette activité, axée sur le marché, est très rentable; elle sera reproduite à plus grande échelle en 2017.

Afrique orientale et australe

22 pays: Afrique du Sud, Angola, Botswana, Burundi, Comores, Érythrée, Éthiopie, Kenya, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Seychelles, Soudan du Sud, Swaziland, Zambie et Zimbabwe

Vue d'ensemble

Dans l'ensemble, la croissance en Afrique orientale et australe a été positive, avec une performance plus forte et plus stable en Afrique orientale qu'en Afrique australe. En Afrique orientale, les projections placent la croissance annuelle du PIB à 6,4% en 2016, chiffre légèrement supérieur à celui de 6,3% affiché en 2015. Grâce à de grands investissements dans des réformes et des politiques positives, les meilleures performances ont été celles de l'Éthiopie, du Kenya, de l'Ouganda, du Rwanda et de la Tanzanie.

Avec une croissance moyenne du PIB de 1,9% en 2016, l'Afrique australe est à l'heure actuelle la sous-région du continent où la croissance est la plus faible. Cette situation est la conséquence d'importants chocs structurels découlant dans une large mesure d'une production énergétique insuffisante et de conditions météorologiques défavorables. Le ralentissement a aussi été observé au Mozambique, alors que son économie était, l'année dernière, celle qui connaissait la croissance la plus rapide de la sous-région. Le taux de croissance du pays est tombé de 7,2% en 2014 à 6,3% en 2015.

Comme dans d'autres régions, la croissance économique en Afrique orientale et australe ne produit pas une réduction automatique de la pauvreté. Cela est dû en partie à l'énorme proportion – la plus haute du monde – de jeunes dans la population africaine, dont nombreux sont sans emploi.

La faiblesse persistante des fondamentaux du secteur de l'agriculture, dans les domaines de l'accès garanti à la terre, au crédit et aux marchés, notamment pour les femmes et les jeunes, a aussi fait obstacle à une réduction généralisée des inégalités et de la pauvreté rurale, de nombreux petits exploitants agricoles demeurant pris au piège de la pauvreté. Les conditions météorologiques en rapport avec El Niño continuent de paralyser la production de l'agriculture pluviale, qui est la source des moyens d'existence de la plupart des habitants des zones rurales d'Afrique australe. Les conflits en cours dans plusieurs pays constituent aussi des obstacles au progrès dans la région.

Dans ce contexte, la performance de la région en termes de développement socioéconomique a été mitigée. Les niveaux d'extrême pauvreté rurale ont légèrement diminué, passant de 59% en 1990 à 52,8% en 2010 – de sorte que plus de la moitié

de la population rurale vit encore avec moins de 1,25 USD par jour. L'Afrique subsaharienne souffre encore sérieusement de la faim, comme le démontre la note moyenne de 30,1 – la plus élevée au monde – attribuée par l'indice de la faim dans le monde. La faim a été réduite dans plusieurs pays, notamment l'Angola, l'Éthiopie, le Kenya, le Malawi et le Rwanda. La Zambie continue de souffrir de taux alarmants de malnutrition, avec 40% des enfants souffrant d'un retard de croissance.

Travaux et résultats en 2016

En 2016, notre programme de travail dans la région Afrique orientale et australe a été principalement axé sur les secteurs suivants:

- intégration des aspects nutritionnels;
- autonomisation des femmes et des jeunes;
- développement des entreprises agroalimentaires;
- renforcement de la résilience.

Intégration des aspects nutritionnels

La sécurité alimentaire et nutritionnelle est à la fois un indicateur et un moteur d'une croissance économique inclusive et d'un développement durable. Si elles n'ont pas accès à une alimentation adéquate, abordable et nutritive, les générations demeurent prises au piège de la pauvreté et incapables, sur le plan de l'éducation et de l'emploi, de tirer parti des possibilités de réalisation de leur potentiel. En Afrique, les estimations donnent à penser que la sous-alimentation a induit des pertes économiques variant entre 1,9 et 16,5% du PIB. Nous sommes résolus à intégrer les aspects nutritionnels dans nos projets et dans notre action de plaidoyer.

En Afrique orientale et australe, nous sommes sur la bonne voie pour faire en sorte que tous les

nouveaux programmes d'options stratégiques pour le pays (COSOP) prennent en compte la nutrition, conformément à l'engagement pris au cours de la Consultation sur la Dixième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA10). Nous avons entrepris une activité de cartographie de la nutrition sur la base de 37 projets de la région pour mieux comprendre la gamme des actions prenant en compte les enjeux nutritionnels et pour recenser les lacunes et les possibilités d'une intégration efficace des aspects nutritionnels dans la région. Nous avons aussi établi des liaisons avec les initiatives "Renforcer la nutrition" (SUN); les actions prenant en compte les enjeux nutritionnels incluent, par exemple, la biofortification, les cuisines de démonstration, la formation des dirigeants communautaires à l'importance d'un régime alimentaire sain et équilibré, et l'éducation nutritionnelle par l'intermédiaire de la radio communautaire.

Nous avons renforcé les capacités du personnel dans le domaine de la nutrition grâce à une formation et à une éducation nutritionnelle, et mené une action de sensibilisation pour le personnel des projets en Érythrée, à Madagascar, au Malawi, au Mozambique et en Zambie. Un programme financé par un don régional d'un montant de 2 millions d'USD, intitulé "Renforcement des capacités des acteurs locaux pour des filières agroalimentaires sensibles aux enjeux nutritionnels en Zambie et au Malawi", a été lancé en juin. Il encouragera les filières agroalimentaires sensibles aux enjeux nutritionnels et établira des liens avec les programmes de prêt.

Les agents de vulgarisation jouent aussi un rôle clé dans l'intégration des aspects nutritionnels dans la production agricole. Au Mozambique, au cours de l'année 2016, les agents de vulgarisation ont reçu une formation dans divers domaines: agriculture sensible aux enjeux nutritionnels, compétences en matière de communication pour la diffusion de messages concernant la nutrition, et technologies de transformation et de stockage des aliments.

Autonomisation des femmes et des jeunes

Alors que de nombreuses lois écrites ne font plus de distinctions entre les hommes et les femmes, les traditions et les normes patriarcales perpétuent une inégalité entre les sexes qui restreint les droits des femmes, leurs mouvements, leur autonomie et leurs opportunités, spécialement dans les zones rurales. Dans les communautés qui dépendent dans une large mesure de l'agriculture pour leur nourriture et leur revenu, l'inégalité entre les sexes se traduit par un grand écart en termes de productivité agricole, qui coûte cher aux pays. Les estimations donnent à penser que, rien qu'en Tanzanie, le montant serait de 105 millions d'USD par an.

Éléments marquants de la gestion du portefeuille

- 44 programmes et projets en cours, en partenariat avec 17 gouvernements bénéficiaires dans la région à la fin de 2016;
- 1 471,0 millions d'USD investis par le FIDA dans le portefeuille régional en cours;
- financement de 232,9 millions d'USD approuvé en 2016 pour 5 nouveaux programmes et projets en Érythrée, en Éthiopie, au Rwanda, en Zambie et au Zimbabwe, et pour un financement additionnel accordé à un projet en cours à Madagascar;
- 4 nouveaux programmes d'options stratégiques pour le pays axés sur les résultats (COSOP-AR) pour le Burundi, l'Éthiopie, le Malawi et la Tanzanie.

Les méthodologies axées sur les ménages consistent en une série d'approches – dont le FIDA et ses partenaires ont été les pionniers – dont les résultats commencent à apparaître dans le sens d'un changement, à partir du bas, et en particulier au sein des familles et des communautés agricoles, de ce schéma d'inégalité obstinément ancré. Les participants découvrent le rapport qui peut exister entre la pauvreté et l'égalité entre les sexes au sein du ménage tout en développant une vision commune du développement de la famille. Les méthodologies axées sur les ménages, aujourd'hui appliquées dans 12 pays de la région, donnent aux ménages des outils pour analyser leur situation actuelle et élaborer des plans partagés pour l'avenir.

En Ouganda, un projet réussi de méthodologies axées sur les ménages a été intégré au système des autorités locales, et la supervision de son exécution a été confiée au département du développement communautaire. Au Rwanda, 6 000 familles ont suivi une formation du même type en rapport avec la problématique hommes-femmes, dans le cadre de la volonté affichée par le gouvernement de parvenir à l'égalité entre les sexes.

L'Afrique est la seule région du monde où le pourcentage de jeunes continue à augmenter. Environ 65% de la population du continent a moins de 35 ans, et 10 millions de jeunes – l'équivalent de la population d'une très grande ville – arrivent chaque année sur le marché du travail. Ces jeunes

représentent à la fois un potentiel et un défi. Ils sont trop souvent marginalisés et exclus des emplois décents et des décisions capitales affectant leurs vies. Les projets financés par le FIDA dans la région mettent un accent particulier sur les jeunes. Nous œuvrons pour élargir leurs possibilités de s'assurer des moyens d'existence et pour renforcer leur rôle dans la prise de décisions et la planification.

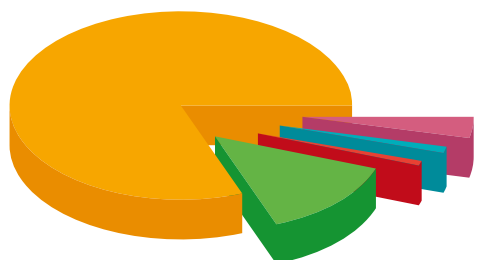
Ainsi, dans le haut bassin du fleuve Tana, au Kenya, 23 groupes de jeunes participent à une initiative appuyée par le FIDA et visant à accroître la production durable de nourriture et à améliorer la gestion des ressources naturelles. En Ouganda, un projet visant à l'inclusion financière dans les zones rurales a pour cible une participation de 15% de jeunes au titre de la composante "coopératives d'épargne et de crédit" (SACCO), et au sein des groupes communautaires d'épargne et de crédit.

Développement des entreprises agroalimentaires

La faiblesse des investissements consacrés au secteur de l'agriculture au cours des 30 dernières années a contraint de nombreux pays d'Afrique à importer des produits alimentaires qu'ils auraient pu produire eux-mêmes s'ils avaient disposé du capital financier et du savoir-faire requis. Les partenariats public-privé constituent un moyen important de stimuler l'investissement, et le FIDA s'attache à inclure les producteurs dans ces partenariats. Il

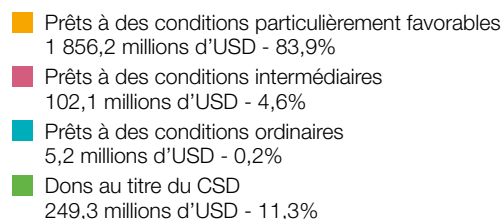
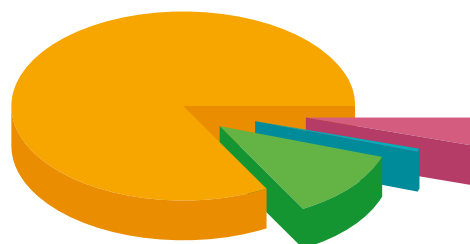
AFRIQUE ORIENTALE ET AUSTRALE

GRAPHIQUE 2a
Prêts du FIDA selon les conditions de prêt, et dons au titre du CSD, 1978-2016^a
Sur un montant total de 3 549,6 millions d'USD



^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

GRAPHIQUE 2b
Décaissements de prêts selon les conditions de prêt, et décaissements au titre du CSD, 1979-2016^a
Sur un montant total de 2 212,8 millions d'USD



^a Les montants des décaissements indiqués ne concernent que les prêts au titre du Programme ordinaire et ne prennent pas en compte le Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

Récit recueilli sur le terrain

À Madagascar, les ruraux pauvres utilisent le régime foncier pour renforcer leur résilience

Dans la partie occidentale de Madagascar, les projets appuyés par le FIDA ont aidé les habitants des zones rurales à obtenir des droits reconnus par la loi sur leur terre, tactique clé dans la lutte contre la pauvreté.

Lorsque les petits exploitants agricoles sont propriétaires de leur terre, ils peuvent l'utiliser comme garantie pour obtenir du crédit. La propriété de la terre les incite aussi davantage à investir dans de meilleures techniques agricoles et à gérer leur terre de manière durable. Ces approches peuvent renforcer la résilience dans un pays où 78% de la population vit avec moins de 1,90 USD par jour.

En 2005, le Gouvernement malgache a introduit un programme national pour aider les citoyens à formaliser la propriété de leur terre. Toutefois, pour pouvoir demander l'attribution d'un titre foncier, les requérants doivent apporter la preuve de leur identité juridique, ce qui dissuade de nombreux ruraux. Depuis 2006, le FIDA appuie les communes rurales et les aide à établir des bureaux fonciers locaux pour faire en sorte que les services soient accessibles et d'un coût abordable, en particulier pour les ruraux pauvres et les femmes.

Avec l'appui du FIDA, les communes rurales ont délivré près de 16 000 copies d'actes de naissance et plus de 10 000 cartes d'identité, permettant aux populations rurales d'avoir accès aux services administratifs et financiers.

Et les paysans ne sont pas les seuls à en tirer des avantages.

Justin, un enseignant retraité, est l'un des nombreux ruraux pouvant désormais voir reconnus facilement et à un coût abordable leurs droits sur leur terre.

“L'ouverture ici du bureau d'administration foncière est vraiment une bonne chose, dit-il. Dans cette région, il y a beaucoup de problèmes fonciers. Certaines personnes ont même tué ou été tuées. L'attribution des titres fonciers a contribué à mettre un terme à cette situation.”

Justin n'avait jamais pensé, auparavant, à devenir le propriétaire légal de sa terre. Mais, en vieillissant, l'idée a pris une importance accrue pour lui et pour sa famille. Puisque ses enfants pourront désormais hériter de la terre, ils disposeront d'une base solide pour accroître leur prospérité.

Outre l'appui qu'ils apportent dans le domaine des régimes fonciers, les projets appuyés par le FIDA ont introduit des méthodes agricoles plus soignées de l'environnement, une meilleure irrigation et des variétés de semences améliorées. En conséquence, les récoltes des petits exploitants agricoles ont sensiblement augmenté. Les rendements moyens d'une grande partie des principales productions agricoles et des aliments de base ont plus que doublé – les plus fortes augmentations étant enregistrées pour le riz irrigué, le riz pluvial et les haricots.



Femmes au travail dans une rizière.
Madagascar: Projet d'appui au développement de Menabe et Melaky

est essentiel, dans ce processus, de permettre aux producteurs d'organiser leurs activités dans le cadre de coopératives ou d'associations, donnant ainsi aux agriculteurs un pouvoir de négociation accru et rationalisant les arrangements avec le secteur privé.

Au Rwanda, notre partenariat avec le gouvernement dans le Projet d'amélioration des revenus ruraux grâce aux exportations (PRICE) a renforcé les coopératives de producteurs en tant que partenaires économiques à part entière du secteur privé dans les secteurs du café, du thé, de la sériciculture et de l'horticulture. À ce jour, le projet a facilité la fourniture d'un appui, sous forme de formation et de conseil, à plus de 115 000 petits producteurs de café, dont 30% de femmes. Environ 150 coopératives ont été constituées, 180 agriculteurs ont été formés aux exigences de la certification "commerce équitable" et plus de 56 000 paysans ont adopté de nouvelles technologies.

Au Kenya, un projet de commercialisation des produits laitiers appuyé par le FIDA, démarré en 2005, a bénéficié en 2016 d'un financement additionnel de 17 millions d'USD pour poursuivre une activité couronnée de succès. Le projet a assuré une formation en matière de commercialisation pour plus de 500 groupements de producteurs laitiers, et en matière de traitement du lait et d'ajout de valeur pour plus de 400 groupements. Vingt-neuf organisations faitières ont été créées, parmi lesquelles 13 en liaison avec d'importants transformateurs. Les activités du projet ont eu pour résultat direct une augmentation des ventes de produits laitiers à valeur ajoutée, passées de 27 millions de litres en 2007 à 121 millions de litres en 2015. Le nombre des emplois dans les petites et moyennes entreprises laitières est passé de 128 en 2011 à plus de 680 en 2015.

Avec pour but final de stimuler une transformation inclusive du monde rural, le FIDA collabore avec ses partenaires clés pour approfondir ses compétences en matière d'apport de capitaux privés et de services de développement des entreprises, en mettant spécifiquement l'accent sur les entreprises privées du secteur agroalimentaire et sur les petites et moyennes entreprises rurales. Grâce à des fonds supplémentaires provenant de l'Union européenne, nous avons créé et nous gérons actuellement le Mécanisme d'assistance technique pour le Fonds d'investissement pour l'agriculture en Afrique, un fonds de participation privé de 250 millions d'USD financé par des sources publiques et privées. Nous gérons également les 30 millions d'USD du Fonds de développement des petites et moyennes entreprises agroalimentaires.

Renforcement de la résilience

Le renforcement de la résilience des petits exploitants agricoles face au changement climatique a été l'un des grands axes de notre activité en 2016. De nombreux projets appuyés par le FEM ou le programme ASAP du FIDA sont déjà en cours dans plus d'une douzaine de pays de la région. Les questions climatiques et environnementales ont été intégrées dans 11 nouveaux projets de prêt appuyés par le FIDA et dans deux COSOP – pour l'Éthiopie et le Malawi. Des évaluations de la vulnérabilité climatique ont été entreprises en Angola, aux Comores et au Mozambique.

Deux programmes de don du FIDA axés sur le renforcement de la résilience face au changement climatique sont en cours d'exécution. Le premier vise à accroître la résilience du système agricole en Ouganda et en Tanzanie en promouvant l'adoption de pratiques agricoles intelligentes face au climat comme l'agroforesterie, la rotation des cultures, la lutte contre les maladies et la préservation des terres humides. Le second a entrepris de reproduire à plus grande échelle les travaux de restauration des terres dégradées en Afrique orientale et dans le Sahel. Des travaux ont aussi débuté en vue de l'élaboration de concepts pour le Fonds vert pour le climat, qui encourage une évolution vers l'adoption, dans les pays en développement, d'approches de développement à faibles émissions. Le FIDA a été accrédité auprès de ce fonds en 2016, ce qui lui donne accès à un financement additionnel pour aider les pays à atteindre les nouvelles cibles en matière de changement climatique.

Le FIDA est également le chef de file de l'approche intégrée du FEM pour la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne, qui est axée sur les ressources naturelles qui sous-tendent la sécurité alimentaire et nutritionnelle – terre, eau, sols, arbres et ressources génétiques.

En 2016, un don d'un montant de 11 millions d'USD a été approuvé dans le cadre du programme ASAP du FIDA, portant à 77,7 millions d'USD la valeur totale, en fin d'année, du financement de l'ASAP dans la région. Deux dons, d'un montant de 14,4 millions d'USD, ont également été approuvés au titre du FEM, portant à 52,6 millions d'USD la valeur totale du financement du FEM dans la région.

Asie et Pacifique

36 pays: Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Cambodge, Chine, Fidji, Îles Cook, Îles Marshall, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Kiribati, Malaisie, Maldives, Micronésie (États fédérés de), Mongolie, Myanmar, Nauru, Népal, Nioué, Pakistan, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, République de Corée, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, Samoa, Sri Lanka, Thaïlande, Timor-Leste, Tonga, Tuvalu, Vanuatu et Viet Nam

Vue d'ensemble

La région Asie et Pacifique du FIDA inclut les pays à la croissance la plus rapide et les plus dynamiques de la planète, et constitue un moteur capital de la croissance de l'économie mondiale. Une transformation structurelle profonde et rapide, la présence de vastes marchés émergents, un important volume d'envois de fonds et une forte demande d'exportations se sont conjugués pour produire des taux de croissance économique se situant, en 2016, entre 6 et 7%.

Il est important de noter que cette forte croissance s'est traduite par un recul rapide de la pauvreté et que les populations rurales en ont aussi retiré des avantages, un nombre accru de personnes obtenant maintenant des revenus supérieurs par le biais de la production de produits à forte valeur marchande comme les légumes, le bétail et le poisson. L'extrême pauvreté a reculé plus rapidement dans la zone Pacifique de l'Asie de l'Est que dans toutes les autres sous-régions. En Asie du Sud, le recul a aussi été spectaculaire.

Manifester une extrême satisfaction ne serait toutefois pas de mise. La région Asie et Pacifique est

encore celle où vivent les deux tiers des pauvres du monde. Les disparités persistent dans l'ensemble de la région, et la pauvreté encore présente devient un phénomène de plus en plus rural qui s'aggrave du fait des inégalités croissantes, entre autres en termes de revenus. Dans tous les pays de la région, des personnes continuent de souffrir de formes extrêmes d'exclusion sociale.

La vulnérabilité au changement climatique, les catastrophes naturelles qui lui sont associées et une dégradation progressive de la base de ressources productives sont des problèmes croissants. Dans certains cas, le changement climatique constitue déjà une menace existentielle, un certain nombre d'États insulaires du Pacifique se trouvant gravement menacés par l'élévation du niveau de la mer.

La misère sociale et les taux élevés de malnutrition et de retard de croissance réduisent les capacités physiques et mentales des groupes vulnérables dans l'ensemble de la région, avec des coûts humains et économiques énormes. Donnée choquante, 30% des enfants de moins de 5 ans dans l'ensemble de la région manifestent un retard de croissance symptomatique d'une malnutrition chronique.

Il manque aussi, dans une grande partie de la région, l'infrastructure de base fondamentale pour assurer l'intégration dans l'économie mondiale par le biais de liaisons commerciales efficaces. Cette intégration sera essentielle pour permettre un approfondissement des échanges interrégionaux et intrarégionaux dans le cadre des marchés communs émergents comme l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN).

Tous ces défis sont immenses et la région doit les surmonter pour demeurer un puissant moteur de croissance et de prospérité à l'échelle mondiale. Le FIDA continue de mettre l'accent sur l'agriculture familiale comme point d'entrée idéal pour aborder ces défis urgents en matière de développement, et il considère les producteurs ruraux comme les premiers catalyseurs du processus de transformation inclusive et équitable du monde rural.

Travaux et résultats en 2016

En 2016, notre programme de travail dans la région Asie et Pacifique a été principalement axé sur les secteurs suivants:

- développement des filières et de l'accès aux marchés;
- autonomisation des femmes et des groupes marginalisés;
- concertation sur les politiques et participation à leur élaboration;
- renforcement de l'adaptation au changement climatique;
- établissement d'alliances stratégiques avec l'ASEAN.

Éléments marquants de la gestion du portefeuille

- 61 programmes et projets en cours, en partenariat avec 21 gouvernements bénéficiaires dans la région à la fin de 2016;
- 2 052,5 millions d'USD investis par le FIDA dans le portefeuille régional en cours;
- financement de 184,2 millions d'USD approuvé en 2016 pour 5 nouveaux programmes et projets au Cambodge, en Inde, en République démocratique populaire lao (2 projets) et au Viet Nam, et pour un financement additionnel accordé à des projets en cours en Mongolie et aux Philippines;
- 3 nouveaux programmes d'options stratégiques pour le pays axé sur les résultats (COSOP-AR) pour la Chine, l'Indonésie et le Pakistan.

Développement des filières et de l'accès aux marchés

Au cours des dernières années, le FIDA a fortement accru l'attention qu'il porte à l'amélioration de l'accès des petits exploitants aux marchés et à l'inclusivité des filières. En 2016, un tiers du financement approuvé pour de nouveaux projets dans la région Asie et Pacifique a été investi dans le renforcement des filières et de l'accès aux marchés.

Au Viet Nam, nous intervenons dans la province de Dak Nong pour améliorer les moyens d'existence de minorités ethniques, autochtones et migrantes, et spécialement les femmes. Plus de 6 200 personnes, dont deux tiers appartenant à des minorités ethniques, ont participé à des fermes-écoles. Le projet a créé plus de 40 fermes modèles, sur lesquelles sont élevés des porcs et des poules, et où sont pratiquées des cultures intercalaires associant les avocats et le café – deux cultures de rente lucratives. Il a aussi fourni des services de microfinance à 2 700 familles. Grâce à cette initiative, entre autres, le taux de pauvreté des communes participantes a diminué de près de 6%.

Au Népal, le FIDA intervient aux côtés de communautés montagnardes éloignées pour renforcer les petites entreprises, accroître les échanges et renforcer les capacités institutionnelles. L'accent est mis sur les cultures à haute valeur marchande, comme les pommes, le gingembre, le curcuma et la viande de chèvre. L'initiative a aidé les petits exploitants à construire des celliers pour l'entreposage de leurs produits et leur a donné les moyens d'accéder aux informations sur le marché. En stockant les pommes jusqu'en février-mai, les prix obtenus par les paysans sont quatre fois plus élevés que s'ils avaient vendu leur récolte en août-septembre.

Après des retards au démarrage dus en partie à des perturbations politiques et deux tremblements de terre, de bons progrès ont été réalisés au cours de l'année 2016. Le projet a touché plus de 12 000 ménages, soit 89% de sa cible, et les revenus ont augmenté pour atteindre 63% de la cible. Une nouvelle route facilite l'accès au marché. Le projet cible les personnes vulnérables comme les Dalits, les groupes autochtones et les femmes.

Autonomisation des femmes et des groupes marginalisés

Les projets appuyés par le FIDA interviennent souvent dans des zones habitées par des communautés ethniques marginalisées et d'autres groupes défavorisés, où l'autonomisation de la communauté est une condition préalable au succès du développement socioéconomique. La mobilisation sociale est l'un des thèmes centraux de ces projets.

Au Pakistan, dans la région pauvre du sud du Pendjab, le FIDA intervient dans quatre districts pour réduire la pauvreté parmi les ménages dirigés

uniquement par des femmes, les travailleurs occasionnels sans terre ou les petits agriculteurs. Le projet fournit aux participants des chèvres, des petites parcelles et une formation. En 2016, il avait distribué plus de 26 000 animaux (la cible était de 30 000) et 1 236 parcelles de terre (la cible était de 1 300). Le projet a fourni à plus de 10 000 participants, parmi lesquels plus de 6 000 femmes, une formation professionnelle ou une formation à l'entreprise.

Dans la Région administrative de la Cordillera, aux Philippines, un projet appuyé par le FIDA cible les groupes autochtones pour augmenter les revenus des ménages. Le projet respecte les systèmes agricoles autochtones, qui sont écologiquement viables. Il a touché environ 70 000 ménages, et plus de 5 000 paysans ont obtenu un diplôme dans une ferme-école. Le projet a encouragé la création de plus de 1 000 organisations populaires et groupements axés sur les moyens d'existence comptant 38 500 membres et gérant les fonds d'aide aux moyens d'existence, les projets de reboisement et d'agroforesterie, et les réseaux d'irrigation et d'approvisionnement en eau.

Dans la province chinoise du Hunan, le FIDA contribue à l'amélioration de l'infrastructure rurale et appuie le développement et la commercialisation agricoles durables. À la mi-2016, le projet avait procédé au revêtement de près de 600 kilomètres de canaux et construit près de 350 étangs d'irrigation. Il a constitué des groupes fonctionnels villageois pour gérer les installations, et assuré la formation de près de 15 000 agriculteurs, dont plus d'une moitié de femmes. Le projet a aussi construit 95 systèmes d'approvisionnement en eau potable, soit 90% de la cible. La construction de 584 kilomètres de routes était prévue, et la plus grande partie du programme a été réalisée.

La diversification et la stimulation de la production constituent un autre aspect de l'initiative, parallèlement à l'établissement de liaisons entre les petits exploitants et les marchés, et aident les agriculteurs à pratiquer des cultures de rapport, et notamment le thé, les légumes, les fruits et les herbes médicinales. Plus de 10 000 paysans ont bénéficié d'une formation technique par l'intermédiaire des coopératives.

Concertation sur les politiques et participation à leur élaboration

Exercer une influence sur les politiques rurales figure rarement parmi les objectifs explicites des projets, étant donné que ce processus long et complexe exige des efforts soutenus, et que c'est dans les pays où il existe une forte présence du FIDA qu'il est plus facilement réalisable.

Au Viet Nam, le gouvernement œuvre à l'amélioration de l'économie rurale. Il a lancé, en 2010,

le Programme national indicatif pour un nouveau développement rural, mais avec des résultats mitigés. À la fin de 2015, le FIDA s'est associé avec la Banque mondiale pour évaluer le programme. Nous avons relevé des succès et des problèmes et recommandé, pour la prochaine phase, des ajustements qui ont été soumis au gouvernement en mars 2016 et généralement entérinés. Le FIDA collabore avec le Ministère de l'agriculture et du développement rural pour la mise en œuvre des nouvelles approches.

En Afghanistan, le Projet d'élevage et d'agriculture communautaires, appuyé par le FIDA, a apporté un appui à un élément clé du Cadre national pour la paix et le développement en Afghanistan (2017-2021) – le Cadre global de développement agricole. Outre cette importante activité de macropolitique, le projet intervient aussi au niveau micro, en attirant l'attention du gouvernement sur les niveaux élevés de taxation des coopératives laitières, qui limitent leur capacité de concurrencer le lait UHT importé en contrebande d'Iran et du Pakistan.

Renforcement de l'adaptation au changement climatique

Face aux défis émergents dans la région, le FIDA maintient la protection de l'environnement au rang des priorités et veille à ce que les questions climatiques soient abordées de façon plus systématique dans l'ensemble de son portefeuille.

Dans le delta du Mékong, au Viet Nam, un projet appuyé par le FIDA collabore avec les communautés agricoles pour les aider à accroître leurs capacités

face aux effets du changement climatique. Le projet, dont les activités ont débuté en 2013, vise à toucher 15 000 ménages dans les provinces de Ben Tre et Tra Vinh, où la sécheresse et les intrusions salines constituent d'importantes préoccupations. Durant l'année, il a élaboré des mécanismes d'établissement des plans de développement socioéconomique (PDSE) tenant compte des aspects climatiques, mis en application dans plus de 90 communes. Il a également recensé et évalué 150 modèles d'adaptation au changement climatique. Dans la province de Ben Tre, les 10 premiers ouvrages financés par les fonds d'investissement communaux ont été achevés, et 20 autres sont sur le point d'être exécutés.

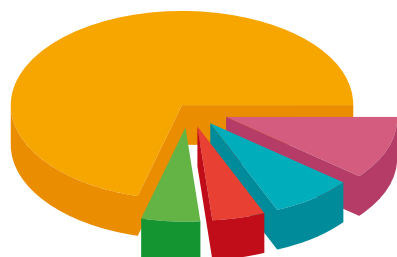
Le projet a organisé des ateliers de partenariat public-privé pour encourager la participation du secteur privé. Cinquante entreprises ont adressé des lettres d'intérêt dans le courant de l'année; 20 d'entre elles ont franchi le cap des procédures de présélection, et neuf ont bénéficié d'une assistance technique pour le développement de leurs propositions. Dans la province de Tra Vinh, le Fonds d'appui aux femmes a créé plus de 380 nouveaux groupes d'épargne et de crédit, avec près de 2 500 membres, dont plus de 40% appartenant à la minorité ethnique khmère. Des prêts ont été accordés à plus de 2 300 membres.

Durant l'année 2016, deux dons d'un montant total de 9,3 millions d'USD ont été approuvés au titre du FEM, portant à 31,7 millions d'USD la valeur totale du financement du FEM dans la région. Le financement au titre de l'ASAP dans la région a atteint, à la fin de l'année, un montant de 67 millions d'USD.

ASIE ET PACIFIQUE

GRAPHIQUE 3a
Prêts du FIDA selon les conditions de prêt, et dons au titre du CSD, 1978-2016^a

Sur un montant total de 5 602,6 millions d'USD

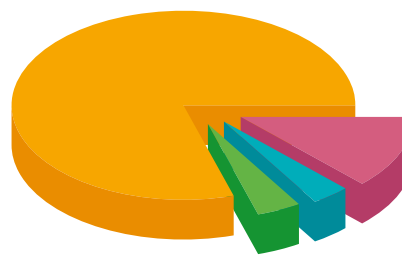


- Prêts à des conditions particulièrement favorables
3 970,9 millions d'USD - 70,9%
- Prêts à des conditions intermédiaires
607,5 millions d'USD - 10,8%
- Prêts à des conditions ordinaires
450,2 millions d'USD - 8,0%
- Prêts à des conditions mixtes
277,4 millions d'USD - 5,0%
- Dons au titre du CSD
296,7 millions d'USD - 5,3%

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

GRAPHIQUE 3b
Décaissement des prêts selon les conditions de prêt, et décaissements au titre du CSD, 1979-2016^a

Sur un montant total de 3 833,2 millions d'USD



- Prêts à des conditions particulièrement favorables
3 058,2 millions d'USD - 79,8%
- Prêts à des conditions intermédiaires
479,8 millions d'USD - 12,5%
- Prêts à des conditions ordinaires
143,1 millions d'USD - 3,7%
- Dons au titre du CSD
152,1 millions d'USD - 4,0%

^a Les montants des décaissements indiqués ne concernent que les prêts au titre du Programme ordinaire. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

Récit recueilli sur le terrain

Au Laos, un feuilleton télévisé pour populariser la nutrition

Dans les communautés rurales du nord du Laos, un programme appuyé par le FIDA utilise une série télévisée pour contribuer à la lutte contre l'extrême pauvreté et la malnutrition.

En même temps qu'ils suivent les péripéties des aventures de leurs personnages préférés dans le feuilleton "Ma famille heureuse", les villageois apprennent comment choisir des ingrédients sains cultivés localement pour concevoir des repas savoureux et nutritifs pour les enfants et les adultes de leurs ménages.

Traditionnellement, les mères nourrissent souvent leurs enfants en bas âge avec le riz gluant présent sur la table familiale. Mais cette nourriture "adulte" est difficile à assimiler pour le système digestif d'un enfant. Qui plus est, elle ne contient pas les nutriments indispensables pour aider un enfant à grandir et peut se traduire par un retard de croissance – effet et indicateur d'une malnutrition chronique.

"Un enfant sur deux au Laos souffre d'un retard de croissance, déclare Jutta Krahn, consultante en matière de nutrition pour "Ma famille heureuse". Cela signifie que ces enfants sont petits pour leur âge, mais aussi que leur développement mental est perturbé."

À mesure que les enfants grandissent, des difficultés d'apprentissage peuvent affecter leur capacité d'aller jusqu'au bout de leur scolarité et de trouver du travail, ce qui les maintient dans le piège de la pauvreté.

Le feuilleton télévisé donne aux jeunes mères comme Boun Phonyahak de nouvelles recettes créatives pour contribuer à briser le cycle de la malnutrition et de la pauvreté.

"Avant, je ne savais pas quoi cuisiner pour les enfants, dit-elle. Après avoir vu la vidéo, nous en savons davantage, et comment cuisiner des plats différents pour les parents et les enfants. J'ai appris des choses à propos des fougères, de l'épinard asiatique et du chou chinois, et comment préparer une soupe saine avec ces légumes."

De bonnes pratiques d'hygiène ont aussi été intégrées au récit, et quelques épisodes se sont attachés à dissiper les mythes alimentaires qui privent les femmes enceintes de nutriments essentiels.

"Ma famille heureuse" fait partie d'un programme de plus grande ampleur appuyé par le FIDA, dont les activités ont débuté en 2011 et qui devrait s'achever en 2017. Dans 225 villages cibles des provinces d'Oudomxay et de Sayabouly, les participants apprennent à cultiver des potagers pour améliorer les régimes alimentaires de la famille, et à élever et soigner le bétail. En outre, le programme œuvre au renforcement des liens entre les petits exploitants et les marchés, et à l'amélioration de la gestion de l'eau. À ce jour, il a touché environ 79 000 personnes appartenant à huit groupes ethniques et réparties entre 15 000 ménages.



Dans la série télévisée "Ma famille heureuse", adultes et enfants partagent leur repas.
Laos: Programme communautaire de promotion de la sécurité alimentaire et des possibilités économiques – Soum Son Seun Jai

Établissement d'alliances stratégiques avec l'ASEAN

Le FIDA a été un partenaire de l'ASEAN, et lui apporte son soutien, depuis 2008. Nous appuyons, par le biais de dons et d'une concertation sur les politiques, l'action menée par l'ASEAN pour établir un marché commun régional et harmoniser les efforts nationaux visant à améliorer la sécurité alimentaire ainsi qu'à autonomiser les petits exploitants et à promouvoir un développement agricole durable dans les zones écologiquement fragiles.

La phase II du Programme de coopération à moyen terme de l'ASEAN avec les organisations paysannes de la région Asie et Pacifique renforce les capacités des organisations locales, nationales et internationales représentant les producteurs pauvres. Le programme est géré, au niveau régional, par un consortium auquel participent La Via Campesina et l'Association des agriculteurs d'Asie pour le développement rural durable, avec l'appui d'un don du FIDA.

Cette collaboration inclut 20 organisations paysannes nationales et 100 organisations infranationales représentant plus de 13 millions de paysans. Le FIDA coopère également avec l'ASEAN pour associer les petits exploitants au rapide mouvement de commercialisation de l'agriculture dans l'ensemble de l'Asie du Sud-Est, impliquant des études sur les politiques, des consultations avec les parties prenantes et des forums sur les politiques appuyant l'accès des petits exploitants aux filières à forte valeur.

L'expansion des plantations en Asie du Sud-Est présente une importante dimension environnementale transfrontalière, en particulier en raison de la brume, provoquée par la déforestation et la combustion des tourbières, qui touche 50 millions de personnes dans le Brunéi Darussalam, en Indonésie, en Malaisie et à Singapour. Nous appuyons par conséquent les initiatives qui feront progresser le programme de l'ASEAN pour éliminer cette brume, avec notamment un renforcement des capacités dans la perspective de politiques et d'institutions pour la gestion durable des tourbières.

Le FIDA a participé, en octobre 2016, à la réunion des Ministres de l'ASEAN chargés de l'agriculture et des forêts, et y a présenté son expérience dans le domaine de l'appui à la transformation durable du monde rural. Les ministres ont demandé au FIDA de continuer à concevoir des initiatives régionales en rapport avec les filières transfrontalières, l'agriculture intégrée et écologiquement viable et les investissements dans la participation des jeunes à l'agriculture.

Amérique latine et Caraïbes

33 pays: Antigua-et-Barbuda, Argentine, Bahamas, Barbade, Belize, Bolivie (État plurinational de), Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Dominique, El Salvador, Équateur, Grenade, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Suriname, Trinité-et-Tobago, Uruguay et Venezuela (République bolivarienne du)

Vue d'ensemble

Alors que le chiffre attendu pour la croissance mondiale en 2016 est d'environ 3,1%, c'est une croissance négative qui est prévue pour la région Amérique latine et Caraïbes, pour la seconde année consécutive: un recul de 0,6% en 2016 faisant suite à une baisse de 0,03% en 2015. Le tableau est toutefois mitigé: les économies de l'Argentine, du Brésil, de l'Équateur et du Venezuela sont en phase de contraction, tandis que celles de la plupart des autres pays connaissent une croissance modérée.

Des facteurs tant externes qu'internes expliquent cette situation. On relève, parmi les facteurs externes, le ralentissement de l'activité manufacturière en Chine, qui a eu pour résultat une contraction de la demande de produits primaires, et la chute des prix des produits de base affectant les exportateurs nets que sont les pays de l'Amérique latine et des Caraïbes. Sur le plan interne, les rigidités et les déséquilibres du marché ont eu pour conséquence une baisse de la demande, amplifiant les effets des chocs externes. Les niveaux élevés de la dette, la baisse de la croissance économique et la diminution des recettes internes ont pesé sur la politique budgétaire.

Éléments marquants de la gestion du portefeuille

- 31 programmes et projets en cours, en partenariat avec 18 gouvernements bénéficiaires dans la région à la fin de 2016;
- 511,2 millions d'USD investis par le FIDA dans le portefeuille régional en cours;
- financement de 142,1 millions d'USD approuvé en 2016 pour 8 nouveaux programmes et projets en Argentine, au Brésil, à Cuba, en Équateur, en El Salvador, au Guyana, au Nicaragua et au Pérou;
- 3 nouveaux programmes d'options stratégiques pour le pays axés sur les résultats (COSOP-AR) pour le Brésil, l'Argentine et la Colombie.

Un peu plus de 20% des 633 millions d'habitants de la région vivent dans les zones rurales. Les données de 2014, établies sur la base des seuils nationaux de pauvreté, indiquent que 28,2% de ces habitants vivent en situation de pauvreté, et 11,8% en situation d'extrême pauvreté. Comme dans d'autres régions, la pauvreté est concentrée dans les zones rurales, où le taux de pauvreté atteint 46,2%.

Entre 1990 et 2014, la pauvreté a été réduite de 20,2 points de pourcentage. Depuis lors, toutefois, le processus de réduction de la pauvreté s'est ralenti et même arrêté, et on prévoit pour 2015 une augmentation des taux de pauvreté et d'extrême pauvreté en raison de l'impact du ralentissement de la croissance économique sur l'emploi, et des pressions inflationnistes, principalement sur les produits alimentaires, sur les ménages les plus pauvres.

À l'exception d'Haïti, les pays de la région sont des pays à revenu intermédiaire, avec un revenu annuel moyen par habitant pour l'ensemble de la région de 8 939 USD. Cette moyenne dissimule toutefois la pression qui s'exerce sur les groupes les plus vulnérables, résultant du niveau élevé des inégalités.

L'agriculture familiale demeure la source principale de l'emploi rural. Il est par conséquent essentiel, pour promouvoir une transformation inclusive du monde rural, d'accroître la productivité, de renforcer l'économie rurale non agricole et de développer la résilience face au changement climatique. Les pays d'Amérique latine doivent poursuivre le renforcement des cadres d'action des pouvoirs publics, sur le

plan macroéconomique, social et productif, tout en stimulant la productivité du travail et en veillant à la solidité des systèmes de protection sociale.

À la fin de l'année, la valeur totale des financements de l'ASAP dans la région était de 32 millions d'USD; la valeur totale des financements du FEM était de 21,4 millions d'USD.

Travaux et résultats en 2016

En 2016, notre programme de travail dans la région Amérique latine et Caraïbes a été principalement axé sur les domaines suivants:

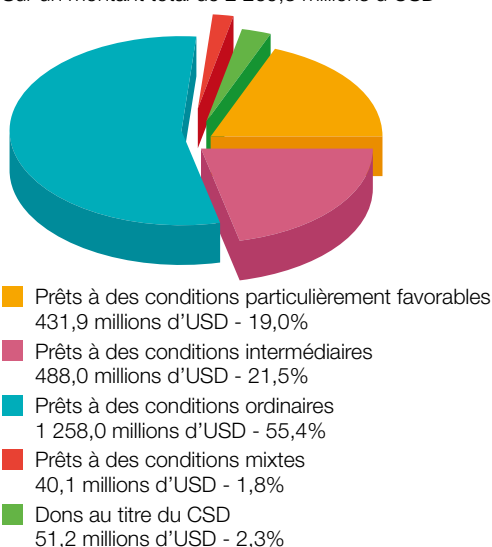
- autonomiser les jeunes;
- intervenir aux côtés des peuples autochtones;
- favoriser l'accès des petits agriculteurs aux filières et aux marchés;
- établir des partenariats stratégiques et plaider en faveur des petits agriculteurs.

Autonomiser les jeunes

Dans cette région, comme dans de nombreuses autres, les jeunes – femmes et hommes – demeurent invisibles dans la plupart des processus d'action des pouvoirs publics. Il y a là un problème particulier pour les jeunes ruraux, qui sont nombreux à quitter leur foyer à la recherche de meilleures conditions d'éducation et de travail, et pour échapper à la violence et à la criminalité. Depuis 2013, le FIDA encourage la concertation sur les moyens d'améliorer les possibilités offertes à ces jeunes.

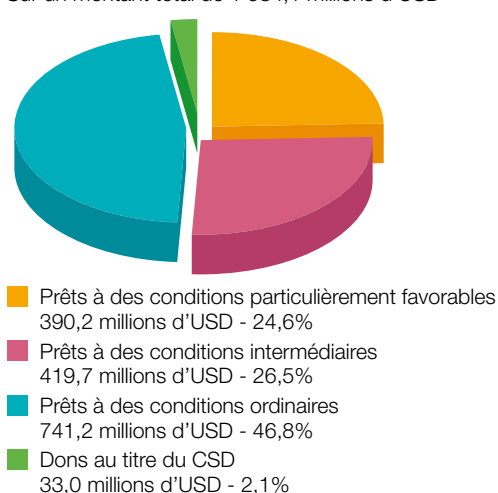
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

GRAPHIQUE 4a
Prêts du FIDA selon les conditions de prêt, et dons au titre du CSD, 1978-2016^a
Sur un montant total de 2 269,3 millions d'USD



^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

GRAPHIQUE 4b
Décaissements de prêts selon les conditions de prêt, et décaissements au titre du CSD, 1979-2016^a
Sur un montant total de 1 584,1 millions d'USD



^a Les montants des décaissements indiqués ne concernent que les prêts au titre du Programme ordinaire. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

Nous avons appuyé le lancement de plans nationaux pour les jeunes ruraux dans cinq pays de la région. Le premier de ces plans a été lancé en El Salvador, avec une allocation d'environ 1 million d'USD pour les trois régions du pays. En collaboration avec le Ministère de l'agriculture, le FIDA a appuyé la constitution de réseaux de jeunes ruraux pour aborder les questions de la participation démocratique et des débouchés économiques. En 2015, plus de 100 jeunes, parmi lesquels de nombreux membres de communautés autochtones, ont participé à la première Réunion nationale de la jeunesse rurale. Désormais désignée par son acronyme AREJURES, l'association est juridiquement enregistrée, et ses 3 000 membres participent aux activités du FIDA en matière de formation et d'entrepreneuriat, et à la concertation avec les décideurs au niveau local et national.

El Salvador a accueilli en 2016 deux itinéraires d'apprentissage internationaux pour des jeunes ruraux, avec 30 participants venus de Bolivie, du Brésil, de Colombie, de l'Équateur, du Guatemala, du Nigéria et du Népal. Le FIDA a organisé deux ateliers dans le pays pour des échanges sur les méthodologies de l'action aux côtés des jeunes. Quatorze organisations nationales ont participé à ces ateliers.

Dans la province du Chaco, en Argentine, un projet appuyé par le FIDA intègre des jeunes ruraux – femmes et hommes – issus de familles pauvres à des coopératives d'apiculture. Les participants débutent par un stage de formation d'une année, à temps partiel, à l'école secondaire. Les diplômés reçoivent une assistance technique et un kit de démarrage, à crédit, pour assembler et peupler leurs ruches. En 2015 et 2016, plus de 100 jeunes apiculteurs ont adhéré à six coopératives.

Intervenir aux côtés des peuples autochtones

Dans le droit fil de l'idée maîtresse du Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies, qui vise particulièrement à ce que personne ne soit laissé pour compte, le nouveau Cadre stratégique du FIDA 2016-2025 réaffirme l'engagement du Fonds en faveur du développement autonome des peuples autochtones.

Les COSOP approuvés pour la Bolivie, El Salvador et le Paraguay au cours de la période biennale 2015-2016 intègrent spécifiquement les questions concernant les peuples autochtones. Le nouveau COSOP pour la Bolivie cible 74 000 familles aymaras et quechuas. Il affirme que le principe du consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause pour les décisions concernant les peuples autochtones, et celui du respect de leur diversité culturelle, de leur identité, de leur langue et de leurs formes d'organisation seront essentiels pour l'innovation et la reproduction à plus grande échelle. La nouvelle stratégie du FIDA au Paraguay prévoit d'intervenir directement aux côtés

de 3 300 familles autochtones, tout en atteignant indirectement 55 000 ménages.

Le Bureau du FIDA chargé des questions autochtones et tribales a apporté son appui à la préparation de nouveaux COSOP pour l'Argentine, la Colombie et le Guatemala. Au Brésil, les questions relatives aux peuples autochtones sont au cœur d'un projet prévu, et un consultant a travaillé avec quatre communautés autochtones pour faire en sorte qu'elles participent à sa conception.

Dans le courant de l'année, le FIDA a financé la manifestation Terra Madre organisée par le mouvement Slow Food à Turin, et y a participé. Nous avons noué un partenariat avec Slow Food depuis 2009, en nous attachant à renforcer sa focalisation sur les peuples autochtones et sur les principes de l'agriculture durable. Quarante délégués de projets appuyés par le FIDA ont participé à la manifestation de cette année pour souligner l'importance de l'autonomisation des petits exploitants agricoles, des peuples autochtones et des jeunes. À la suggestion du FIDA, Dalí Nolasco Cruz, représentant de la communauté autochtone nahua du Mexique, a pris la parole à la cérémonie d'ouverture.

Favoriser l'accès des petits agriculteurs aux filières et aux marchés

Un quart du portefeuille du FIDA dans la région est consacré au renforcement des filières et à l'appui aux petites entreprises et aux microentreprises. Le Projet d'intégration de l'agriculture familiale dans les chaînes de valeur, au Paraguay, établit des liaisons entre les groupements paysans et des sociétés privées dans une démarche visant à garantir des ventes fiables et à mettre en contact les producteurs et les marchés. L'examen à mi-parcours du projet, réalisé en 2016, a relevé que 18 sociétés ont conclu des contrats avec 39 groupements paysans et leur apportent également une assistance technique. Au vu des bons résultats du projet, le gouvernement a demandé au FIDA d'envisager de mettre à disposition un financement additionnel, et un additif au projet est actuellement en cours de conception.

Grâce à un don du FIDA, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes a élaboré une méthodologie relative aux filières, applicable au niveau des politiques et de la production. Le programme – dont les travaux ont débuté en 2014 – a fourni une assistance technique pour renforcer, dans cinq pays, huit filières, dont celles de la production de chips de fruits frites sous vide au Costa Rica, des produits laitiers en République dominicaine et des produits porcins traités en salaison au Mexique. Des organismes publics d'Amérique centrale ont adopté cette méthodologie. En El Salvador, le Ministère de l'économie l'a officiellement intégrée à son Plan opérationnel de transformation productive, en vigueur jusqu'en 2019. On pourra trouver des précisions supplémentaires et une boîte à

outils résumant la méthodologie à l'adresse suivante: <http://repositorio.cepal.org/handle/11362/40911>.

Au Nicaragua, un projet de filière appuyé par le FIDA et exécuté par le Ministère de l'économie rurale et de l'agriculture familiale a touché plus de 24 000 familles rurales, dont plus de 11 000 dirigées uniquement par une femme – un groupe de population particulièrement vulnérable. Les activités de ce projet ont eu pour résultat la création de 49 coopératives pour promouvoir la production de céréales, de viande, de volaille, de riz, de produits laitiers, de cacao, de légumes, de miel, de manioc et de fruits, et la création d'emplois pour plus de 12 000 personnes. Le projet a aussi construit ou réparé plus de 1 000 kilomètres de routes rurales reliant plus de 270 000 familles aux marchés, aux services de santé et aux écoles. L'accès à l'eau potable et à l'électricité a également été amélioré.

Établir des partenariats stratégiques et plaider en faveur des petits agriculteurs

Les partenariats sont un élément fondamental dans les efforts que nous déployons, en Amérique latine et dans les Caraïbes, pour poursuivre l'extension de politiques visant à égaliser les chances pour les petits agriculteurs, grâce à la concertation sur les politiques et à la coopération Sud-Sud.

Parmi les initiatives que nous appuyons, l'une des plus efficaces est celle du Marché des innovations agricoles (MKTPlace), dont le chef de file est l'Institut national de recherche agronomique brésilien (EMBRAPA). Le MKTPlace est une plateforme ayant pour objectif la promotion de la recherche agricole appliquée aussi bien en Amérique latine et dans les Caraïbes qu'en Afrique. L'idée est simple: tirer parti des innovations technologiques mises au point par l'EMBRAPA au Brésil et les adapter à d'autres pays en développement. Depuis le début de son activité avec l'appui du FIDA, en 2010, le MKTPlace a financé 82 projets de recherche, dont 64 en Afrique et 18 en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Par le biais de dons au Centre latino-américain pour le développement rural (RIMISP), le FIDA a contribué à l'établissement de groupes ruraux de concertation en Colombie, en Équateur, en El Salvador et au Mexique. Les groupes font entrer les priorités rurales dans les programmes nationaux de développement et encouragent une transformation inclusive du monde rural (voir, pour plus de détails, le récit recueilli sur le terrain à la page 23).

Le FIDA finance aussi une recherche universitaire qui fournit des données pouvant être présentées aux gouvernements pour appuyer une évolution des politiques en faveur des populations rurales pauvres. Avec un don du FIDA, l'Institut centraméricain des études fiscales a étudié les dépenses des gouvernements d'Amérique centrale pour évaluer le pourcentage de ressources publiques affectées au développement rural. Le projet de recherche a aussi proposé des moyens d'augmenter les efforts budgétaires que consentent déjà les gouvernements centraméricains.

Un autre travail universitaire financé par le FIDA, conduit par la branche colombienne de l'Université des Andes, a étudié les synergies possibles entre les programmes d'aide sociale – et spécifiquement les programmes de transferts monétaires soumis à conditions – et les programmes de développement rural. La conclusion provisoire de cette recherche est que les deux types de programmes pourraient se renforcer mutuellement s'il était possible d'établir entre eux des mécanismes de coordination.

Au cours de l'année 2016, le FIDA a prêté une attention particulière au processus de paix en Colombie, l'un des faits politiques nouveaux les plus importants des dernières décennies. Par l'intermédiaire du Groupe colombien de concertation sur les questions rurales, ainsi que de dons octroyés au Haut-Commissaire pour la paix colombien et à une ONG (Corporación PBA), le FIDA a apporté un appui actif à la consolidation de la paix dans les zones rurales. Nous avons également fourni une assistance technique et des conseils sur l'application des accords de paix – avec des résultats tangibles comme les modèles de planification territoriale qui doivent garantir que les efforts de développement rural et de reconstruction bénéficieront aux groupes les plus pauvres et les plus défavorisés.

Récit recueilli sur le terrain

Les fruits indigènes stimulent le développement rural au Brésil

Les fruits sauvages et locaux, comme l'*umbu* (*Spondias tuberosa*), le fruit de la passion et la goyave, stimulent la croissance d'une coopérative prospère dirigée par des femmes dans une zone éloignée du nord-est du Brésil.

Il y a plus de dix ans, des producteurs familiaux vivant au cœur de la région semi-aride du Sertão s'étaient réunis pour constituer la Coopérative d'agriculture familiale de Canudos, Uauá et Curaçá (COOPERCUC). Cette initiative a d'abord été accueillie avec scepticisme: les terres arides du Sertão semblaient un choix peu probable pour assurer la rentabilité d'une coopérative, spécialement si elle avait pour objet la transformation de l'*umbu*. Malgré sa chair juteuse, ce petit fruit vert ou jaune était considéré comme uniquement propre à la consommation animale parce qu'il poussait si spontanément à l'état sauvage.

Aujourd'hui, la coopérative compte environ 280 membres répartis entre 18 communautés. Le montant annuel de leurs ventes s'élève à plus de 280 000 USD. Ils ont obtenu les certifications "culture biologique" et "commerce équitable" et, grâce à des partenariats avec des organisations et des sociétés comme Slow Food et L'Occitane en Provence, leurs produits sont vendus partout dans le monde.

En 2015, le Projet de développement rural durable dans la région semi-aride de Bahia, financé par le FIDA, a cofinancé une nouvelle usine de transformation. Avec l'apport de 18 mini-installations de prétransformation implantées près des communautés des membres, elle

a la capacité requise pour traiter 500 kilogrammes de fruits par jour – extraction de jus, extraction de la pulpe, mise en bouteille et mise en conserve – et pour préparer les livraisons.

L'usine a aussi de nouvelles productions comme des crèmes glacées ou des glaces à l'eau avec un bâtonnet (popsicles, ou picolé en portugais), très demandées dans les villes côtières chaudes du nord-est du Brésil. Grâce à la capacité supplémentaire de transformation créée par l'usine, on s'attend à ce que 700 nouveaux agriculteurs adhèrent à la coopérative.

La COOPERCUC est aujourd'hui présidée par Denise dos Santos, une diplômée de 26 ans dont les parents figuraient parmi les fondateurs de la coopérative. Après avoir obtenu son diplôme de gestion d'entreprise, dos Santos est revenue à Uauá parce qu'elle voulait apporter quelque chose à sa communauté.

"On nous avait traités de fous lorsque nous avons commencé à utiliser l'*umbu* et les autres plantes, déclare dos Santos. Voyez où cette folie nous a conduits! Nous sommes une société prospère maintenant. Mais la COOPERCUC n'est pas une histoire de profit. [...] Il s'agit de montrer qu'il est possible de gagner sa vie dans le Sertão. Et nous le démontrons sans aucun doute."



Au travail dans la nouvelle installation de la COOPERCUC, capable de traiter jusqu'à 500 kilogrammes de fruits par jour. Brésil: Projet de développement rural durable dans la région semi-aride de Bahia

Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe

23 pays et Gaza et Cisjordanie: Albanie, Algérie, Arménie, Azerbaïdjan, Bosnie-Herzégovine, Djibouti, Égypte, Géorgie, Iraq, Jordanie, Kirghizistan, Liban, Maroc, Monténégro, Ouzbékistan, République arabe syrienne, République de Moldova, Somalie, Soudan, Tadjikistan, Tunisie, Turquie et Yémen

Vue d'ensemble

Les situations de fragilité freinent le développement dans un grand nombre de pays couverts par la Division Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe (NEN) du FIDA. En Iraq, en Somalie, en Syrie et au Yémen, les conflits et les turbulences politiques prolongés perturbent les vies et les moyens d'existence, et entraînent des déplacements massifs de population et une insécurité alimentaire. Aujourd'hui, le nombre total de personnes déplacées dans le monde, soit 65 millions, est plus élevé qu'il ne l'était au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, et environ 22,4 millions d'entre elles se trouvent dans la sous-région Proche-Orient et Afrique du Nord (NENA). La crise en Syrie, en particulier, provoque une migration à grande échelle: les réfugiés syriens constituent maintenant jusqu'à 25% de la population du Liban et 20% de la population de la Jordanie.

Le nombre de personnes sous-alimentées au Proche-Orient et en Afrique du Nord a doublé au cours des 25 dernières années, passant de 16,5 à 33 millions. C'est là le résultat des situations de conflit, de la hausse des prix alimentaires, de la baisse des revenus et du taux élevé de chômage, spécialement parmi les femmes et les jeunes. Au Yémen, l'insécurité alimentaire touche plus de 14 millions de personnes. La production alimentaire

a diminué de 40% en Syrie depuis le début du conflit et, à la mi-2016, quelque 9,4 millions de personnes avaient besoin d'aide.

La pénurie d'eau et le changement climatique constituent aussi des questions pressantes dans la sous-région NENA, où la part d'eau douce disponible est la plus faible au monde. Selon les estimations, les ressources en eau renouvelables par habitant sont en moyenne de 430 mètres cubes, bien inférieures au seuil de pauvreté en eau établi sur le plan international, qui est de 1 000 mètres cubes. On prévoit, au cours des prochaines décennies, une diminution significative de la disponibilité en eau qui nuira à la productivité agricole et à la croissance économique du monde rural.

Les pays d'Europe centrale et orientale et les Nouveaux États indépendants sont aux prises avec une croissance atone et des tensions géopolitiques. Le ralentissement de l'activité économique de la Fédération de Russie continue d'avoir des répercussions dans l'ensemble de la région, spécialement sous la forme de pertes de recettes dues à la contraction des exportations de produits alimentaires. En outre, la chute des prix du pétrole a fait que de nombreux pays sont vulnérables à la dévaluation de leur monnaie. Les monnaies de l'Azerbaïdjan et du Kazakhstan ont perdu environ un tiers de leur valeur par rapport au dollar des États-Unis, et les envois de fonds vers le Tadjikistan – provenant en grande partie de la Fédération de Russie – ont diminué de 65%.

Travaux et résultats en 2016

En 2016, notre programme de travail dans la région a été principalement axé sur les domaines suivants:

- gestion des ressources naturelles et changement climatique;
- productivité agricole et sécurité alimentaire;
- finance rurale et appui aux entrepreneurs;
- accès au marché et développement des filières;
- les jeunes et l'égalité entre les sexes.

Gestion des ressources naturelles et changement climatique

Comme beaucoup d'autres pays dans le monde, la Géorgie a été confrontée au cours des dernières années à des précipitations irrégulières et à des régimes météorologiques imprévisibles. Après la dissolution du bloc soviétique au début des années 1990, la plus grande partie des systèmes d'irrigation du pays s'est délabrée. Un projet financé par le FIDA a contribué à remettre en état des périmètres irrigués et à réparer des ponts afin que les agriculteurs puissent transporter leurs produits agricoles et leur bétail. Les investissements consacrés à l'irrigation ont bénéficié

Éléments marquants de la gestion du portefeuille

- 34 programmes et projets en cours, en partenariat avec 18 gouvernements bénéficiaires dans la région à la fin de 2016;
- 754,2 millions d'USD investis par le FIDA dans le portefeuille régional en cours;
- financement de 139,1 millions d'USD approuvé en 2016 pour 5 nouveaux programmes et projets à Djibouti, au Kirghizistan, au Maroc, en République de Moldova et en Tunisie, et pour un financement additionnel accordé à un projet en cours au Soudan;
- 1 nouveau programme d'options stratégiques pour le pays axé sur les résultats (COSOP-AR) pour la Turquie.

à plus de 14 000 ménages et ont permis d'irriguer plus de 11 000 hectares de terres agricoles. Le projet a également réparé un système d'approvisionnement en eau potable raccordé au réseau d'approvisionnement en eau à usage domestique dans une zone de hauts plateaux, pour une meilleure utilisation des eaux de source.

Dans l'État du Sennar, dans le sud-est du Soudan, la sévère dégradation des terres menace les moyens d'existence des petits agriculteurs. Le FIDA appuie des efforts de réduction de la pression sur les ressources naturelles en introduisant des techniques d'agriculture de conservation et des semences résistantes à la sécheresse. Environ 20% des agriculteurs inclus dans l'échantillon ont pleinement adopté la rotation des cultures, et à peine moins de la moitié l'ont adoptée partiellement. Cette approche a accru l'humidité du sol et la productivité des cultures, et les rendements moyens du sorgho et du sésame ont plus que doublé.

Les marges bénéficiaires des paysans adoptant les technologies améliorées sont supérieures d'environ 140% à celles précédemment obtenues pour le sorgho, et de près de 200% pour le sésame. Cette intervention relativement peu coûteuse et à impact élevé a réduit la pauvreté dans les bandes de cultures pluviales du Soudan, où le pourcentage de personnes considérées comme très pauvres est tombé de 33% en

2012 à 5% en 2016. Par l'intermédiaire des comités villageois de développement, les participants au projet sont aussi formés à l'utilisation en toute sécurité et à l'entretien des fourneaux à gaz, réduisant ainsi la consommation de bois de feu.

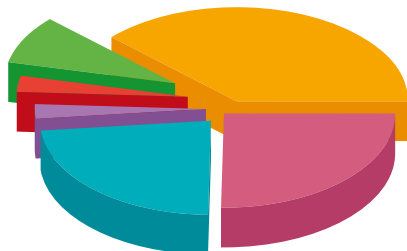
Le projet a touché plus de 90 villages, avec près de 25 000 ménages de petits exploitants, parmi lesquels 2 240 ménages de pasteurs sédentarisés et 1 990 ménages dirigés par des femmes rapatriées. L'un des résultats du projet est que près d'un tiers des jeunes membres des ménages inclus dans l'échantillon ont commencé à travailler. Beaucoup de femmes, par exemple, participent aux activités de transformation, récoltant et faisant sécher les gombos pour les vendre, produisant des boissons et des confitures, ou fabriquant des objets artisanaux. Un certain nombre de jeunes sont aussi employés comme agents de vulgarisation dans le domaine de la lutte intégrée contre les ravageurs.

Outre les ressources de base investies dans la région en 2016, deux nouveaux dons d'une valeur de 8 millions d'USD au titre de l'ASAP ont été approuvés, portant à 42,9 millions d'USD le montant total du financement de l'ASAP dans la région à la fin de l'année. Ajoutés au financement du FEM, ces dons portent à un tout petit peu plus de 100 millions d'USD le financement pour l'environnement et le climat.

PROCHE-ORIENT, AFRIQUE DU NORD ET EUROPE

GRAPHIQUE 5a
Prêts du FIDA selon les conditions de prêt, et dons au titre du CSD, 1978-2016^a

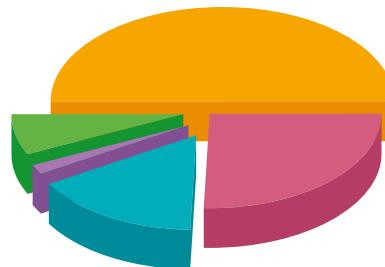
Sur un montant total de 2 605,7 millions d'USD



- Prêts à des conditions particulièrement favorables
991,7 millions d'USD - 38,1%
- Prêts à des conditions intermédiaires
665,0 millions d'USD - 25,5%
- Prêts à des conditions ordinaires
600,6 millions d'USD - 23,0%
- Prêts à des conditions durcies
59,1 millions d'USD - 2,3%
- Prêts à des conditions mixtes
72,2 millions d'USD - 2,8%
- Dons au titre du CSD
217,1 millions d'USD - 8,3%

GRAPHIQUE 5b
Décaissements de prêts selon les conditions de prêt, et décaissements au titre du CSD, 1979-2016^a

Sur un montant total de 1 806,2 millions d'USD



- Prêts à des conditions particulièrement favorables
906,6 millions d'USD - 50,2%
- Prêts à des conditions intermédiaires
462,5 millions d'USD - 25,6%
- Prêts à des conditions ordinaires
282,1 millions d'USD - 15,6%
- Prêts à des conditions durcies
30,7 millions d'USD - 1,7%
- Dons au titre du CSD
124,3 millions d'USD - 6,9%

^a Les montants des décaissements indiqués ne concernent que les prêts au titre du Programme ordinaire. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

Il est essentiel, pour pouvoir prendre des décisions et gérer le programme de pays de manière efficace, de disposer en temps opportun d'informations fiables sur les ressources naturelles et l'impact du changement climatique. Le FIDA conduit par conséquent des évaluations de la vulnérabilité climatique de son portefeuille dans la région et introduit le géoréférencement du projet pour chaque nouvel investissement afin d'améliorer le ciblage et la gestion du cycle du projet.

Productivité agricole et sécurité alimentaire

À Djibouti, pays exposé à la sécheresse, le FIDA a appuyé des activités visant à améliorer les conditions de vie de plus de 8 300 familles pastorales. Afin d'accroître l'accès à l'eau pour les humains et le bétail, le projet a construit ou réparé une cinquantaine de citernes communautaires, créant ainsi une capacité de stockage d'eau de plus de 630 000 mètres cubes. Il a aussi remis en état des pâturages dégradés et planté plus de 8 600 arbres. Environ 30 000 têtes de bétail ont été vaccinées ou traitées, et 40 tonnes de produits d'affouragement ont été distribuées, en même temps que 500 pierres à lécher, pour améliorer la productivité et la santé animale.

En Cisjordanie, un programme financé par le FIDA a contribué à aménager près de 1 000 hectares de terres en friche ou dégradées en vue de les mettre en culture: près de 600 hectares ont été bonifiés et quelque 400 hectares régénérés; 50 kilomètres de routes rurales ont été construits. (Voir, pour plus de détails, le récit recueilli sur le terrain, page 27.)

Finance rurale et appui aux entrepreneurs

Des services financiers accessibles jouent un rôle clé dans la transformation inclusive du monde rural. En République de Moldova, le FIDA intervient pour que les entrepreneurs ruraux puissent avoir facilement accès à des prêts. Le Projet de développement des services financiers ruraux et des entreprises agroalimentaires, appuyé par le FIDA et clôturé en 2015, a facilité les prêts par l'intermédiaire de six banques commerciales à plus de 1 800 emprunteurs, parmi lesquels plus de 670 femmes. Il a aussi formé des jeunes au développement des entreprises agricoles, à la gestion financière et à la comptabilité afin de les aider à démarrer ou à agrandir leurs propres entreprises, comme la production de raisin de table, la production laitière et l'apiculture. Cet appui a contribué à presque tripler le nombre d'emplois créés dans la zone du projet.

En Égypte, un projet appuyé par le FIDA est axé sur l'amélioration de l'accès aux services financiers pour les petits producteurs, les jeunes chômeurs, les femmes, les travailleurs sans terre et les entrepreneurs ruraux. Plus de 1 200 prêts, d'un montant total supérieur à 13 millions d'USD, ont été accordés à des petites entreprises par l'intermédiaire du Fonds social de développement, via la Banque nationale d'Égypte, permettant la création de plus de 2 600 emplois. De même, des prêts d'un montant total de 1,25 million d'USD ont été octroyés à des entreprises agricoles par l'intermédiaire du programme national de développement agricole. L'un des bénéficiaires a été une société qui achète, trie, calibre et conditionne des fruits produits par les agriculteurs locaux et destinés au marché intérieur et à l'exportation. Un autre bénéficiaire modernise un système d'irrigation et apporte un appui aux agriculteurs sur le plan technique, de la préparation du sol et de la commercialisation.

Accès au marché et développement des filières

En Tunisie, un projet financé par le FIDA a pour objet d'améliorer les revenus des éleveurs de bétail vulnérables en renforçant la résilience des filières et des systèmes de production agropastoraux, en particulier les viandes cameline, ovine et caprine, et leurs sous-produits. Il s'agit d'accroître la production de produits de haute qualité pouvant trouver de bons débouchés, et d'améliorer les capacités et l'infrastructure de commercialisation. Le projet vise à créer une nouvelle richesse parmi les éleveurs de bétail pauvres, en développant des produits locaux uniques, comme le lait de chamelle, en créant une marque distinctive et en mettant en valeur ces produits. Des jeunes et des femmes, en particulier, reçoivent un appui pour démarrer des initiatives génératrices de revenus. Le projet cible, au total, 75 200 personnes.

Dans les provinces pauvres et éloignées d'Ardahan, d'Artvin et de Kars, dans l'est de l'Anatolie, en Turquie, le FIDA intervient pour accroître les actifs et les revenus des petits producteurs et entrepreneurs ruraux. Les cultivateurs ont reçu des semences, des matériaux de construction pour les serres et les vergers, et du matériel agricole et du matériel destiné à l'irrigation au goutte à goutte. Ils ont aussi suivi une formation aux pratiques horticoles, à la transformation de produits agricoles et à l'amélioration du stockage. Les 280 producteurs qui ont bénéficié des serres sont maintenant en mesure d'effectuer quatre récoltes par an, et leurs revenus ont augmenté de façon significative.

Récit recueilli sur le terrain

Amandiers et abricotiers fleurissent sur une terre jadis stérile

En Cisjordanie, des producteurs familiaux pratiquent des cultures à haute valeur marchande, comme celles des amandes et des abricots, sur des versants collinaires jadis stériles, et voient leurs revenus augmenter de 80% voire davantage. Environ 36 000 personnes ont participé à un programme de gestion des ressources naturelles financé par le FIDA et qui a procédé en priorité à l'aménagement de terrasses, la mise en place de clôtures, l'irrigation, l'épierrage et d'autres techniques pour remettre en état et régénérer la terre. Il a aussi amélioré l'accès des ruraux – femmes et hommes – aux services financiers, leur permettant d'avoir recours au crédit pour investir dans leurs exploitations et leurs entreprises.

Sur les 15 dernières années, le programme a investi près de 14 millions d'USD dans des zones offrant peu d'autres possibilités économiques, touchant indirectement près de 100 000 ruraux. La remise en état et la régénération de la terre ont accru d'au moins 70% les revenus liés aux exploitations, cependant que les revenus mensuels nets des utilisateurs des services de crédit du programme augmentaient de près de 50%.

En 2005, Reyad Assad a reçu des fonds pour régénérer un hectare de terre qu'il possède dans le village de Sanur. Le programme a aidé Assad et ses frères à niveler leur terre, à aménager des terrasses et à mettre en place des clôtures. Les frères ont ensuite construit trois citernes pour la récolte de l'eau et planté plus de 1 000 jeunes plants – oliviers, amandiers et

abricotiers. Depuis lors, Assad a aussi commencé à pratiquer des cultures intercalaires d'hiver, cultivant des légumes et des herbes. Bien qu'il soit le seul soutien de sa famille, dans son ménage qui compte neuf personnes, il parvient maintenant à assurer les besoins alimentaires de la famille et son revenu agricole a doublé.

Raja'i et Bushra Fayyad, qui sont mari et femme, sont des producteurs de fraises. Bushra a demandé un prêt financé par le programme pour développer leur entreprise de production sous serre. Ils ont investi les fonds obtenus dans un nouveau système d'irrigation, et modernisé leur production de fraises pour utiliser des conteneurs suspendus. Ils ont ainsi accru l'espace disponible pour leurs cultures, doublant ainsi le nombre de plants et obtenant une récolte précoce.

“L'investissement a fait une grande différence pour nos vies, a déclaré Bushra. Pour la toute première fois, nous avons pu avoir une production précoce et obtenir les prix les plus élevés sur le marché.”

Le Programme de gestion participative des ressources naturelles appuyé par le FIDA s'est achevé en 2015, mais son approche continue d'apporter des avantages à la population rurale de la Cisjordanie. En raison de son succès, son modèle d'aménagement de la terre a été intégré à la stratégie gouvernementale pour le secteur de l'agriculture et sera reproduit à plus grande échelle dans l'ensemble du territoire.



Raja'i et Bushra Fayyad, un couple de producteurs de fraises, dans leur serre.
Cisjordanie: Programme de gestion participative des ressources naturelles

Dans la province d'Artvin, un projet pilote intervient aux côtés de groupes locaux de femmes pour leur apprendre à améliorer la qualité du célèbre jus de raisin produit localement et qu'elles préparent traditionnellement à la maison. Le projet a organisé un atelier pour 20 groupes de femmes, afin de leur enseigner comment produire le jus avec de meilleures normes de production et ajouter davantage de valeur à leur produit brut.

Les jeunes et l'égalité entre les sexes

Le FIDA intervient pour réduire la migration des jeunes en créant des possibilités d'emploi pour les jeunes dans les zones rurales. Dans les zones montagneuses de la province d'Al Haouz, l'une des plus pauvres du Maroc, un projet financé par le FIDA forme et emploie des jeunes et des femmes comme prestataires de services agricoles. Le projet a créé 12 équipes chargées d'apporter aux producteurs locaux de pommes et d'olives des conseils techniques dans plusieurs domaines: santé et fertilisation des plantes, méthodes d'irrigation améliorées, et techniques de plantation et d'éclaircissage.

En Bosnie-Herzégovine, une initiative financée par le FIDA a accru le nombre de femmes et de jeunes engagés dans la culture des framboises, un produit d'exportation lucratif. Le projet pilote – conduit dans une zone durement touchée par le chômage, la pauvreté et les catastrophes naturelles – a renforcé les organisations et les coopératives paysannes pour améliorer la production, la transformation

et la commercialisation. Il a aussi introduit une nouvelle variété de framboise à plus longue durée de conservation. Les revenus mensuels moyens des participants sont passés de 460 USD en 2012 à 630 USD en 2016.

Le FIDA et l'Organisation internationale du Travail collaborent au renforcement du suivi-évaluation de l'égalité entre les sexes dans l'emploi rural dans la sous-région NENA. Ils ont assuré une formation en matière de mesure des résultats à l'intention de membres de la communauté de pratiques taqem, qui regroupe 14 organisations intervenant dans le domaine de l'emploi rural pour les femmes et les jeunes de la région. Les conclusions de sept projets de recherche orientée vers l'impact, y compris des évaluations d'interventions sur l'emploi urbain et rural en Égypte, au Liban et en Tunisie, fourniront des éléments concrets sur ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas pour éclairer davantage les politiques et les investissements en matière d'emploi.



LABORATORIO



Principales initiatives et nouveaux programmes

Principales initiatives

En 2016, première année de mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et des objectifs de développement durable (ODD) adoptés par les Nations Unies, le FIDA a accru ses activités de plaidoyer et de partage des savoirs dans les domaines de l'agriculture familiale et des questions rurales, essentiels pour la réalisation du programme. Il a également pris d'importantes dispositions en vue d'améliorer l'efficacité et l'efficacité opérationnelles de ses propres activités, afin d'élargir son impact et sa contribution à la réalisation des objectifs. En tant qu'institution financière internationale (IFI) et qu'institution des Nations Unies, le FIDA a profité de son rôle de catalyseur, à la fois en diffusant des savoirs et des données relatives au développement rural, et en produisant des projets d'investissement qui changent la vie des populations rurales et aident les pays à parvenir à la sécurité alimentaire, à améliorer la nutrition et à réduire la pauvreté.

La vision mondiale

Programme 2030 et COP22. Le programme mondial de développement durable est fondé sur un ensemble de trois accords historiques conclus en 2015: le Programme 2030, le Programme d'action d'Addis-Abeba et l'Accord de Paris sur le changement climatique. En 2016, le FIDA est intervenu activement dans les débats mondiaux en plaidant en faveur de meilleures politiques pour l'autonomisation économique des petits exploitants agricoles et des populations rurales pauvres, et de l'instauration d'un cadre d'action mondial pour le financement de l'agriculture familiale et du secteur rural. Le Fonds a participé de façon constructive à toute une série de réunions mondiales: le tout premier Sommet mondial sur l'action humanitaire, la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies sur les déplacements forcés et les migrations de grande ampleur, la Conférence des Parties (COP22) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, et le Comité de la sécurité alimentaire mondiale. Dans la logique de sa focalisation accrue sur la nutrition, le FIDA préside, depuis janvier 2016, le Comité permanent de la nutrition du système des Nations Unies. De concert avec nos partenaires que sont les deux autres

institutions des Nations Unies ayant leur siège à Rome, nous avons publié dans le courant de l'année un document conjoint sur la collaboration entre nos organismes, confirmant une fois encore que le FIDA, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme alimentaire mondial (PAM) s'engagent à renforcer leur action commune dans le contexte du Programme 2030.

G20. Le rôle de chef de file du FIDA a été reconnu dans plusieurs instances. Dans le cadre du processus des Ministres de l'agriculture du G20, le FIDA a été invité à présenter son expérience d'investisseur de premier plan dans l'agriculture familiale à l'occasion du tout premier Forum des entrepreneurs agricoles du G20, qui s'est déroulé sous la présidence de la Chine. Plus tard dans le courant de l'année, le FIDA a été invité par la présidence allemande entrante du G20 à copiloter les travaux préparatoires d'une initiative spéciale sur l'emploi des jeunes ruraux et l'innovation agricole.

Habitat III. Le FIDA est également parvenu à promouvoir une compréhension plus nuancée de l'importance de la transformation des zones rurales, pas uniquement pour elles-mêmes, mais aussi pour le monde dans son ensemble. Nous avons contribué à la troisième Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III), dont le document final – le Nouvel Agenda urbain – reflète les contributions apportées par le FIDA tout au long du processus préparatoire et pendant la conférence elle-même, et notamment la reconnaissance du rôle décisif que doivent jouer le développement rural et l'agriculture familiale pour qu'un avenir mondial durable puisse devenir une réalité.

Le savoir comme clé de l'impact

Rapport sur le développement rural. Si le FIDA met en œuvre un programme actif de recherche, c'est parce que la recherche contribue, en leur apportant des éléments concrets, au plaidoyer et aux recommandations sur les politiques à suivre. En septembre, nous avons lancé le *Rapport sur le développement rural*, fruit du travail d'une équipe d'experts, internes et externes, et fondé principalement

sur l'étude d'expériences observées dans plus de 60 pays. Le rapport analyse l'impact, en termes de réduction de la pauvreté, de la transformation structurelle d'ensemble des économies (réallocation de l'activité économique au-delà de l'agriculture pour inclure l'activité manufacturière et les services), et de la transformation économique du monde rural (diversification, hausse de la productivité).

L'étude a constaté qu'une transformation inclusive du monde rural réduisant la pauvreté n'est pas une résultante automatique de la croissance économique. Il faut en catalyser la concrétisation par le biais d'investissements et de politiques favorables aux pauvres, mis en œuvre en particulier par les pouvoirs publics, avec l'appui d'autres partenaires, y compris les institutions de développement et le secteur privé. Après son lancement initial à Rome, on a poursuivi la diffusion du rapport à l'occasion de manifestations organisées dans toutes les régions où intervient le FIDA, ainsi que dans les capitales des pays donateurs. Il continuera à fournir des éclairages et des données concrètes sur lesquels fonder des politiques judicieuses et bien ciblées de réduction de la pauvreté.

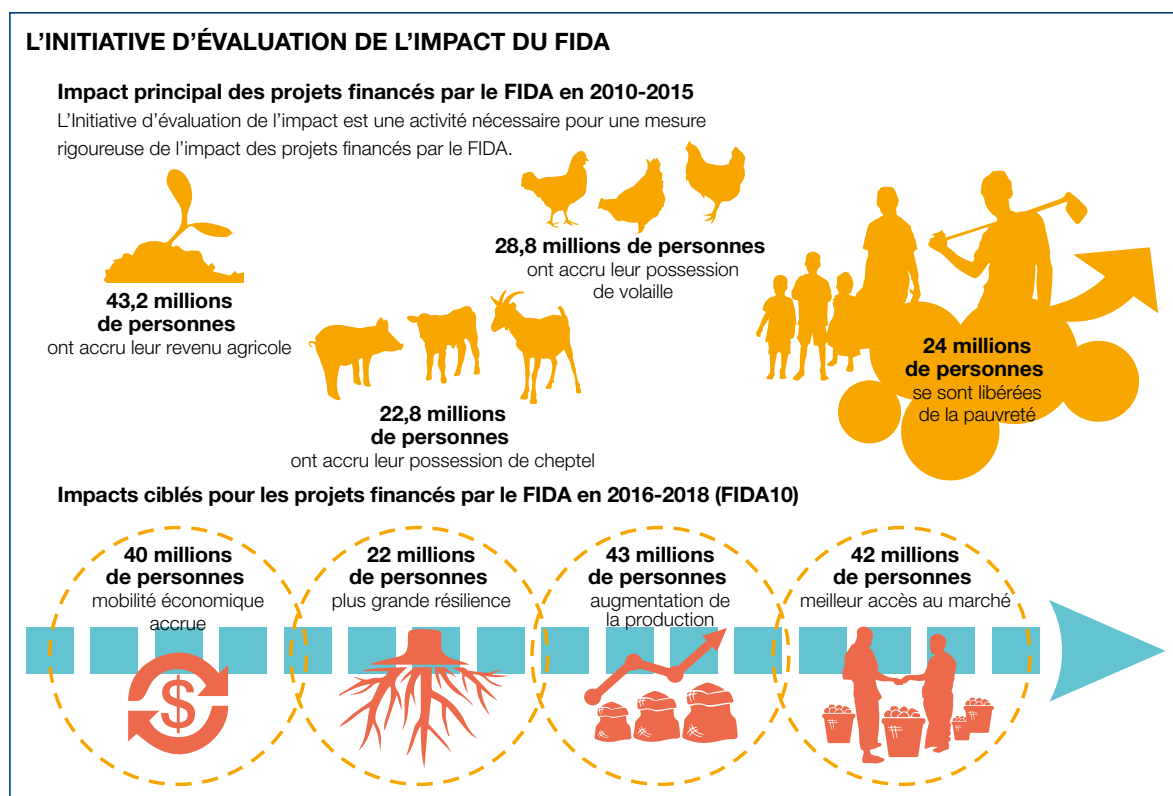
Série de recherches du FIDA. Nous avons lancé en 2016 une nouvelle série de documents de recherche, afin de donner une plus grande diffusion aux idées et aux recherches de pointe dans l'ensemble du domaine du développement, et de poursuivre la constitution de la base de savoirs mondiaux sur l'agriculture et le

développement rural. Ces documents, examinés par les pairs, couvrent une série de thèmes englobant les politiques, les sciences sociales et certains domaines spécifiques de spécialisation technique.

Évaluation d'impact

L'Initiative d'évaluation de l'impact pour FIDA9 (IAI) a été achevée en 2016. Pour la première fois, une institution de développement s'est attachée à évaluer de façon scientifique l'impact non plus seulement des différents projets, mais de l'institution dans son ensemble. L'IAI a utilisé des approches quasi-expérimentales pour évaluer directement l'impact, rendant possible une attribution de l'impact à l'investissement du FIDA. Une telle approche est sans précédent parmi les IFI, dont les cadres de mesure des résultats visent plutôt le suivi des contributions que l'attribution de l'impact. Une approche systématique, sur l'ensemble du portefeuille, et agrégeant les résultats dans une mesure institutionnelle, n'avait jamais été entreprise auparavant.

Les résultats montrent que, pour l'ensemble des projets clôturés et en cours pendant la période 2010-2015, 139 millions de personnes et 24 millions de familles ont été touchées. L'IAI a démontré que les investissements du FIDA dans les populations rurales étaient une source de bénéfices dans un certain nombre d'autres domaines essentiels, avec notamment les estimations selon lesquelles 43,2 millions de bénéficiaires ont vu augmenter leur revenu agricole, avec des gains significatifs liés à la



possession de volailles (pour 28,8 millions) et de cheptel (pour 22,8 millions) – en plus des 24 millions de personnes libérées de la pauvreté. Les savoirs et les enseignements produits par l’IAI ne seront pas seulement utiles au FIDA, mais constitueront aussi un bien public dont pourront se servir toutes les IFI et les parties prenantes œuvrant à l’élimination de la pauvreté rurale.

Partage des savoirs, renforcement des capacités et plateformes

Le FIDA partage de diverses façons ses données concrètes, son savoir-faire et ses approches réussies, et a poursuivi et élargi ces activités en 2016. Un plan d’action institutionnel conçu pour aborder les priorités principales en matière de gestion des savoirs au cours de la période 2016-2018 a été entériné par la direction en octobre 2016. Il concerne quatre domaines principaux d’action: création, utilisation et diffusion des savoirs; renforcement du rôle du FIDA en tant qu’organisation en apprentissage permanent; amélioration des plateformes informatiques pour promouvoir un meilleur accès aux savoirs et à l’information et leur partage; et suivi et information sur la performance en matière de gestion des savoirs.

Coopération Sud-Sud et triangulaire. Durant l’année 2016, la direction du FIDA a préparé une version actualisée de son approche en matière de promotion de la coopération Sud-Sud et triangulaire (CSST) et l’a soumise au Conseil d’administration. Cette approche définit la coopération technique et la promotion des investissements comme les deux piliers sous-tendant les activités du Fonds dans le domaine de la CSST. Élément clé de cette nouvelle approche, la proposition de création d’un catalogue numérique des solutions de développement rural pour promouvoir la CSST a également été approuvée en 2016. Au niveau des pays et des régions, le FIDA a conçu de nouvelles initiatives de CSST, et notamment des échanges entre pairs financés et organisés par les projets appuyés par le FIDA dans toutes les régions, et des conceptions de dons nationaux, régionaux et mondiaux comportant des éléments de CSST pour améliorer la documentation des approches et des technologies couronnées de succès et faciliter leur adoption.

Plateforme pour la gestion des risques agricoles.

En 2016, la Plateforme pour la gestion des risques agricoles (PARM), hébergée par le FIDA, en était à sa deuxième année d’activité. La PARM a pour but de faire de la gestion des risques une partie intégrante de la planification et de la mise en œuvre des politiques dans le secteur agricole. Cette initiative du G20 est actuellement opérationnelle dans huit

pays d’Afrique. Au cours de l’année, des ateliers de validation des études d’évaluation des risques se sont déroulés à Cabo Verde, au Cameroun, en Éthiopie, au Niger, en Ouganda et au Sénégal. En réponse à la demande de son gouvernement, la Zambie a rejoint la PARM au mois de juin. Entre-temps, quatre pays (Éthiopie, Niger, Ouganda et Sénégal) sont passés à la troisième phase de la PARM, concernant les outils pour l’évaluation de la gestion des risques. Dans ces pays, la PARM s’attache maintenant à concevoir des outils pour l’amélioration de la gestion des risques agricoles. En Ouganda, la gestion des risques agricoles a été intégrée dans le plan national d’investissement agricole ainsi que dans la stratégie relative aux services de vulgarisation.

Grâce à sa collaboration avec le Nouveau Partenariat pour le développement de l’Afrique (NEPAD), la PARM a joué en 2016 un rôle actif dans les initiatives africaines en rapport avec les politiques, et elle a été particulièrement présente lors de la réunion, tenue à Accra au mois d’avril, de la plateforme de partenariat du Programme détaillé pour le développement de l’agriculture africaine (PDDAA). Du fait de l’importance accordée par le Programme 2030 à la gestion des risques agricoles, la PARM a été distinguée dans le communiqué de la réunion des Ministres de l’agriculture du G20 (Xi’an, juin 2016) parmi les initiatives contribuant à la sécurité alimentaire et à la stabilité mondiale, et donnant une visibilité au FIDA sur la scène mondiale du développement. En 2016, la banque de développement allemande KfW a décidé de financer la PARM par l’intermédiaire du NEPAD et a rejoint le comité de pilotage de la PARM.

Mécanisme de gestion des risques météorologiques.

Partenariat entre le FIDA et le PAM, le Mécanisme de gestion des risques météorologiques (WRMF) a pour objectif de réduire la vulnérabilité des petits exploitants agricoles face aux risques météorologiques ou autres; plusieurs moyens sont utilisés à cet effet: assistance technique, renforcement des capacités, concertation sur les politiques et solutions innovantes de gestion des risques, et en particulier les assurances agricoles indexées. En 2016, le WRMF a intensifié son appui à l’ouverture à plus grande échelle de l’accès aux assurances indexées pour les organisations paysannes du Sénégal, et il a également poursuivi ses activités de pionnier dans la recherche et le développement de technologies satellitaires pour surmonter les contraintes en matière de données agricoles et météorologiques. Financé par l’Agence française de développement (AFD), le Mécanisme réunit toute une gamme de compétences, publiques et privées,

dans les domaines de la télédétection, l'assurance et la réassurance, l'aide et le développement, et la recherche agricole. Le WRMF a été invité à participer, avec la communauté des utilisateurs clés, à des consultations sur un nouveau projet belgo-chinois de surveillance agricole par satellite; il a aussi organisé le tout premier atelier technique sur les données satellitaires pour les assurances indexées pour l'ensemble du secteur au Sénégal. Il a par ailleurs contribué au Réseau d'action mondiale pour la promotion de l'assurance indicielle, une initiative du G8, et il a été invité à devenir membre du conseil d'administration du Réseau de la microassurance. Le WRMF travaille actuellement avec ses partenaires à la mise en place d'une plateforme gouvernementale d'apprentissage entre pairs sur l'assurance agricole.

Méthodologies axées sur les ménages. Nous avons également poursuivi, au cours de l'année 2016, nos travaux sur les méthodologies axées sur les ménages, une approche innovante faisant participer tous les membres d'un ménage à un examen des normes solidement ancrées qui définissent les responsabilités, les possibilités économiques et les rôles respectifs des femmes et des hommes, et promouvant l'égalité entre les sexes (voir page 12).

Les méthodologies axées sur les ménages ont été incluses dans la conception de plus de 43 opérations financées par le FIDA. La reproduction à plus grande échelle de cette approche a constitué le thème du Forum sur l'autonomisation par le biais de méthodologies axées sur les ménages, qui s'est réuni en juin au siège du FIDA. Organisé conjointement avec deux ONG, Oxfam et Hivos, il avait pour but de consolider les partenariats, de partager des expériences et de renforcer les compétences développées, spécialement en Afrique subsaharienne.

Coalition internationale pour l'accès à la terre

La Coalition internationale pour l'accès à la terre est un réseau mondial regroupant plus de 200 organisations de la société civile et organisations intergouvernementales réparties dans 64 pays. Sa mission est de placer les personnes au centre des questions de gouvernance foncière, en garantissant les droits fonciers de ceux qui vivent sur et de la terre, et en particulier les petits agriculteurs, les peuples autochtones, les pasteurs et les femmes. Hébergée par le FIDA depuis sa création il y a 22 ans, la Coalition continue de traiter l'accès à la terre et aux ressources naturelles comme un facteur fondamental dans les efforts que déploie le FIDA pour réduire la pauvreté, accroître la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et renforcer la résilience dans les zones rurales.

Au cours de la première année de mise en œuvre de sa stratégie 2016-2021, les efforts menés en collaboration par les membres de la Coalition ont eu pour résultat un renforcement juridique de la sécurité foncière pour plus de 32 600 personnes, plus de 37 000 ménages et 95 villages, et ils ont abouti à une gestion durable des ressources naturelles sur une superficie de plus de 20 000 hectares.

En 2016, la Coalition a continué à promouvoir une concertation multi-acteurs sur la gouvernance foncière au niveau des pays, par l'intermédiaire de ses 20 plateformes nationales, qui ont ciblé au total 69 politiques et processus législatifs en matière foncière. Dans cinq pays, les plateformes ont réussi à influencer la formulation et la révision des lois. Les directives volontaires sur le régime foncier, entérinées en mai 2012 par le Comité de la sécurité alimentaire mondiale, ont été appliquées dans 12 pays (Cambodge, Cameroun, Colombie, Équateur, Guatemala, Inde, Madagascar, Malawi, Népal, Pérou, Philippines et Togo) comme outil de formation pour nouer des alliances, examiner les propositions d'action des pouvoirs publics et rédiger des projets de loi.

Avec ses partenaires, la Coalition a organisé la campagne Land Rights Now (les droits fonciers maintenant) (www.landrightsnow.org). L'Appel mondial à l'action lancé par la Coalition et repris par plus de 550 organisations et 3 600 personnes a pour objectif de doubler, à l'horizon 2020, les superficies de terres reconnues comme appartenant ou étant contrôlées par les peuples autochtones et les communautés locales. L'Appel à l'action a été lancé au siège du FIDA, à Rome, et a mobilisé des participants dans 29 pays de diverses régions du monde.

La Coalition et ses membres ont aussi joué un rôle pilote dans l'Initiative du Kilimandjaro, qui a réuni des femmes rurales venues de toute l'Afrique pour une escalade du plus haut sommet du continent, le mont Kilimandjaro. Leur cahier de revendications, qui met l'accent sur l'accès des femmes à la terre et sur leur contrôle de leur terre, sera examiné par la Commission de l'Union africaine en 2017. Pour plus d'informations, voir: <http://www.landcoalition.org>.

Finance et politiques

Le FIDA n'a pas seulement pour objectif de diffuser les connaissances sur les approches en matière de développement qui permettent d'obtenir des résultats – et d'accroître la capacité de les mettre en œuvre; il vise aussi à élargir ses sources de financement et à contribuer à créer un contexte d'action des pouvoirs publics dans lequel ces approches peuvent réussir.

Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds.

Depuis 10 ans, le Mécanisme multidonateurs de financement pour l'envoi de fonds (MFEF) créé par le FIDA a été parmi les premiers à imaginer des instruments innovants pour offrir aux migrants, à leurs familles et à leurs pays de meilleures possibilités de développement économique et social. Le MFEF, doté de 42 millions d'USD, conduit 56 initiatives dans 45 pays; il est reconnu comme un acteur de premier plan dans le domaine de la migration et du développement, mais également comme défenseur mondial de meilleures politiques en matière d'envois de fonds. Avec près de 250 millions de migrants envoyant près de 500 milliards d'USD à leurs familles dans les pays en développement, rien qu'en 2016 (dont 40% vers les zones rurales), les envois de fonds représentent une énorme source de financement qui pourrait être mobilisée pour le développement.

En 2016, le MFEF a lancé son cinquième appel mondial à la soumission de propositions de modèles innovants pour mobiliser l'impact des envois de fonds et des investissements de la diaspora au profit du développement rural. Six propositions ont été retenues, dont trois émanant du secteur privé et trois du secteur public et des ONG. En outre, l'Initiative relative aux services financiers postaux en Afrique a atteint sa quatrième année de mise en œuvre réussie. La Journée internationale des envois de fonds familiaux, proclamée par le Conseil des gouverneurs du FIDA en 2015, a été célébrée pour la deuxième fois le 16 juin, attirant davantage l'attention sur la question des envois de fonds et du développement.

La participation à l'élaboration des politiques au niveau national constitue un aspect de plus en plus important de l'action du FIDA, et nous avons étudié, au cours de l'année, différentes pistes pour l'amélioration de ce type de participation. Nous avons en premier lieu aidé les équipes de pays du FIDA à améliorer les orientations de leurs programmes de pays, notamment en participant à des missions de conception de COSOP et de projets. Le but était de faire en sorte que les COSOP comprennent des stratégies réalistes de participation à l'élaboration des politiques contribuant à la réalisation des objectifs stratégiques. Ces interventions visaient aussi à garantir que les conceptions de projets intégreraient les réalisations, les produits et les activités en rapport avec les politiques, que ces éléments seraient liés au programme de gestion des savoirs du projet et que seraient clairement définies les responsabilités en matière d'exécution.

Le développement des capacités, et notamment l'élaboration d'une boîte à outils pour orienter le personnel opérationnel dans la conception et

l'exécution d'activités en rapport avec les politiques, a constitué un autre domaine d'activité. Une formation a également été dispensée pour la réalisation de stratégies d'action dans le cadre d'une "académie des opérations du FIDA" qui commence à émerger. Nous avons aussi appuyé des activités de recherche pertinentes et préparé des études, au niveau des pays, traitant de thèmes comme les consultations des populations dans l'élaboration des politiques, l'organisation d'un groupe de réflexion portant sur le secteur rural et agricole, l'élaboration d'une politique concernant les services de vulgarisation agricole fondée sur des données concrètes, et le cadre général d'action pour le développement agricole et rural dans les pays qui se remettent d'un conflit.

Nous avons en outre entamé un travail d'analyse de l'impact des activités du FIDA en matière de politiques dans un certain nombre de pays de la région Asie et Pacifique. Cette étude examine les initiatives existantes et contribue aussi à l'élaboration d'une méthodologie pour l'évaluation, à l'avenir, de l'impact dans le domaine des politiques.

Peuples autochtones. Également en 2016, le FIDA a appuyé la concertation sur les politiques entre les peuples autochtones, les gouvernements et les équipes de pays des Nations Unies en El Salvador, au Myanmar, au Népal, au Paraguay, en République démocratique du Congo et en Tanzanie. L'objectif était d'élaborer des plans d'action nationaux pour mettre en œuvre le document final de la Conférence mondiale de 2014 sur les peuples autochtones et la Déclaration de 2007 sur les droits des peuples autochtones. Nous avons organisé durant l'année des ateliers régionaux en Afrique, en Asie, en Amérique latine et dans le Pacifique pour préparer la troisième réunion mondiale du Forum des peuples autochtones au siège du FIDA, en février 2017. Le thème principal sera celui de l'autonomisation économique des peuples autochtones, et spécialement les femmes et les jeunes.

Gestion axée sur les résultats

Le nouveau Cadre stratégique du FIDA 2016-2025 énonce la manière dont le FIDA fonctionnera au cours de la prochaine décennie et met le Fonds en mesure de jouer un rôle décisif dans la transformation inclusive et durable des zones rurales. Il précise la contribution du FIDA au Programme 2030, et notamment le rôle accru que devra jouer le FIDA afin d'aider les pays à respecter les priorités établies dans le cadre du Programme 2030.

Le Cadre stratégique décrit comment le Fonds entend agir encore plus, encore mieux et de manière encore plus avisée: encore plus, en mobilisant un

volume beaucoup plus important de ressources destinées à être investies en milieu rural; encore mieux, en améliorant la qualité des programmes de développement rural des pays; et de manière encore plus avisée, en augmentant encore son efficacité et en obtenant des résultats d'une manière aussi économe que possible. Il établit trois objectifs stratégiques: accroître les capacités productives des populations rurales pauvres; accroître les avantages qu'elles tirent de leur intégration au marché; et renforcer la viabilité environnementale et accroître la résilience au changement climatique de leurs activités économiques. (Le texte intégral du Cadre stratégique peut être consulté à l'adresse <https://www.FIDA.org/documents/10180/edb9b9d4-664e-42dc-a31e-db096e6a71b5>.)

Pour ce qui concerne ses propres politiques et le renforcement de son propre cadre opérationnel, la direction du FIDA a présenté, à la fin 2016, cinq importants documents de politique générale au Conseil d'administration, qui les a approuvés. Ces documents contenaient: une stratégie concernant l'engagement du FIDA dans les pays en situation de fragilité; l'actualisation de l'approche à suivre vis-à-vis des pays à revenu intermédiaire; un examen du Système d'allocation fondé sur la performance; une approche de la CSST; et le plan de décentralisation institutionnelle.

La décentralisation est un thème dominant qui sera à l'origine d'un grand nombre de nos principales initiatives au cours des cinq prochaines années. Nous développons notre présence sur le terrain depuis 2003, en soulignant l'importance de la participation du personnel des bureaux de pays à la conception, la supervision et l'exécution des projets. Notre évolution nous conduit maintenant de la présence sur le terrain à la décentralisation institutionnelle. Nous avons recensé trois avantages importants de la décentralisation qui mettent l'accent sur les activités hors prêts: la concertation sur les politiques, le développement des partenariats et la gestion des savoirs. Après des expériences pilotes de différents types de présence sur le terrain, nous regroupons notre décentralisation autour d'un petit nombre de modèles, tout en conservant une certaine souplesse pour nous adapter à des circonstances particulières. Les bureaux de pays existants et proposés prendront l'une des trois formes suivantes: plateformes sous-régionales, groupes de programmes de pays, et bureaux couvrant un seul pays sur la base de critères spécifiques. (La carte sur la page intérieure de la couverture indique la localisation des bureaux de pays opérationnels et prévus, ainsi que les plateformes sous-régionales proposées.)

Cadre relatif à l'efficacité en matière de développement. Dans le courant de l'année, et sur la base des connaissances acquises dans le cadre de l'IAI (voir ci-dessus), le FIDA a élaboré un Cadre relatif à l'efficacité en matière de développement pour mettre en place des structures qui facilitent l'utilisation des données concrètes dans la conception et l'exécution des projets. Ce cadre constitue la prochaine étape logique dans l'évolution du FIDA en tant qu'organisation axée sur les résultats, et il fait fond sur l'approche instituée il y a plus d'une décennie avec le Système de gestion des résultats et de l'impact. Il s'agit d'une initiative qui se développe sur plusieurs axes et qui comprend le renforcement des outils d'autoévaluation; la création d'une unité spécialisée et responsable pour veiller à l'élargissement de l'apprentissage et au respect des exigences institutionnelles; le choix d'un sous-ensemble de projets financés par le FIDA (15%) pour les évaluations d'impact, suivant des approches expérimentales et quasi-expérimentales pour l'attribution de l'impact et des résultats; et le renforcement de la capacité du personnel en matière de gestion des projets sur la base de données factuelles, par le biais d'une "académie des opérations du FIDA". Le Cadre relatif à l'efficacité en matière de développement constitue une étape importante sur la voie d'une focalisation accrue du FIDA sur la réalisation d'un impact dans ses investissements et une utilisation optimale de ses ressources.

Nouveaux programmes et projets Afrique de l'Ouest et du Centre Renforcement des filières pour la sécurité alimentaire en Mauritanie

Le nouveau Projet de développement de filières inclusives, en Mauritanie, fera fond sur les résultats d'un projet antérieur, clôturé en 2015, qui avait amélioré la sécurité alimentaire en renforçant les filières et l'accès des producteurs pauvres aux marchés. La faim et la malnutrition constituent de sérieuses préoccupations en Mauritanie, où environ 24% des ménages sont en situation d'insécurité alimentaire, en particulier dans le Sud. L'insécurité alimentaire permanente explique les forts taux de malnutrition chronique notés chez les enfants de moins de 5 ans, qui sont supérieurs à 20%. Le pays est également très vulnérable aux effets du changement climatique.

Le nouveau projet fera participer les populations rurales pauvres, notamment les femmes et les jeunes, à des filières rentables et résilientes comme celles du maraîchage, de l'élevage de volaille, de la production de lait de chèvre et des produits forestiers non ligneux. Une opération pilote sur la pêche continentale sera conduite autour du lac de Foug Gleita.

Le projet facilitera les partenariats allant de simples arrangements contractuels jusqu'à des partenariats public-privé-producteurs. Il fournira une formation et des services de conseil, comprenant notamment l'éducation nutritionnelle et des conseils agricoles. Il œuvrera aussi pour donner aux participants un accès aux services financiers et pour les intégrer au système bancaire.

Un don du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP) facilitera l'utilisation de l'énergie solaire tout au long des filières, depuis la production jusqu'au stockage et à la transformation. Il assurera aussi la promotion des techniques de gestion durable pour les ressources naturelles telles que l'eau, les pâturages et les végétaux, qui sont d'une importance particulière pour la filière des produits forestiers non ligneux.

Afrique orientale et australe La production laitière offre un chemin de sortie de la pauvreté au Rwanda

L'agriculture contribue à hauteur de 33% au PIB du Rwanda, tout en fournissant un emploi à plus de 80% de la population active et en répondant à 90% des besoins alimentaires du pays. Le secteur laitier est essentiel pour le développement rural, offrant un chemin de sortie de la pauvreté aux nombreux ménages qui élèvent du bétail et à tous les autres qui fournissent des services le long de la filière. Au cours

de la décennie écoulée, le gouvernement a réalisé d'importants investissements dans le secteur, mais sa performance pourrait encore être améliorée, et il subsiste de nombreux problèmes à aborder.

Le nouveau Projet de développement de la production laitière au Rwanda, appuyé par le FIDA, tirera parti des possibilités ouvertes par les investissements antérieurs dans le secteur. Il a pour objectif d'augmenter la productivité des petites exploitations laitières et d'accroître l'offre de lait de qualité, ce qui contribuera à répondre à la totalité de la demande intérieure et à accroître les exportations.

Le projet, dont l'exécution s'étendra de 2016 à 2024, s'adressera à 100 000 ménages ruraux dans quatre provinces. Les femmes constitueront au moins 45% des participants. Il contribuera aussi à accroître la capacité organisationnelle et les compétences entrepreneuriales des petits producteurs laitiers et de leurs coopératives, et à améliorer l'infrastructure de transformation et de commercialisation des produits laitiers. Il a également pour objectif de consolider, pour le secteur laitier rwandais, un cadre inclusif d'action des pouvoirs publics et une structure institutionnelle reposant sur des données factuelles.

Asie et Pacifique

Mettre les filières au service des petits agriculteurs au Cambodge

Entre 2004 et 2011, le taux de pauvreté du Cambodge est tombé de 32,8% à 10,1%. Plus de 60% de cette réduction a été attribuée au secteur de l'agriculture, et elle est intervenue pour l'essentiel dans les zones rurales. Toutefois, la croissance agricole a connu une perte de vitesse au cours des trois dernières années et une stimulation est nécessaire. Heureusement, un certain nombre d'éléments importants sont en place pour la soutenir: les communautés rurales sont de moins en moins isolées grâce à la fois aux routes et aux télécommunications; le secteur de la finance rurale s'améliore rapidement; et les agriculteurs sont de plus en plus intéressés par les débouchés commerciaux qu'offre l'activité agricole considérée comme une entreprise.

Le nouveau Projet de promotion de marchés inclusifs en faveur des petits agriculteurs, appuyé par le FIDA, a pour but d'augmenter, moyennant des investissements publics efficaces, les rendements que les petits agriculteurs, en particulier les jeunes, tirent de l'activité agricole. Il s'attachera à développer cinq filières de produits à forte valeur marchande: riz de qualité garantie, légumes, volaille de basse-cour, manioc et soie brute. Il augmentera aussi les investissements du secteur privé.

Prenant pour base le modèle de partenariat public-privé-producteurs du FIDA, le projet développera et favorisera l'instauration de liens entre les acheteurs, les producteurs et les prestataires de services. Il privilégiera les innovations au sein des filières locales, en faisant notamment appel au fonds d'innovation pour les filières, qui apportera un appui financier direct pour stimuler l'investissement privé. Le projet sera exécuté dans toutes les régions du pays, et on prévoit qu'environ 75 000 familles y participeront.

Amérique latine et Caraïbes **Améliorer les moyens d'existence des populations autochtones dans l'hinterland du Guyana**

La pauvreté persistante, le changement climatique et un empiètement croissant des activités d'exploitation minière et forestière mettent à rude épreuve la résilience et la cohésion sociale dans l'hinterland du Guyana. Majoritairement autochtone, la population dépend de plus en plus des envois de fonds, et on observe une incidence croissante de maladies chroniques, résultant en partie d'un changement des régimes alimentaires. Les petits agriculteurs sont confrontés à divers défis, parmi lesquels la faible fertilité du sol, les sévères inondations et les épisodes prolongés de sécheresse, et l'absence de technologies appropriées de gestion de l'eau.

Les peuples autochtones représentent entre les deux tiers et les trois quarts de la population de l'hinterland du pays, et le gouvernement intervient dans ces zones pour aider les communautés à déterminer de nouvelles possibilités de revenus et à diversifier les moyens d'existence ruraux. Le nouveau Projet de développement écologiquement durable de l'agriculture dans l'hinterland, appuyé par le FIDA, vise à renforcer la résilience des moyens d'existence, à accroître l'accès aux actifs ainsi qu'à améliorer la nutrition et l'adaptation au changement climatique.

Le projet aidera les conseils communautaires et les tables rondes de filières à planifier et à déterminer les priorités des investissements dans des filières locales, notamment celles du gingembre et du curcuma, présentant un potentiel d'exportation. Il établira un fonds d'investissement pour le financement de biens et de services, en accordant la priorité aux investissements réduisant les risques climatiques et d'investissement; il assurera une formation et des activités de sensibilisation; et il apportera une assistance technique à l'appui de la diffusion de savoirs et de technologies. Le projet touchera quelque 6 000 ménages, soit environ 30 000 personnes. Au moins 75% des personnes seront des autochtones et au moins 50% seront des femmes.

Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe

FARMS: le nouveau mécanisme pour les réfugiés, les migrants et la stabilité rurale

Le FIDA a lancé son Mécanisme pour les réfugiés, les migrants, les déplacements forcés et la stabilité rurale (FARMS) en 2016, lors du Sommet des Nations Unies pour les réfugiés et les migrants. Disposant d'une enveloppe globale de 100 millions d'USD, le FARMS sera axé sur le développement rural durable et l'appui aux moyens d'existence des réfugiés, des personnes déplacées et des communautés rurales d'accueil. Il créera des possibilités économiques dans les régions d'origine pour encourager les personnes à revenir, tout en donnant à celles qui restent dans les pays d'accueil une occasion de reconstruire leurs moyens d'existence. Mettant initialement l'accent sur le Proche-Orient et l'Afrique du Nord, où la crise actuelle est la plus aiguë, on prévoit que le FARMS atteindra 1 million de personnes.

Le Mécanisme créera 20 000 emplois, spécialement pour des femmes et des jeunes, et au moins 1 million de journées de travail temporaire, principalement dans le secteur agroalimentaire. Plus de 500 projets d'infrastructure communautaire amélioreront les routes, les réseaux d'irrigation et l'accès aux marchés, tandis que l'accent mis sur une meilleure gouvernance des ressources naturelles contribuera à réduire les conflits et à promouvoir un accès équitable.

Lors du lancement du Mécanisme, M. Imad Najib Fakhoury, Ministre jordanien de la planification et de la coopération internationale, a déclaré que le FARMS constituait "une initiative de grande portée qui aborde l'un des problèmes cruciaux des migrations forcées: la sécurité alimentaire. Il témoigne d'une vision tournée vers l'avenir, axée sur la résilience et reconnaissant la réalité du fait que même des crises à court terme exigent des solutions à long terme."



Mesurer et améliorer les résultats

Rapport sur l'efficacité du FIDA en matière de développement

Le Rapport sur l'efficacité du FIDA en matière de développement (RIDE) est le principal document institutionnel rendant compte de l'efficacité institutionnelle et en matière de développement. Le RIDE 2016 constitue le rapport d'ensemble pour la période couverte par la Neuvième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA9) (2013-2015). Pour la première fois, il rend compte des indicateurs du niveau d'impact, évalués dans le cadre de l'Initiative pionnière d'évaluation de l'impact pour FIDA9 (IAI).

Le nombre total des personnes touchées par les projets en cours d'exécution en 2015 s'est élevé à près de 113 millions de personnes, soit un peu moins que l'année précédente (114 millions), mais beaucoup plus que la cible fixée pour 2015 (90 millions). Le ratio hommes/femmes des participants est en progrès, puisqu'il s'établit à 50/50, soit une proportion importante et croissante de femmes participantes.

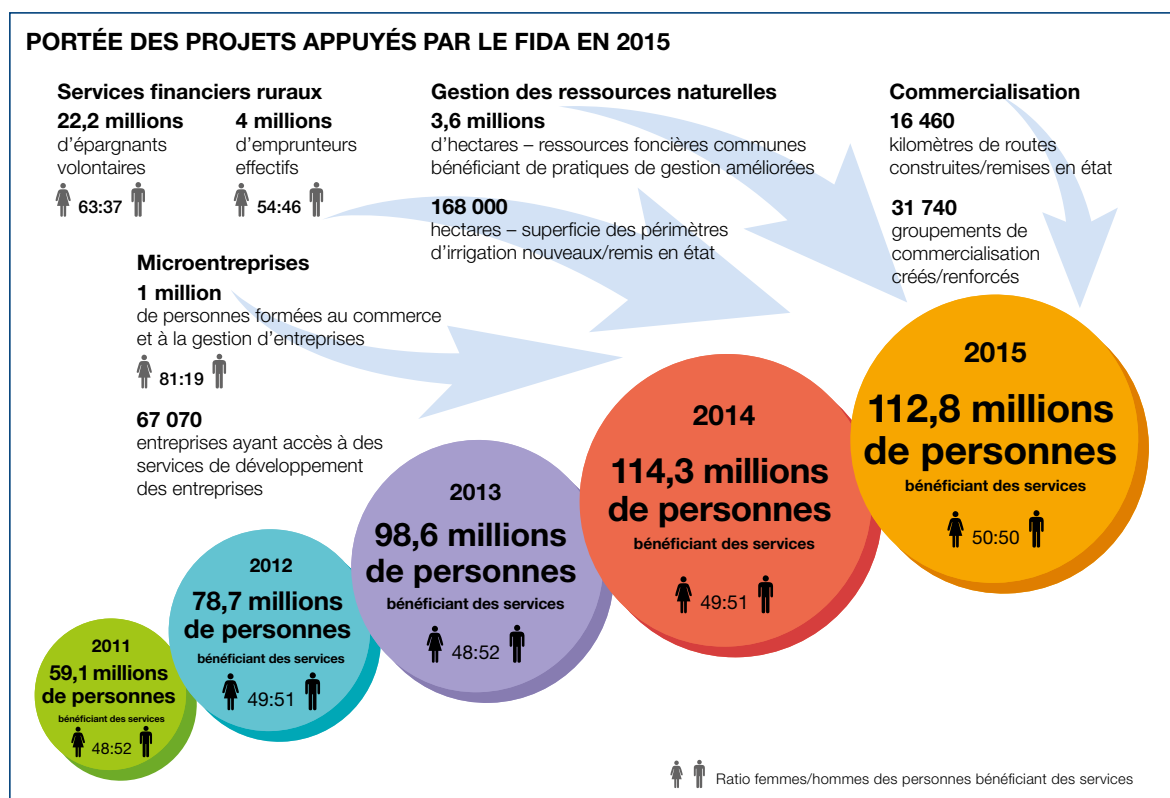
Les augmentations les plus sensibles concernent les indicateurs relatifs à la prestation de services de finance rurale, à la commercialisation et aux services offerts aux microentreprises.

Soutien de la qualité pour la conception des programmes

Au cours de la conception, le FIDA utilise un processus en deux étapes pour optimiser la qualité des programmes et projets: amélioration de la qualité et assurance qualité.

En 2016, 39 programmes et projets ont été soumis au processus d'amélioration de la qualité. Ce processus comprend la mobilisation précoce des compétences techniques du FIDA au sein des équipes de gestion des programmes de pays afin d'accroître notre efficacité opérationnelle.

Le texte intégral du RIDE est disponible à l'adresse: <https://webapps.ifad.org/members/eb/118/docs/french/EB-2016-118-R-8.pdf>



< Utilisant le four à gaz obtenu par l'intermédiaire du projet, Zinat Abd Alwabab fait cuire du pain traditionnel qu'elle vendra au marché du village d'El Shohada. Égypte: Projet de développement rural dans la région de Noubaria ouest

Les modifications récentes apportées au processus d'amélioration de la qualité ont aussi accru de façon significative l'appui aux équipes de gestion des programmes de pays au-delà du stade de la conception, puisque des spécialistes techniques ont participé au cours de l'année à 55 missions sur le terrain pour appuyer des projets en cours.

En 2016, nous avons amélioré le processus même d'examen de l'amélioration de la qualité, en passant d'un processus d'examen fondé sur des courriels à une plateforme d'amélioration de la qualité dans le système d'archivage des données relatives à l'assurance qualité (QUASAR). Le QUASAR constitue un lien entre les diverses phases de l'examen d'un projet d'investissement. Il inclut aussi les plans d'organisation des tâches relatives à l'assurance qualité et à l'amélioration de la qualité pour plusieurs processus: conception d'un projet, financement additionnel, programmes d'options stratégiques pour le pays axés sur les résultats (COSOP-AR), notes conceptuelles et étude de la note conceptuelle relative à un don.

Durant l'année, le processus d'assurance qualité a été appliqué, au total, à 34 documents de conception de projets d'investissement – dont huit concernaient un financement additionnel pour des projets en cours – et à 47 notes conceptuelles de projet avant

leur entrée dans la réserve, ainsi qu'à 13 COSOP-AR. Cinq projets d'investissement, dans cinq pays, ont bénéficié de l'option "assurance qualité au stade de l'amélioration de la qualité", qui permet aux équipes de pays de recevoir un examen d'assurance qualité au stade de l'amélioration de la qualité pour bénéficier des suggestions et des recommandations supplémentaires avant les derniers stades de la conception d'un projet.

Conformément à la Politique du FIDA en matière de dons approuvée en 2015, 57 notes conceptuelles relatives à des dons ont été examinées avant leur entrée dans la réserve, et neuf réunions d'assurance qualité ont été tenues pour examiner 41 dons.

Pour les 34 projets d'investissement examinés, la valeur totale du financement du FIDA était d'environ 850 millions d'USD; ils visaient à toucher des ménages ruraux pauvres dans 32 pays, dont 8 classés dans la catégorie des États fragiles.

Le tableau 1 présente les notes attribuées à la qualité initiale en 2015 et 2016 par rapport à l'année de référence. Les cibles ont été dépassées pour pratiquement tous les indicateurs. Sur les 26 nouveaux projets dont la soumission au Conseil d'administration a été approuvée, il a été estimé que 88% d'entre eux atteindraient probablement tous leurs objectifs.

TABLEAU 1
Notes attribuées à la qualité initiale des projets et pourcentage de projets jugés plutôt satisfaisants ou mieux^a
(en pourcentage)

Indicateur	Valeur de référence (année)	Valeur de référence	Résultats 2015	Résultats 2016	Résultats 2015-2016	Cible 2017
4.3 Pourcentage de projets obtenant une note supérieure ou égale à 4 pour leur qualité initiale/note moyenne						
4.3.1 Qualité globale de la conception	2010/11	79	94	96	95	85
4.3.2 Qualité globale de la conception pour les projets à réaliser dans les États fragiles uniquement ^b	2010/11	n. d.	94	100	97	80
4.3.3 Problématique hommes-femmes	2010/11	86	94	100	97	90
4.3.4 Suivi-évaluation	2010/11	70	88	92	90	80
4.3.5 Projets obtenant des notes positives sur le plan de la reproduction à plus grande échelle ^c	2010/11	72	100	89	94,5	80

Source: Sur la base des notes attribuées à 26 nouveaux projets validés en vue de leur présentation au Conseil d'administration en 2016. Les projets ne sont notés qu'une fois cette validation obtenue.

^a Les notes évaluant la qualité initiale des projets sont attribuées en fonction d'un barème de 1 à 6, la note 1 correspondant à "très insuffisant" et la note 6 à "très satisfaisant". Le pourcentage indiqué correspond à la proportion de projets obtenant une note supérieure ou égale à 4 (autrement dit plutôt satisfaisant ou mieux) par rapport au nombre total de projets.

^b En 2016, les six projets validés en vue de leur présentation au Conseil d'administration étaient situés dans six États fragiles. Ces chiffres correspondent exclusivement aux projets réalisés dans ces pays.

^c Les notes pour 2016 portant sur la reproduction à plus grande échelle correspondent à 19 projets qui sont qualifiés d'activités de reproduction à plus grande échelle.

Évaluation indépendante

Vue d'ensemble du 14^e Rapport annuel sur les résultats et l'impact des opérations du FIDA et de son thème d'apprentissage: gestion des savoirs

Le Rapport annuel 2016 sur les résultats et l'impact des opérations du FIDA (RARI) s'appuie sur les évaluations indépendantes des opérations financées par le FIDA en 2015. Le rapport montre qu'au cours de la période couverte par la Neuvième reconstitution des ressources du FIDA (2013-2015), 80% des programmes et projets financés par le FIDA ont obtenu la note "plutôt satisfaisant" ou mieux pour la plupart des critères d'évaluation.

Le FIDA a apporté une bonne contribution à la réduction de la pauvreté rurale, puisque 92,3% des projets achevés en 2012-2014 ont obtenu la note "plutôt satisfaisant" ou mieux. C'est là le résultat de l'attention portée par le Fonds à l'amélioration des revenus et des actifs, du capital humain et social et de l'autonomisation, de l'innovation et de la reproduction à plus grande échelle, et de l'égalité entre les sexes et de l'autonomisation des femmes. La performance du FIDA et des gouvernements en tant que partenaires s'est améliorée. Cet aspect est important non seulement pour assurer une bonne performance des projets, mais aussi pour améliorer les partenariats et la concertation au-delà des projets.

Ces résultats placent le Fonds en bonne position pour faire face aux défis lancés par le nouveau programme mondial pour le développement durable. La question fondamentale à laquelle le RARI 2016 cherche à répondre est la suivante: comment le FIDA peut-il placer la barre de la performance plus haut, en passant du niveau plutôt satisfaisant au niveau satisfaisant, voire très satisfaisant? Le RARI 2016 recense les domaines de performance opérationnelle qui devront être améliorés à l'avenir.

Premièrement, les activités des projets sont souvent mal adaptées pour répondre aux besoins de tous les bénéficiaires prévus. Il sera donc important que les futures opérations adaptent leurs approches et leurs activités à la complexité des contextes et des groupes cibles. Deuxièmement, nonobstant l'impact positif des opérations appuyées par le FIDA sur la sécurité alimentaire et la productivité agricole, il conviendra de porter une attention accrue à l'intégration des aspects nutritionnels. Troisièmement, les contraintes liées à la gestion financière et aux responsabilités fiduciaires (passation des marchés, audits) constituent des obstacles à l'amélioration de l'efficacité des projets financés par le FIDA et de la performance des gouvernements en tant que partenaires.

Quatrièmement, il existe une marge d'expansion des partenariats au niveau du pays dans le contexte des COSOP-AR, ce qui contribuera à améliorer les

résultats du FIDA et à appuyer son programme de reproduction à plus grande échelle. Enfin, le FIDA doit agir de manière plus proactive et investir des ressources, du temps et des efforts pour systématiser la gestion des savoirs à tous les niveaux. Le Fonds doit aussi aligner sa stratégie de gestion des savoirs, ses systèmes, ses ressources financières et humaines, et sa structure d'incitations de façon à faciliter le recueil, la diffusion et l'utilisation des savoirs.

Réponse de la direction du FIDA au RARI

La direction a accueilli avec satisfaction le RARI et est consciente de l'importance du RARI en tant que rapport instructif et indépendant contribuant à promouvoir la responsabilisation du FIDA. La direction s'est félicitée de constater que la performance des projets présentée dans le RARI 2016 a confirmé la tendance à l'amélioration observée ces dernières années, et les conclusions du RARI étaient cohérentes avec le Rapport 2016 sur l'efficacité du FIDA en matière de développement. La direction a noté, en particulier, l'amélioration progressive sur le plan de la réduction de la pauvreté rurale, traduisant des améliorations significatives dans la plupart des domaines d'impact.

La direction a accueilli avec intérêt les recommandations du RARI sur le ciblage, la nutrition, les partenariats et la gestion des savoirs, tout en notant qu'elles ne semblent pas être entièrement corroborées par l'analyse générale. La direction reconnaît que les opérations appuyées par le FIDA pourraient cibler plus efficacement les groupes les plus vulnérables, et elle est résolue à prêter davantage attention au profilage des bénéficiaires potentiels et à l'adaptation des activités des projets pour améliorer le ciblage. La direction est également d'accord avec le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE) quant à l'importance de la nutrition pour le développement rural. En fait, la recommandation du RARI fait écho aux activités déjà entreprises au titre du programme Intégration d'une agriculture sensible aux enjeux nutritionnels au FIDA – plan d'action pour 2016-2018. La direction accorde une grande importance au renforcement des partenariats pour améliorer l'impact des investissements du FIDA, notamment au niveau national.

Tout en reconnaissant qu'il existe une marge d'amélioration dans le système de gestion des savoirs du FIDA, la direction note qu'un certain nombre de processus sont déjà en place: un plan d'action pour la gestion des savoirs est en cours d'élaboration; les exigences relatives à la gestion des savoirs et à l'apprentissage ont été intégrées aux principaux processus opérationnels, et notamment les COSOP, les conceptions de projets et la gestion de

la performance; et des mesures visant à améliorer le système d'autoévaluation du FIDA ont été prises dans le contexte du Cadre relatif à l'efficacité en matière de développement.

Autres activités d'évaluation en 2016

Deux évaluations au niveau de l'institution ont été publiées en 2016. La première, relative au Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) appliqué par le FIDA, a conclu que le SAFP a amélioré la crédibilité, la transparence et la prévisibilité des allocations de ressources financières du FIDA à ses États membres. L'évaluation a considéré comme plutôt satisfaisante l'efficacité du système. Elle a conclu que le FIDA doit affiner la conception du SAFP en donnant une netteté accrue à ses objectifs et en mettant davantage l'accent sur la pauvreté rurale. Il doit aussi améliorer la gestion et la gouvernance en adoptant une approche plus institutionnelle du système, ce qui pourrait comporter l'établissement d'un comité interdépartemental permanent du SAFP. Par ailleurs, dans une optique de renforcement de la transparence du système, les rapports de situation devraient être plus détaillés et devraient fournir des informations sur les réaffectations, le plafonnement et les questions de nature stratégique et systémique nécessitant la formulation de directives de la part du Conseil d'administration.

La seconde évaluation au niveau de l'institution, concernant l'expérience du FIDA en matière de décentralisation, a constaté que l'ouverture des bureaux de pays avait stimulé l'appui à l'exécution des projets et contribué à améliorer les résultats en matière de développement. Toutefois, bien que les bureaux de pays aient contribué à renforcer les partenariats avec les acteurs nationaux, les ressources limitées dont ils disposent constituent un frein à leur engagement dans les activités de gestion des savoirs et de concertation sur les politiques. Le FIDA doit renforcer sa présence dans les pays en concentrant des ressources dans les plateformes sous-régionales. Il devrait aussi revoir son organisation et ses effectifs au siège pour optimiser l'appui aux programmes de pays.

Des évaluations de programme de pays ont été réalisées pour l'Éthiopie, la Gambie, l'Inde, le Nigéria, les Philippines et la Turquie.

Dans l'ensemble, la performance du portefeuille en Éthiopie est satisfaisante, avec des résultats positifs dans le domaine du capital humain et social, et un bon alignement sur la politique de décentralisation du pays. La durabilité, la reproduction à plus grande échelle et l'égalité entre les sexes sont également satisfaisantes. Des améliorations sont nécessaires dans les domaines de la concertation sur les politiques et de l'impact sur les institutions et les politiques.

L'évaluation relative à l'Inde a constaté que les projets appuyés par le FIDA ciblent régulièrement les zones très pauvres et les groupes défavorisés et, au sein de ces groupes, les femmes. L'évaluation a souligné qu'il est important de prêter attention aux liaisons commerciales et à l'établissement de partenariats avec les centres locaux de vulgarisation agricole. Bien que la bonne performance des projets demeure importante, les homologues nationaux souhaiteraient que le FIDA les appuie davantage en termes de partage des savoirs et des bonnes pratiques pour éclairer les politiques et les programmes des pouvoirs publics.

Pour le Nigéria, l'évaluation a conclu que le programme de pays a contribué à réduire la pauvreté, en particulier dans la partie plus pauvre du Nord. La création d'organisations à assise communautaire dans cette région a permis aux autorités locales d'acheminer des fonds vers des communautés autrement difficiles à atteindre. Dans d'autres régions, les impacts sont moins évidents, en partie en raison de la lenteur de la mise à disposition du financement des autorités locales. L'évolution vers de plus vastes programmes a réduit l'efficacité et l'efficience du programme, rendant encore plus difficile la résolution des questions de gouvernance locale, de fragilité et de diversité culturelle.

L'évaluation relative à la Gambie a relevé que les objectifs et les conceptions du programme sont pertinents et répondent aux besoins et aux priorités des groupes cibles et du gouvernement. Toutefois, les objectifs du programme n'ont été atteints que dans une mesure limitée, en raison d'une rotation importante et imprévisible du personnel, et de la faiblesse des partenariats avec d'autres parties prenantes, y compris les ONG et les organismes de développement.

L'évaluation concernant la Turquie a mis en lumière le fait que le pays demande au FIDA de jouer un rôle plus actif dans le partage de ses compétences techniques et de son savoir international. Les projets financés par le FIDA ont contribué à améliorer les revenus et la qualité de vie des populations rurales pauvres. Toutefois, la marge de durabilité des interventions est limitée par la faiblesse des modalités de fonctionnement et de maintenance de l'infrastructure, et par une collaboration insuffisante avec le secteur financier rural.

IOE a mené à terme, dans le courant de l'année, trois synthèses d'évaluations – exercice consistant à réunir, à partir de diverses sources, les savoirs issus d'évaluations. La première, sur la gestion des ressources naturelles et de l'environnement (GRNE), expose dans leurs grandes lignes les mesures prises par le Fonds pour intégrer davantage les questions de GRNE dans les opérations qu'il appuie:

création de la Division environnement et climat; modernisation de la protection environnementale et sociale; et lancement du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne. Néanmoins, dans les stratégies de pays du FIDA, le degré d'alignement sur les politiques de GRNE est inégal.

La conclusion de la deuxième synthèse, concernant les activités hors prêts dans le cadre de la coopération Sud-Sud, a été que l'appui du FIDA à la coopération Sud-Sud entre 2009 et 2015 intervenait sur une base ad hoc et principalement sous la forme d'un partage des savoirs. Des initiatives à caractère plus programmatique ont souvent été financées par des dons. L'un des avantages du FIDA découle à la fois de sa focalisation sur la réduction de la pauvreté grâce à des investissements dans les populations rurales et de son expérience sur le terrain. Toutefois, les activités ne sont pas fortement axées sur les résultats, et c'est souvent sur les produits (plutôt que les effets directs) que se concentrent la planification et l'information sur les activités.

La troisième synthèse, sur l'accès des petits exploitants aux marchés, note une amélioration sensible dans l'approche du FIDA, qui est à la fois fondée sur une solide analyse du marché et axée sur le marché, et dans les interventions financées par le FIDA, en termes de détermination de la séquence chronologique adéquate des activités et d'autonomisation des petits exploitants pour une participation accrue au marché. Le FIDA pourrait s'intéresser davantage au risque que pourraient rencontrer les petits exploitants agricoles lorsqu'ils cherchent à donner à leurs systèmes de production un caractère plus axé sur le marché.

L'évaluation de l'impact du Projet de pêche artisanale dans la zone du banc de Sofala, au Mozambique, a conclu que le projet a eu un impact positif sur les revenus et a constitué une étape importante dans le développement du secteur de la pêche artisanale grâce à son approche intégrée. On aurait toutefois pu faire davantage pour renforcer l'impact sur l'accès à la microfinance formelle, la participation du secteur privé et la prise en compte des questions relatives à l'égalité des sexes.

Cinq manifestations ont été organisées conjointement, dans les pays, avec les Gouvernements de l'Inde, du Nigéria, des Philippines, de la République démocratique du Congo et de la Turquie. Les principaux résultats des évaluations des programmes respectifs de pays ont été examinés en même temps que les questions relatives aux prochains COSOP axés sur les résultats.

En savoir plus: <http://www.ifad.org/evaluation/index.htm>.

La déontologie

Le Bureau de la déontologie du FIDA a pour mandat de veiller au maintien des normes déontologiques les plus exigeantes à tous les niveaux de l'institution et de protéger notre image et notre réputation. Reconnaissant que notre personnel est notre atout le plus précieux, nous sommes résolus à maintenir un environnement de travail qui garantisse son bien-être et le respect de l'équilibre entre le travail et la vie personnelle. Notre but est aussi de favoriser une culture organisationnelle dans laquelle chacun exerce ses responsabilités tout en respectant la dignité de ses collègues. Il est essentiel, pour remplir cet engagement, de traiter rapidement et de façon confidentielle les cas de harcèlement, et de fournir des orientations sur la manière de prévenir ou de gérer les conflits d'intérêts et les comportements contraires à l'éthique sur le lieu de travail.

Durant l'année, le Bureau de la déontologie a porté une attention particulière à la prévention et à l'intervention rapide en cas de harcèlement, qui provoque un stress émotionnel, interfère avec l'exécution des tâches et peut être préjudiciable à l'organisation.

Des membres du personnel ont sollicité des orientations à propos du Code de conduite du FIDA, des conflits d'intérêts, des abus de pouvoir, du harcèlement et d'autres questions. Le Bureau de la déontologie a traité de conflits courants entre superviseur et supervisé, le plus fréquemment en rapport avec les relations d'évaluation. On citera aussi, parmi les conflits fréquents, ceux liés à des relations interpersonnelles et à des divergences entre pairs et collègues, en rapport avec le respect et le traitement, le manque de communication ouverte, et la communication irrespectueuse, souvent par courriel.

Comme déjà en 2015, le nombre de plaintes reçues par le Bureau de la déontologie pour des allégations de harcèlement ou d'abus de pouvoir a légèrement diminué, passant de 25 en 2015 à 24 en 2016. Ces consultations ont abouti, dans la majorité des cas, à une solution informelle ou n'ont pas donné lieu à une suite au-delà de la demande initiale de conseil. Dans le courant de l'année, le Bureau de la déontologie a saisi le Bureau de l'audit et de la surveillance, pour enquête plus approfondie, en deux occasions – une plainte pour harcèlement et une plainte en rapport avec le Code de conduite.

Surveillance interne et lutte contre la corruption

Le FIDA est résolu à lutter contre la fraude et la corruption, qui détournent des ressources de nos programmes et projets, et en limitent l'efficacité. Nous avons adopté une politique de tolérance zéro à l'égard de la fraude et de la corruption et nous élaborons actuellement un cours en ligne sur la lutte contre la corruption à l'intention des personnes participant aux activités financées par le FIDA. Nous avons récemment publié une version révisée du Bulletin du Président sur les procédures d'enquête et de sanction pour qu'elles soient conformes aux normes professionnelles les plus rigoureuses et aux meilleures pratiques des organismes de développement et des institutions financières internationales.

Les cas présumés de fraude et de corruption peuvent être signalés au FIDA par téléphone, télécopie, courriel ou en personne. Il est également possible de formuler une plainte anonyme. On trouvera des précisions sur ces procédures à l'adresse suivante: https://www.ifad.org/who/internal_structure/anticorruption.

Durant l'année 2016, le niveau des dépôts de plaintes a été semblable à celui des années précédentes. L'arriéré de cas soumis à enquête et reportés de l'année 2015 a été sensiblement réduit, et le Bureau de l'audit et de la surveillance a commencé à appuyer de façon plus proactive la prévention des pratiques irrégulières dans les activités financées par le FIDA, par le biais d'actions de sensibilisation et de renforcement des capacités.

Le cas échéant, les résultats des enquêtes ont abouti à des sanctions et à des mesures prises par la direction pour atténuer les risques recensés.

Le Rapport annuel 2015 sur les activités d'enquête et de lutte contre la corruption peut être consulté à l'adresse suivante: www.ifad.org/anticorruption. Le rapport 2016 a été publié en avril 2016.

Le plan de travail du Bureau de l'audit et de la surveillance est fondé sur notre évaluation des risques institutionnels. En 2016, le Bureau a traité de domaines essentiels pour l'intégrité financière du Fonds, son efficacité et son efficience administratives, et l'évolution de son modèle décentralisé. Les audits réalisés ont appuyé les activités d'atténuation des risques dans des domaines tels que l'organisation, les responsabilités, et les structures d'appui des bureaux de pays du FIDA, la gouvernance des projets facilités par les technologies de l'information, et la sécurité de l'information.

Presque toutes les recommandations prioritaires de l'audit devant être mises en application en 2016 l'ont été dans le courant de l'année. Cette réalisation met en évidence la ferme résolution du FIDA à gérer activement les risques institutionnels.

Gestion des ressources humaines

En 2016, le FIDA a poursuivi et consolidé les améliorations apportées aux processus des ressources humaines, du point de vue des politiques, des procédures et des techniques, en faisant fond sur les réalisations de l'année précédente en matière de gestion des ressources humaines. Les activités se sont concentrées sur un certain nombre de domaines stratégiques, et notamment le renforcement de la gestion des carrières, avec une attention particulière à l'évolution des carrières et à la mobilité, et une focalisation significative sur la décentralisation.

Répondant à de nombreuses demandes émanant du personnel, nous avons présenté un cadre d'évolution des carrières et un guide de l'évolution des carrières à l'occasion de la réunion mondiale du personnel, en février 2016, et nous avons poursuivi la diffusion de ces documents par le biais d'ateliers au siège et dans les bureaux de pays du FIDA. Le cadre aide les membres du personnel à planifier, gérer et développer leur carrière, tout en aidant le FIDA à accroître la souplesse et la mobilité de son personnel.

Le FIDA a déployé des efforts particuliers dans le domaine de la mobilité, avec un projet pilote contribuant à donner forme à un processus fonctionnel de mobilité géographique. Cette activité concorde avec notre plan de décentralisation, et elle aidera le Fonds à répondre à l'évolution de ses besoins à mesure que nous progresserons vers un accroissement de notre présence dans les pays.

Dans l'ensemble, le cadre général de la politique du FIDA en matière de ressources humaines nous permet de nous adapter en permanence à l'évolution du contexte. Le FIDA a apporté une importante contribution à l'enquête conduite par la Commission de la fonction publique internationale à propos de l'ensemble des prestations dont bénéficient les agents du cadre organique et de la catégorie supérieure, et il a entamé le processus d'application des changements introduits par l'Assemblée générale dans une résolution adoptée en décembre 2015. Nous avons veillé, en déployant des activités de communication à l'échelle de l'ensemble du FIDA, à ce que le personnel soit pleinement informé de ces changements. Entre-temps, nous avons commencé à réviser les Procédures d'application en matière de ressources humaines, en pleine consultation avec les parties prenantes concernées, et à intégrer les procédures révisées dans un fichier interactif sur notre site web accessible à tous les membres du personnel.

L'application de la résolution de l'Assemblée générale exigeait un profond changement des systèmes informatiques relatifs aux ressources humaines, et nous en avons profité pour procéder à un réexamen approfondi de nos pratiques dans ce domaine. Le but est de renforcer les technologies actuelles et de mettre au point de nouvelles applications de pointe et des fonctionnalités en libre service qui aident les responsables à choisir et à gérer leur personnel, et le personnel du siège et des bureaux de pays dans l'administration de leurs indemnités. Cette évolution technique de grande ampleur a produit de nombreux gains d'efficacité, garantissant une application cohérente de la politique en matière de ressources humaines, offrant un système sans support papier moins sujet aux erreurs, et créant un fichier central, accessible et vérifiable, d'informations et de documents.

Le FIDA a réalisé des progrès considérables dans la délégation à ses bureaux de pays de responsabilités et de capacités en matière de ressources humaines. Le Plan de décentralisation institutionnelle du FIDA soumis au Conseil d'administration en décembre 2016 inclut un rééquilibrage structuré des effectifs entre le siège et les bureaux de pays. Ce rééquilibrage comporte une expansion de la présence sur le terrain, dotée de plus grands pouvoirs, réalisée par le biais d'une évolution parallèle et de gains d'efficacité au siège, et se poursuivra jusqu'à la fin de FIDA10. Nous prévoyons également une augmentation des fonctions liées aux programmes de pays et à l'administration dans les bureaux de pays existants, et le détachement sur le terrain d'un certain nombre d'agents techniques et spécialisés.

Au 31 décembre 2016, 28 membres du cadre organique recrutés sur le plan international, 5 cadres auxiliaires, 43 fonctionnaires recrutés sur le plan national et 24 membres de la catégorie des services généraux étaient en poste dans les bureaux de pays du FIDA à travers le monde.

En 2016, la Division des ressources humaines a conduit des processus de recrutement en vue de pourvoir 86 postes du cadre organique et de la catégorie supérieure; le délai moyen de recrutement a été de 78 jours.

Au 31 décembre 2016, les statistiques relatives au personnel étaient les suivantes:

- le personnel comptait au total 611 membres, y compris les cadres auxiliaires;
- sur ce total, 336 appartenaient au personnel du cadre organique et de rang supérieur, 43 à la catégorie des fonctionnaires recrutés sur le plan national, 24 à celle des employés des services généraux recrutés sur le plan national et 208 à celle des services généraux;
- les fonctionnaires recrutés sur le plan national, le personnel du cadre organique et de rang supérieur comprenaient des ressortissants de 94 États membres;
- les femmes représentaient 33% des vice-présidents adjoints, 45% du personnel du cadre organique et de la catégorie supérieure, 26% de la catégorie des fonctionnaires nationaux, et 82% de la catégorie des services généraux;
- le pourcentage total de femmes fonctionnaires du FIDA était de 57%.



Données relatives au financement et mobilisation des ressources

Ressources en 2016

Le financement de base des opérations du FIDA provient de plusieurs sources. Il s'agit principalement des contributions des États membres et d'autres donateurs, du produit des placements et des remboursements des prêts. Les contributions des États membres nous parviennent dans le cadre des reconstitutions périodiques des ressources du FIDA, qui ont lieu tous les trois ans. Des États membres demandent également au FIDA d'administrer les contributions qu'ils apportent à des tierces parties sous la forme d'apports de fonds supplémentaires. Dans le cadre des efforts qu'elle a entrepris pour tirer parti de nouvelles sources de financement et continuer à développer la base de ressources du FIDA, l'organisation a également transformé son modèle financier pour y inclure l'emprunt souverain comme instrument de mobilisation de ressources.

Dixième reconstitution des ressources du FIDA (2016-2018)

2016 était la première année de la période couverte par la Dixième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA10). Durant l'année, l'évolution du Fonds – entamée au cours de FIDA9 (2013-2015) et exposée dans le Cadre stratégique 2016-2025 – s'est poursuivie vers un modèle opérationnel affiné prenant acte de la nécessité d'approches nouvelles et innovantes, ainsi que de ressources accrues pour atteindre les objectifs ambitieux que constituent les ODD.

Dans l'ensemble, de solides résultats ont été atteints en 2016 au regard des engagements de FIDA10. Le FIDA a poursuivi l'accroissement de sa présence dans les pays, avec 40 bureaux opérationnels à l'heure actuelle (voir la carte à l'intérieur de la couverture). Le Fonds a aussi continué à aborder les problèmes spécifiques au contexte, et a rempli son engagement concernant l'intégration, dans toutes les activités qu'il appuie, de questions clés comme le changement climatique, les enjeux nutritionnels et l'égalité entre les sexes.

Nous avons élaboré des approches différenciées pour répondre à la diversité des besoins au niveau des pays. Des stratégies concernant spécifiquement l'engagement auprès des pays à revenu intermédiaire et des pays présentant des situations de fragilité ont été approuvées par le Conseil d'administration en 2016, en même temps qu'une révision du Système d'allocation du FIDA fondé sur la performance. Dans le même temps, le FIDA est pleinement conscient du fait que, pour que les États membres atteignent les cibles des ODD, nous devons poursuivre notre évolution et notre transformation pour jouer, à l'échelle mondiale, un rôle mobilisateur dans l'élimination de la pauvreté rurale.

Le FIDA doit impérativement disposer de moyens financiers pour élargir son programme de prêts et dons et amplifier son programme de travail, qui inclut un cofinancement de la part de partenaires et des gouvernements. La période de FIDA9 a été marquée par un progrès du Fonds vers un programme de prêts et dons de plus grande ampleur. Suivant le fort engagement de ses États membres et l'opérationnalisation de nouveaux mécanismes de cofinancement, le Fonds a pour objectif de réaliser un programme de travail de 7,3 milliards d'USD au cours de la période de FIDA10.

Outre l'augmentation de la taille de son portefeuille, le Fonds a mis en place de nouvelles approches pour transformer et améliorer l'impact de son programme de travail, notamment grâce à l'innovation, l'apprentissage et la reproduction à plus grande échelle. Cela signifie que chaque dollar dépensé aura un plus fort impact: expansion, adaptation et soutien des projets, programmes et politiques couronnés de succès par le biais de partenariats, de changements institutionnels et organisationnels, et d'une meilleure gestion des résultats.

La réalisation d'un programme de travail plus vaste et avec un impact renforcé s'est accompagnée d'améliorations sensibles dans la gestion des activités du FIDA. Ainsi, le FIDA a fait de son plan de décentralisation un élément essentiel du

TABLEAU 2
Tableau synoptique, 1978-2016^{a, b}

		2012	2013	2014	2015	2016	1978-2016
Activités opérationnelles^{c, d}							
Prêts et dons CSD approuvés							
Nombre de programmes et projets		33	25	26	39	24	1 037
Montant	Millions d'USD	960,7	731,1	625,8	1 227,6	737,3	17 106,3
Dons approuvés							
Nombre		90	63	64	70	53	2 738
Montant	Millions d'USD	71,5	50,0	50,6	73,6	56,9	1 100,6
Fonds fiduciaire de l'ASAP							
Nombre		1	10	10	15	5	41
Montant	Millions d'USD	4,9	103,0	83,0	94,1	29,0	314,0
Total des opérations de prêt et de don du FIDA	Millions d'USD	1 037,1	884,1	759,4	1 395,3	823,2	18 520,9
Cofinancement	Millions d'USD	420,3	329,8	238,4	1 063,6	164,1	11 328,9
Multilatéral		153,3	207,1	128,0	861,7	103,2	8 622,8
Bilatéral		183,0	87,8	4,5	21,2	34,1	1 783,4
ONG		3,5	-	0,9	-	4,0	56,0
Autres ^e		80,5	34,9	104,9	180,7	22,9	866,7
Contributions des pays	Millions d'USD	599,5	552,7	601,0	925,5	411,8	14 731,9
Coût total des programmes et projets^f	Millions d'USD	2 003,0	1 720,2	1 552,9	3 319,7	1 350,8	43 602,8
Programmes et projets							
Nombre de programmes et projets en cours d'exécution		256	241	224	231	211	-
Nombre de programmes et projets achevés		21	43	45	29	36	795
Nombre de programmes et projets approuvés dus à l'initiative du FIDA		32	24	26	36	23	869
Nombre de pays ou territoires bénéficiaires (portefeuille en cours)		99	98	99	98	97	-
Décaissement de prêts	Millions d'USD	534,5	482,6	484,7	486,6	539,3	10 428,4
Décaissements de dons au titre du CSD	Millions d'USD	118,6	142,6	157,4	125,6	123,9	805,9
Remboursements de prêts^g	Millions d'USD	267,5	261,1	271,3	320,8	299,3	5 688,8
États membres et administration							
États membres – en fin de période		167	169	172	173	176	-
Cadre organique – en fin de période ^{h, i}		312	321	344	364	379	-

Sources: Système de projets d'investissement et de dons, états financiers du FIDA pour les exercices 1978 à 2016, et système comptable du FIDA.

^a Les prêts du FIDA et les dons consentis par le FIDA au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD) en faveur de programmes et projets d'investissement sont libellés en droits de tirage spéciaux (DTS). Pour faciliter la lecture, les montants indiqués dans les tableaux et graphiques sont exprimés en équivalents USD, tels qu'ils figurent dans le rapport du Président approuvé par le Conseil d'administration pour chaque programme ou projet. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

^b Les chiffres relatifs aux exercices 1986 à 1995 comprennent le Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification.

^c Les programmes et projets intégralement annulés et ceux financés au titre du Mécanisme de financement du développement des programmes ne sont pas pris en compte.

^d Le Programme d'appui à la commercialisation de la production paysanne (Sierra Leone) approuvé en 2011 est supervisé par le FIDA et entièrement financé par un don du Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire; il est compté dans les programmes et projets, mais ne bénéficie d'aucun financement de la part du FIDA.

^e Ce montant comprend les "paniers de financement" et autres dispositifs de financement analogues, les fonds provenant du secteur privé et des financements restant à confirmer à la date de l'approbation du Conseil d'administration.

^f Ce montant comprend les dons au titre du CSD et les dons au titre de composantes. Les dons ne se rapportant pas à des projets ne sont pas pris en compte.

^g Les remboursements de prêts concernent les remboursements au titre du principal et incluent les remboursements au nom des pays bénéficiant de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE).

^h Postes approuvés (les postes de Président et de Vice-Président ne sont pas compris).

ⁱ Comprend les administrateurs recrutés sur le plan national dans les bureaux de pays.

renforcement de son efficacité institutionnelle, avec pour compléments des améliorations dans la gestion des ressources humaines et des gains d'efficacité dans les systèmes des TIC et dans l'information et la gestion financières.

Au 31 décembre 2016, 100 pays avaient annoncé des contributions au titre de FIDA10 pour un montant total de 1,127 milliard d'USD. Les instruments de contribution déposés (y compris les versements non assortis du dépôt d'un instrument de contribution) s'élevaient à 906 millions d'USD, soit 80% du montant total des annonces de contribution. À la même date, les parts de compensation reçues au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD) s'élevaient à 2,9 millions d'USD, tandis que la compensation globale au titre du CSD s'élevait approximativement à 3,4 millions d'USD, laissant un déficit d'environ 0,5 million d'USD.

Mobilisation de ressources additionnelles

L'Initiative de mobilisation de ressources additionnelles lancée par le FIDA offre une orientation stratégique pour l'exploration de nouvelles possibilités de financement. Le Cadre d'emprunt souverain établi en 2015 a orienté les négociations sur les emprunts souverains entreprises par le FIDA en 2016 pour atteindre l'objectif de 3,2 milliards d'USD fixé pour le programme de prêts et dons de FIDA10.

Sur la base de l'accord-cadre signé en 2015 avec la banque allemande de développement KfW, le FIDA a obtenu une ligne de crédit pouvant aller jusqu'à 400 millions d'EUR pour financer le programme de prêts et dons. En décembre 2016, le troisième accord de prêt individuel, d'un montant de 100 millions d'EUR, a été signé avec la KfW. Également en 2016, nous avons entamé une négociation avec l'Agence française de développement (AFD) pour un prêt de 200 millions d'EUR.

Nouveaux partenariats

Durant l'année, le FIDA a conclu un nouveau mémorandum d'accord avec la Banque européenne d'investissement, signé une déclaration d'intention avec le Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement (BMZ), et renouvelé ses accords de partenariat avec l'Italie et la Suisse. Le Fonds a également lancé le processus de revitalisation des partenariats avec la Banque africaine de développement et la Banque islamique de développement, dans le cadre de tables rondes organisées au siège du FIDA, en septembre et novembre 2016, respectivement.

Durant l'année 2016, le FIDA a travaillé à l'identification et à l'établissement de nouveaux mécanismes stratégiques pour une meilleure participation des fondations philanthropiques en tant que partenaires. Trois nouveaux mécanismes – conçus pour renforcer les capacités du personnel local, stimuler davantage d'innovation et accroître l'engagement aux côtés du secteur privé rural – ont été élaborés et présentés au Conseil d'administration.

Le FIDA a aussi examiné et actualisé sa stratégie de partenariat pour la période de FIDA10 pour faire en sorte que l'accent soit mis sur les partenariats stratégiques nécessaires afin d'atteindre nos buts et objectifs pour la période de FIDA10, et avec une vision axée sur le long terme et le Programme 2030. Comme on a pu le lire dans le RIDE, la performance des partenariats du FIDA s'est considérablement améliorée au cours des dernières années, et l'enquête 2016 auprès des clients a montré que 97% des programmes de pays étaient jugés plutôt satisfaisants ou mieux en matière d'établissement de partenariats.

Fonds supplémentaires

Les fonds supplémentaires sont des ressources apportées sous forme de dons et administrées par le FIDA à la demande de donateurs et au bénéfice des États membres en développement. Ils sont essentiellement affectés au cofinancement d'initiatives de projets spécifiques, d'études ou d'initiatives d'assistance technique, et pour appuyer le programme d'administrateurs auxiliaires du FIDA, conformément aux indications contenues dans l'accord correspondant conclu entre le FIDA et le donateur concerné.

En 2016, le FIDA a signé des accords relatifs à des fonds supplémentaires avec le Danemark, l'Estonie, l'Union européenne, la FAO, le Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire (GAFSP), le FEM, l'Allemagne, l'Irlande, le Japon, la République de Corée et les Pays-Bas. On peut citer, parmi les interventions appuyées par ces accords, le cofinancement par le Danemark du Projet du FIDA sur la modernisation de l'agriculture, l'accès aux marchés et la résilience en Géorgie, où l'accent est mis en particulier sur les interventions concernant l'emploi et l'entrepreneuriat des jeunes ruraux; l'appui apporté par le Japon pour combler le fossé entre l'aide humanitaire et les actions de développement et contribuer au redressement de la production agricole dans les zones du Libéria touchées par l'épidémie d'Ebola, et pour améliorer les moyens d'existence des personnes déplacées à l'intérieur du pays dans le nord-est du Nigéria, en lien avec les projets d'investissement du FIDA dans ces régions et

en partenariat avec la FAO et Oxfam; et les accords portant sur la fourniture de fonds à l'appui de la mise en œuvre de la stratégie 2016-2020 de la Coalition internationale pour l'accès à la terre, signés avec l'Union européenne, l'Allemagne, l'Irlande et les Pays-Bas au nom de la Coalition.

La plus grande partie de ces nouveaux fonds supplémentaires se rapporte à sept nouveaux dons du FEM entièrement approuvés en 2016, appuyant les activités d'intégration du climat et de l'environnement dans les programmes d'investissement du FIDA; et aux fonds reçus du GAFSP pour financer des interventions en rapport avec la nutrition en République démocratique populaire lao, et pour entreprendre la conception d'initiatives relatives au chaînon manquant pour le Mali et l'Afrique orientale.

Le FIDA a mobilisé au total 93,3 millions d'USD de fonds supplémentaires durant l'année, et a reçu

101,1 millions d'USD au titre de ces accords et d'autres accords en vigueur, constituant une contribution significative à ses objectifs de cofinancement, et appuyant les activités hors prêts du FIDA et sa contribution à l'élaboration des politiques à l'échelle mondiale. Le tableau 3 présente les fonds supplémentaires reçus au cours de l'année 2016.

Portefeuille en cours

La valeur des investissements du FIDA dans son portefeuille de programmes et projets en cours dans les zones rurales était en 2016 de 6,0 milliards d'USD (tableau 4). À la fin de l'année, on comptait dans les diverses régions du monde 211 programmes et projets en cours, financés par le FIDA en partenariat avec 97 gouvernements bénéficiaires (voir la carte et le graphique à l'intérieur de la couverture). Les cofinancements externes et les fonds provenant de

TABLEAU 3
Tableau récapitulatif des fonds supplémentaires reçus en 2016
Montants en millions d'USD^a

Donateur	Programme d'administrateurs auxiliaires	Cofinancement (hors cofinancements parallèles)	Études thématiques et assistance technique	Total
Union européenne	-	12,4	34,9	47,3
FAO	-	0,4	0,2	0,6
Fonds d'affectation spéciale pluripartenaires (RWEE) – Norvège, Suède	-	-	0,3	0,3
Groupe des Nations Unies pour l'évaluation	-	-	0,02	0,02
GAFSP	-	9,1	-	9,1
FEM	-	15,1	-	15,1
Canada	-	3,6	-	3,6
Danemark	-	6,2	-	6,2
Estonie	-	-	0,05	0,05
Finlande	0,2	-	-	0,2
France	-	-	1,1	1,1
Allemagne	0,3	-	0,7	1,0
Gouvernement de la Flandre	-	1,1	-	1,1
Irlande	-	-	1,1	1,1
Italie	0,2	3,7	-	3,9
Japon	-	2,1	-	2,1
Luxembourg	-	-	0,5	0,5
Pays-Bas	0,8	1,4	3,0	5,2
République de Corée	-	1,2	0,8	2,0
Suisse	0,5	-	0,3	0,8
Total^b	1,9	56,3	42,9	101,1

Source: Systèmes financiers du FIDA.

^a Les montants reçus dans des monnaies autres que le dollar des États-Unis sont convertis au taux de change en vigueur au 31 décembre 2016.

^b Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

GAFSP = Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire; FEM = Fonds pour l'environnement mondial; RWEE = Autonomisation économique des femmes rurales.

sources nationales pour le portefeuille en cours se sont élevés à 7,3 milliards d'USD, portant à 13,4 milliards d'USD la valeur totale de ces programmes et projets.

Le portefeuille en cours d'opérations financées par des dons s'élevait, à la fin 2016, à 196,3 millions d'USD, avec 177 dons en cours d'exécution dans 134 pays. Les dons autonomes du FIDA appuient la recherche, l'innovation, le changement institutionnel et les technologies utiles aux pauvres. Ils sont étroitement liés à nos programmes de pays et apportent souvent un appui à l'établissement de liaisons entre différentes initiatives conduites dans un même pays. Les bénéficiaires des dons sont notamment des organismes de recherche, des centres d'excellence actifs dans le domaine de la réduction de la pauvreté rurale, des ONG, des gouvernements et des organisations du secteur privé et de la société civile. (Vous trouverez à la page 77 davantage d'informations sur le programme de dons du FIDA, ainsi que des récits recueillis sur le terrain sur la clé USB.)

Cofinancement des programmes et projets appuyés par le FIDA

Le cofinancement de nos partenaires a un effet multiplicateur sur la valeur des interventions de développement que nous appuyons. Il comprend les ressources apportées par les donateurs bilatéraux et multilatéraux, et les contributions nationales provenant des gouvernements bénéficiaires ainsi que des femmes et des hommes qui participent aux projets.

De nombreux facteurs externes influent sur les niveaux de cofinancement, qui peuvent varier considérablement d'une année à l'autre. En 2016, les contributions nationales ont représenté 71,5% du cofinancement approuvé pour des nouveaux programmes et projets, et ont atteint au total 411,8 millions d'USD (tableau 2 et graphique 7).

Le graphique 8 présente la liste des 15 principaux cofinanceurs multilatéraux contribuant, à ce jour, aux programmes et projets dus à l'initiative du FIDA. Le Fonds de l'OPEP pour le développement international, la Banque africaine de développement, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (du groupe de la Banque mondiale) et le Fonds arabe de développement économique et social occupent les premières places

de ce classement et représentent, ensemble, plus de 50% des 3,1 milliards d'USD du montant total du cofinancement multilatéral.

Le graphique 9 présente un classement des donateurs bilatéraux contribuant aux programmes et projets dus à l'initiative du FIDA; l'Espagne, la France, l'Allemagne, les Pays-Bas et la Belgique y occupent les premières places. Ensemble, ces pays ont fourni plus de 70% du cofinancement bilatéral total aux projets dus à l'initiative du FIDA, soit 1,1 milliard d'USD depuis le début de nos activités en 1978.

Financement en faveur de pays et régions prioritaires

Le FIDA continue de privilégier l'aide aux pays les moins avancés et à ceux dont la sécurité alimentaire n'est pas assurée. Sur le total des financements accordés à des programmes et projets en 2016, 54% étaient destinés à des pays classés par la FAO dans la catégorie des pays à faible revenu et à déficit vivrier, et 39% à des pays placés par l'Organisation des Nations Unies dans la catégorie des pays les moins avancés. Pour ce qui concerne la répartition régionale, les pays d'Afrique subsaharienne ont reçu plus de 42% des nouveaux financements pour les programmes et projets en 2016. Le tableau 6 présente le financement par région du FIDA depuis 1978.

Financement par secteur

Le graphique 11 montre la répartition par secteur du financement de notre portefeuille actuel. Un tiers environ des fonds du portefeuille va à l'appui de l'agriculture et de la gestion des ressources naturelles, donnant aux petits agriculteurs les moyens d'accroître leur productivité et de gérer les ressources naturelles essentielles de manière plus durable et plus efficiente. Environ 16% des fonds investis dans le portefeuille en cours appuient les activités de renforcement des marchés et de l'infrastructure connexe, facteurs essentiels pour que les agriculteurs pauvres puissent être intégrés aux marchés et obtenir un revenu décent de leur production. La finance rurale représente 12% des fonds investis et permet aux femmes et aux hommes des zones rurales d'utiliser des services financiers tels que le crédit, l'épargne et l'assurance afin de renforcer leurs entreprises et de gérer les risques.

TABLEAU 4
Portefeuille de programmes et projets en cours par région^a
 À la fin décembre 2016

Région	Nombre de programmes et projets	Financement du FIDA ^b (millions d'USD)
Afrique de l'Ouest et du Centre	41	1 244,4
Afrique orientale et australe	44	1 471,0
Asie et Pacifique	61	2 052,5
Amérique latine et Caraïbes	31	511,2
Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe	34	754,2
Total^c	211	6 033,3

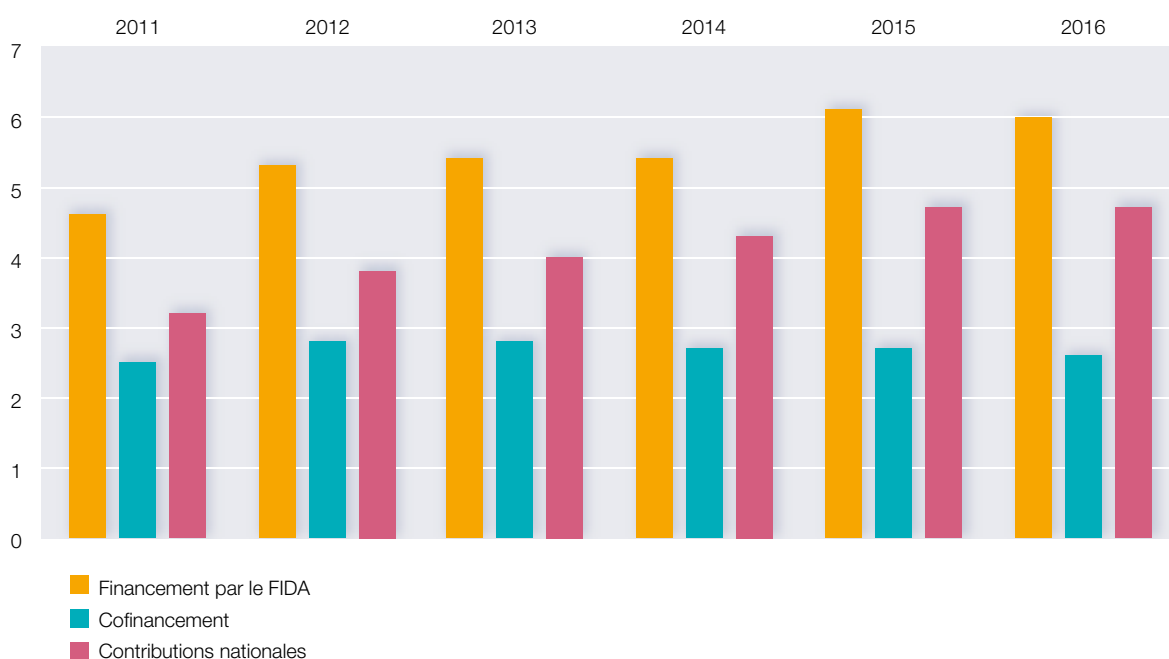
Source: Système de projets d'investissement et de dons.

^a Dans le portefeuille en cours figurent les programmes et projets approuvés, entrés en vigueur, et pas encore achevés.

^b Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet approuvé par le Conseil d'administration. Ils comprennent les prêts, les dons au titre du CSD et les dons spécifiques à un pays pour des projets d'investissement. Les dons sans rapport avec les programmes et projets ne sont pas inclus.

^c Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

GRAPHIQUE 6
Portefeuille en cours du FIDA, 2011-2016
 Montants en milliards d'USD



Répartition du financement des programmes et projets en fonction des instruments et des conditions de prêt

Les prêts assortis de conditions particulièrement favorables continuent de représenter la plus grande partie des financements destinés aux programmes et projets d'investissement (tableau 7). Environ 40% des nouveaux financements approuvés au cours de l'année ont été accordés sous forme de prêts assortis de conditions particulièrement favorables – pour un montant total de 291,9 millions d'USD. Les prêts à des conditions ordinaires représentent 24,5% du total; viennent ensuite les prêts à des conditions mixtes, avec 21,6%, et les dons au titre du CSD, avec 14,3% (graphique 12).

En proportion de la valeur cumulée du portefeuille de financements du FIDA depuis 1978, les prêts assortis de conditions particulièrement favorables et

les dons au titre du CSD représentent environ 72% du total, soit une part largement supérieure à l'objectif de deux tiers fixé dans les Principes et critères du FIDA en matière de prêts. Le tableau 8 indique la répartition des investissements en fonction des conditions de financement et par région.

Décaissements

Les décaissements au titre des prêts du FIDA et des dons au titre du CSD ont atteint en 2016 663,2 millions d'USD (tableaux 9 et 10). Au cours de la période 1979-2016, les décaissements au titre des prêts relevant du programme ordinaire se sont élevés en valeur cumulée à 10 428,4 millions d'USD, soit 74% des engagements effectifs à la fin de 2016 (tableau 11). À la fin de 2015, les décaissements s'élevaient à 9 889,1 millions d'USD, soit également 74% des engagements effectifs.

TABLEAU 5
Financement des programmes et projets appuyés par le FIDA, 1978-2016
Montants en millions d'USD

	1978-2006	2007-2009	2010-2012	2013-2015	2016	1978-2016
FIDA ^a	9 431,9	1 735,9	2 717,5	2 881,8	774,9	17 542,0
Cofinancement ^b	7 061,7	1 027,3	1 437,0	1 638,8	164,1	11 328,9
Contributions nationales	8 985,2	918,8	2 336,8	2 079,2	411,8	14 731,9
Total^{c, d}	25 478,8	3 682,1	6 491,3	6 599,8	1 350,8	43 602,8
Nombre de programmes et projets ^e	730	94	99	90	24	1 037

Source: Système de projets d'investissement et de dons.

^a Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet approuvé par le Conseil d'administration. Ils comprennent les prêts, les dons au titre du CSD, et les dons spécifiques à un pays.

^b Ces chiffres prennent en compte les cofinancements restant à confirmer à la date d'approbation de l'opération par le Conseil d'administration.

^c Le montant total peut inclure un financement additionnel pour des programmes et projets précédemment approuvés.

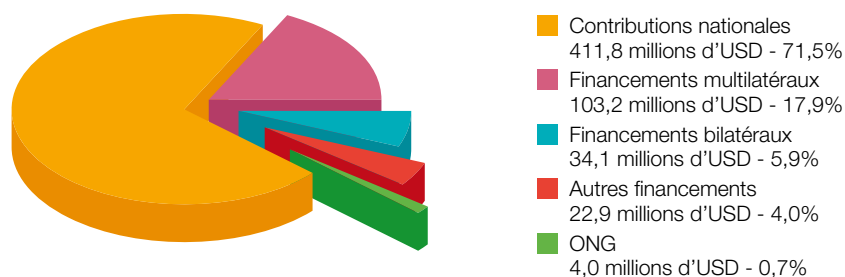
^d Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

^e Les programmes et projets intégralement annulés ou résiliés ne sont pas pris en compte.

¹ Les prêts accordés par le FIDA peuvent être assortis de cinq types de conditions: conditions particulièrement favorables (pas d'intérêt, mais une commission de service de 0,75% et une durée de remboursement de 40 ans); conditions durcies (pas d'intérêt, mais une commission de service de 0,75% et une durée de remboursement de 20 ans); conditions intermédiaires (taux d'intérêt variable équivalant à 50% du taux de référence et durée de remboursement de 20 ans); conditions ordinaires (taux d'intérêt variable égal au taux de référence et durée de remboursement de 15 à 18 ans); et conditions mixtes (pas d'intérêt mais une commission de service de 0,75% l'an plus une marge et une durée de remboursement supérieure à 20 ans).

GRAPHIQUE 7**Cofinancement des programmes et projets appuyés par le FIDA, 2016**

Sur un montant total de 576,0 millions d'USD



Source: Système de projets d'investissement et de dons.

TABLEAU 6**Financement du FIDA pour les programmes et projets par région, 1978-2016^{a, b}**

Montants en millions d'USD

	1978-2006	2007-2009	2010-2012	2013-2015	2016	1978-2016
Afrique de l'Ouest et du Centre						
Montant total	1 660,8	265,4	592,3	587,1	76,5	3 182,1
Nombre de projets et programmes	162	20	21	18	1	222
Afrique orientale et australe						
Montant total	1 683,6	447,5	619,9	669,0	232,9	3 653,0
Nombre de projets et programmes	135	20	17	16	5	193
Asie et Pacifique						
Montant total	3 031,8	573,6	859,3	1 048,9	184,2	5 697,7
Nombre de projets et programmes	182	22	26	28	5	263
Amérique latine et Caraïbes						
Montant total	1 476,2	193,7	272,2	227,7	142,1	2 312,0
Nombre de projets et programmes	124	15	17	13	8	177
Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe						
Montant total	1 579,5	255,8	373,8	349,2	139,1	2 697,3
Nombre de projets et programmes	127	17	18	15	5	182
Montant total du financement du FIDA^c	9 431,9	1 735,9	2 717,5	2 881,8	774,9	17 542,0
Nombre total de programmes et projets^d	730	94	99	90	24	1 037

Source: Système de projets d'investissement et de dons.

^a Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet approuvé par le Conseil d'administration. Le financement pour les programmes et projets comprend les prêts, les dons au titre du CSD et les dons spécifiques à un pays pour des projets d'investissement.

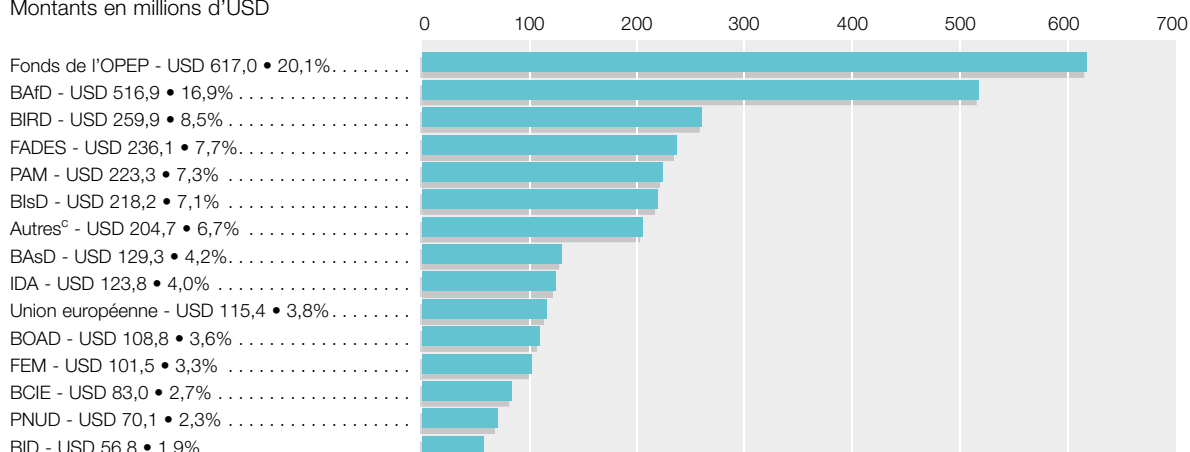
^b Le montant total peut inclure un financement additionnel pour des programmes et projets précédemment approuvés.

^c Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

^d Les programmes et projets intégralement annulés ou résiliés ne sont pas pris en compte.

GRAPHIQUE 8
Cofinancement par des donateurs multilatéraux des programmes et projets dus à l'initiative du FIDA, 1978-2016^{a, b}

Montants en millions d'USD



Source: Système de projets d'investissement et de dons.

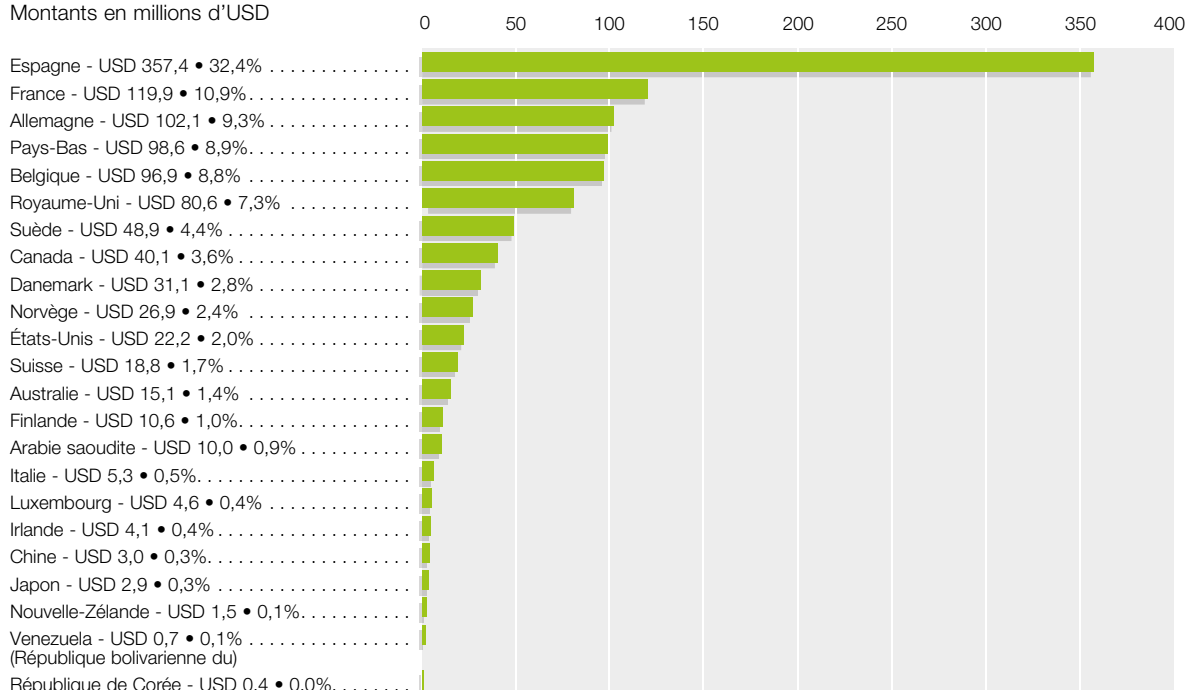
^a Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet soumis au Conseil d'administration. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres. Les montants et les pourcentages indiqués ici représentent la part de chaque donateur multilatéral dans le total du cofinancement multilatéral de 3 064,5 millions d'USD. Les chiffres ne prennent pas en compte les participations multilatérales à des financements utilisant un mécanisme de mise en commun de fonds ou autre mécanisme du même ordre.

^b Fonds de l'OPEP = Fonds de l'OPEP pour le développement international; BAfD = Banque africaine de développement; BIRD = Banque internationale pour la reconstruction et le développement; FADES = Fonds arabe de développement économique et social; PAM = Programme alimentaire mondial; BIsD = Banque islamique de développement; BAsD = Banque asiatique de développement; IDA = Association internationale de développement; BOAD = Banque ouest-africaine de développement; FEM = Fonds pour l'environnement mondial; PNUD = Programme des Nations Unies pour le développement; BCIE = Banque centraméricaine d'intégration économique; BID = Banque interaméricaine de développement.

^c On compte parmi les autres cofinanceurs les institutions suivantes: Société andine de développement; Office arabe pour les investissements et le développement agricoles; Fonds AFRICA; Banque arabe pour le développement économique en Afrique; Banque de développement des Caraïbes; Banque d'investissement et de développement de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO); Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture; Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire; Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture; Société financière internationale; Organisation internationale du Travail; Fonds stratégique pour le climat; Fonds d'équipement des Nations Unies; Fonds des Nations Unies pour l'enfance; Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM, devenu l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes [ONU-Femmes]); Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues; Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues; et Fonds des Nations Unies pour la population.

GRAPHIQUE 9
Cofinancement par des États membres donateurs (bilatéraux) des programmes et projets dus à l'initiative du FIDA, 1978-2016^a

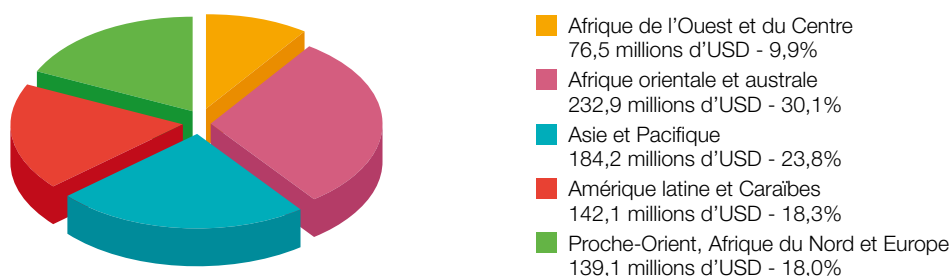
Montants en millions d'USD



Source: Système de projets d'investissement et de dons.

^a Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet soumis au Conseil d'administration. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres. Les montants et les pourcentages indiqués ici représentent la part de chaque donateur bilatéral dans le total du cofinancement bilatéral de 1 101,7 millions d'USD. Les chiffres ne prennent pas en compte les participations bilatérales à des financements utilisant un mécanisme de mise en commun de fonds ou autre mécanisme du même ordre.

GRAPHIQUE 10
Répartition régionale du financement des programmes et projets du FIDA approuvés en 2016^a
 Sur un montant total de 774,9 millions d'USD



^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

GRAPHIQUE 11
Financement du portefeuille actuel du FIDA par secteur (fin 2016)

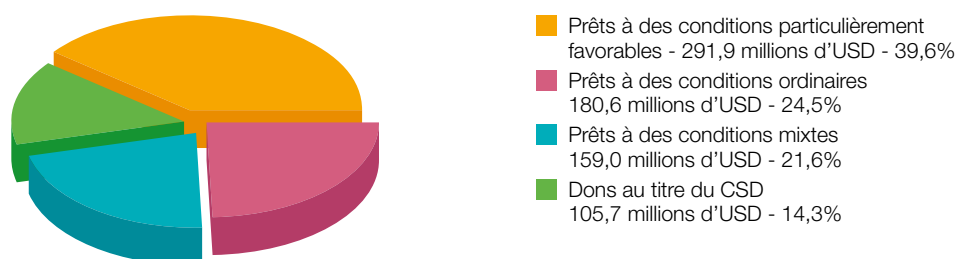


Source: Système de projets d'investissement et de dons.

^a Le secteur de l'agriculture et de la gestion des ressources naturelles comprend l'irrigation, les parcours, la pêche, la recherche, la vulgarisation et la formation.

^b Les autres secteurs comprennent la communication, la culture et le patrimoine, l'atténuation des effets des catastrophes, la production d'énergie, le suivi-évaluation, la gestion et la coordination, et la gestion des situations d'après-crise.

GRAPHIQUE 12
Prêts du FIDA par conditions de prêt, et dons au titre du CSD, 2016^a
 Sur un montant total de 737,3 millions d'USD



Source: Système de projets d'investissement et de dons.

^a Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet approuvé par le Conseil d'administration. Ils incluent les prêts au titre du programme ordinaire ainsi que les prêts au titre du Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification et les dons au titre du CSD.

Gestion des liquidités, des flux de trésorerie et des politiques financières du FIDA

Le FIDA gère des liquidités et des investissements d'une valeur totale de 1,8 milliard d'USD: 1,3 milliard d'USD au titre du programme ordinaire et 0,5 milliard d'USD pour les programmes supplémentaires et les fonds d'affectation spéciale. En 2016, les investissements gérés en interne ont augmenté, passant de 0,9 milliard d'USD à 1,0 milliard d'USD, représentant 53% du total des fonds gérés. Ce montant inclut tous les fonds supplémentaires et les fonds empruntés ainsi qu'une partie des ressources ordinaires.

En 2016, le volume des mouvements de trésorerie s'est élevé à 6,0 milliards d'USD. On a observé une augmentation notable des mouvements de trésorerie

relatifs au programme ordinaire du FIDA, qui ont atteint 4,7 milliards d'USD (3,8 milliards d'USD en 2015), tandis que les transactions ne relevant pas du programme ordinaire diminuaient considérablement, passant de 3,0 milliards d'USD en 2015 à 1,3 milliard d'USD en 2016. Cette augmentation des mouvements de trésorerie relevant du programme ordinaire résulte d'une gestion interne plus active des placements.

Le FIDA a renforcé sa gestion du risque opérationnel en améliorant la sécurité du processus de paiement et en modernisant deux importants systèmes financiers utilisés pour la planification des ressources de l'organisation. On a veillé tout particulièrement à ce que l'exécution des transactions du FIDA soit conforme aux réglementations internes et externes. La gestion de la trésorerie a également été

TABLEAU 7
Récapitulatif des prêts du FIDA par conditions de prêt, et des dons au titre du CSD, 1978-2016^a
Montants en millions d'USD

	1978-2006	2007-2009	2010-2012	2013-2015	2016	1978-2016
Dons au titre du CSD						
Montant	-	401,5	680,7	457,0	105,7	1 644,9
Nombre de dons	-	43	50	33	8	134
Prêts à des conditions particulièrement favorables						
Montant	6 825,8	948,6	1 315,4	1 283,9	291,9	10 665,6
Nombre de prêts	545	55	61	62	11	734
Prêts à des conditions durcies						
Montant	-	8,5	50,6	-	-	59,1
Nombre de prêts	-	1	4	-	-	5
Prêts à des conditions intermédiaires						
Montant	1 605,8	171,4	197,4	-	-	1 974,7
Nombre de prêts	133	9	6	-	-	148
Prêts à des conditions mixtes						
Montant	-	-	-	249,5	159,0	408,5
Nombre de prêts	-	-	-	13	7	20
Prêts à des conditions ordinaires						
Montant	950,8	186,5	441,5	594,0	180,6	2 353,4
Nombre de prêts	69	17	24	25	9	144
Montant total	9 382,4	1 716,6	2 685,6	2 584,4	737,3	17 106,3
Nombre total de prêts et de dons au titre du CSD^{b, c}	747	125	145	133	35	1 185

Source: Système de projets d'investissement et de dons.

^a Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet approuvé par le Conseil d'administration. Ils comprennent les prêts au titre du programme ordinaire et du Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification et les dons au titre du CSD, ainsi qu'un prêt à des conditions particulièrement favorables approuvé en 2005 en faveur de l'Indonésie et financé par le produit inutilisé d'un prêt à des conditions intermédiaires approuvé en 1997. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

^b Un programme ou projet peut être financé par plus d'un prêt ou don au titre du CSD, ce qui explique que le nombre de prêts et de dons au titre du CSD ne correspond pas nécessairement à celui des programmes et projets figurant dans d'autres tableaux.

^c Les prêts intégralement annulés ou résiliés ne sont pas pris en compte.

améliorée par le biais d'une révision de la structure du portefeuille et d'une rationalisation du processus de réapprovisionnement des comptes opérationnels.

Compte tenu de l'évolution de la structure des ressources du FIDA, la gestion du portefeuille et des liquidités, la capacité de prévision des flux de trésorerie et les processus de surveillance ont également été renforcés afin d'améliorer l'appui à la gestion fiduciaire des ressources empruntées et de garantir la durabilité à long terme des flux de trésorerie du Fonds. Des recommandations ont été intégrées à l'examen annuel de l'Exposé de la Politique de placement, qui a été approuvé par le Conseil d'administration à sa session de décembre. Dans ce contexte, l'organisation a restructuré son modèle financier pour consolider les flux de trésorerie

provenant de diverses sources de financement et renforcer l'élaboration de scénarios et de projections.

Le FIDA continue de jouer un rôle de chef de file dans les initiatives prises à l'échelle du système des Nations Unies en vue d'optimiser l'efficacité opérationnelle des services de trésorerie, et copréside depuis 2008 le Groupe de travail du Réseau finances et budget sur les services de trésorerie communs. Le FIDA héberge également un site web spécialisé, principale plateforme d'interaction entre ces services. La rencontre annuelle entre les membres du groupe a été présidée en 2016 par le FIDA et a été accueillie à Copenhague par le Programme des Nations Unies pour le développement, en présence de représentants de 30 entités des Nations Unies.

TABLEAU 8
Récapitulatif des prêts du FIDA par conditions de prêt et des dons au titre du CSD, par région, 1978-2016^a
Montants en millions d'USD

	Afrique de l'Ouest et du Centre	Afrique orientale et australe	Asie et Pacifique	Amérique latine et Caraïbes	Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe	Total
Dons au titre du CSD						
Montant	596,8	483,2	296,7	51,2	217,1	1 644,9
Nombre de dons	45	33	25	9	22	134
Prêts à des conditions particulièrement favorables						
Montant	2 348,1	2 923,1	3 970,9	431,9	991,7	10 665,6
Nombre de prêts	209	181	215	42	87	734
Prêts à des conditions durcies						
Montant	-	-	-	-	59,1	59,1
Nombre de prêts	-	-	-	-	5	5
Prêts à des conditions intermédiaires						
Montant	105,2	108,9	607,5	488,0	665,0	1 974,7
Nombre de prêts	11	11	35	51	40	148
Prêts à des conditions mixtes						
Montant	7,7	11,1	277,4	40,1	72,2	408,5
Nombre de prêts	1	1	8	4	6	20
Prêts à des conditions ordinaires						
Montant	21,3	23,3	450,2	1 258,0	600,6	2 353,4
Nombre de prêts	3	5	11	86	39	144
Montant total	3 079,1	3 549,6	5 602,6	2 269,3	2 605,7	17 106,3
Pourcentage du total des prêts du FIDA et des dons au titre du CSD	18	21	33	13	15	100
Nombre total de prêts^{b, c} et de dons au titre du CSD	269	231	294	192	199	1 185

Source: Système de projets d'investissement et de dons.

^a Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet approuvé par le Conseil d'administration. Ils comprennent les prêts au titre du programme ordinaire et du Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification et les dons au titre du CSD ainsi qu'un prêt à des conditions particulièrement favorables approuvé en 2005 en faveur de l'Indonésie et financé par le produit inutilisé d'un prêt à des conditions intermédiaires approuvé en 1997. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

^b Un programme ou projet peut être financé par plus d'un prêt ou don au titre du CSD, ce qui explique que le nombre de prêts et de dons au titre du CSD ne correspond pas nécessairement à celui des programmes et projets figurant dans d'autres tableaux.

^c Les prêts intégralement annulés ou résiliés ne sont pas pris en compte.

Approche et soutien du FIDA en matière d'allègement de la dette et de gestion de la dette

L'allègement de la dette et la gestion de la dette apportent une importante contribution à la réduction de la pauvreté. Au cours de l'année 2016, nous avons poursuivi notre soutien total au travail mené, au niveau international, pour chercher à résoudre le problème de la dette actuelle des pays pauvres, par le biais de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE). Nous avons aussi continué à utiliser notre Cadre pour la soutenabilité de la dette afin de faire en sorte que les pays vulnérables n'accumulent pas, à l'avenir, une nouvelle dette.

Depuis le lancement de l'Initiative PPTE, de nombreux pays ont sensiblement progressé sur la

voie de l'accès à l'allègement de la dette. Plus de 92% des pays répondant aux conditions requises (35 pays sur 38) ont atteint le point d'achèvement – stade auquel ils obtiennent une réduction complète et irrévocable de leur dette. Au total, nos engagements représentent à ce jour un allègement du service de la dette d'environ 622 millions d'USD en valeur nominale. Au 31 décembre 2016, le FIDA avait accordé aux 35 pays parvenus au point d'achèvement des allègements de dette d'un montant total de 445,1 millions d'USD en valeur nominale.

Au cours de l'année 2016, les dons au titre du CSD ont représenté 14,3% de la valeur totale des financements approuvés pour des programmes et projets d'investissement (graphique 12). Huit dons ont été approuvés pour un montant total de 105,7 millions d'USD (tableau 7).

TABLEAU 9
Montant annuel des décaissements de prêts au titre du programme ordinaire, par région, 1979-2016^a
Montants en millions d'USD

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	1979-2016
Afrique de l'Ouest et du Centre	61,8	64,4	66,8	66,0	74,4	94,2	74,8	82,3	81,0	80,6	1 550,8
Afrique orientale et australe	84,6	82,6	103,4	96,5	102,5	139,0	134,4	98,9	99,2	111,9	1 963,5
Asie et Pacifique	122,0	99,1	129,2	158,0	230,7	172,2	148,0	180,6	201,5	230,7	3 681,1
Amérique latine et Caraïbes	63,4	79,1	61,6	64,0	72,9	65,7	54,2	63,5	51,2	62,9	1 551,1
Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe	66,9	98,9	76,5	73,0	69,1	63,4	71,2	59,4	53,7	53,2	1 681,9
Total^b	398,7	424,1	437,5	457,5	549,6	534,5	482,6	484,7	486,6	539,3	10 428,4

Source: Système prêts et dons.

^a Les montants des décaissements indiqués ne concernent que les prêts au titre du programme ordinaire et ne prennent pas en compte le Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification.

^b Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

TABLEAU 10
Montant annuel des décaissements de dons au titre du CSD, par région, 2007-2016
Montants en millions d'USD

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2007-2016
Afrique de l'Ouest et du Centre	-	0,9	1,9	9,1	23,8	36,7	49,2	46,9	42,1	36,4	247,1
Afrique orientale et australe	1,0	3,6	5,7	15,9	25,1	38,5	40,4	54,3	31,7	33,1	249,3
Asie et Pacifique	1,0	1,7	3,9	6,8	11,6	21,0	22,9	31,8	23,9	27,5	152,1
Amérique latine et Caraïbes	-	-	0,6	0,9	3,4	6,6	6,2	6,3	5,2	3,8	33,0
Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe	-	0,1	1,6	6,7	12,4	15,8	23,9	18,1	22,7	23,1	124,3
Dons au niveau mondial	-	0,1	-	-	-	-	-	-	-	-	0,1
Total^a	2,0	6,5	13,7	39,4	76,3	118,6	142,6	157,4	125,6	123,9	805,9

Source: Système prêts et dons.

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

TABLEAU 11**Décaissements de prêts au titre du programme ordinaire, par région et par conditions de prêt, 1979-2016^a**

Montants en millions d'USD

	Particulièrement favorables	Intermédiaires ^b	Ordinaires	Durcies	Total
Afrique de l'Ouest et du Centre					
Montant	1 472,9	60,3	17,6	-	1 550,8
Pourcentage du total de l'engagement effectif sous forme de prêts	76	89	97	-	77
Afrique orientale et australe					
Montant	1 856,2	102,1	5,2	-	1 963,5
Pourcentage du total de l'engagement effectif sous forme de prêts	71	91	23	-	72
Asie et Pacifique					
Montant	3 058,2	479,8	143,1	-	3 681,1
Pourcentage du total de l'engagement effectif sous forme de prêts	84	56	29	-	73
Amérique latine et Caraïbes					
Montant	390,2	419,7	741,2	-	1 551,1
Pourcentage du total de l'engagement effectif sous forme de prêts	89	88	63	-	74
Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe					
Montant	906,6	462,5	282,1	30,7	1 681,9
Pourcentage du total de l'engagement effectif sous forme de prêts	92	74	48	66	75
Montant total	7 684,1	1 524,4	1 189,2	30,7	10 428,4
Pourcentage total de l'engagement effectif sous forme de prêts	80	71	51	66	74

Source: Système prêts et dons.

^a Les montants des décaissements indiqués ne concernent que les prêts au titre du programme ordinaire et ne prennent pas en compte le Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification, ni les financements sous forme de dons au titre du CSD.

^b La catégorie "Conditions intermédiaires" inclut les prêts à des conditions mixtes.

Une femme traite et conditionne, sur son exploitation d'Ikorodu, à Lagos, des silures qu'elle vendra dans les États voisins. >
Nigéria: Programme de renforcement des institutions financières rurales

©FIDA/Andrew Esiebo/Panos



Récompenses

En 2016, le Président du FIDA, M. Kanayo F. Nwanze, a été honoré pour les progrès significatifs réalisés dans la promotion du développement agricole et rural. Tout particulièrement, le Prix de l'alimentation en Afrique, attribué pour la toute première fois, a été décerné à M. Nwanze; cette importante récompense distingue les personnes ou les institutions à la tête de l'action pour transformer l'agriculture en Afrique. Le Comité du Prix de l'alimentation en Afrique a choisi M. Nwanze pour son leadership exceptionnel et son plaidoyer passionné pour que les petits exploitants agricoles africains soient placés au centre du programme agricole mondial.

M. Nwanze a également été reconnu pour l'action menée en vue de réorienter les interventions du FIDA afin que la petite exploitation agricole devienne davantage une entreprise viable, et également afin d'élargir la présence du FIDA dans les pays en développement pour accroître l'efficacité de

l'organisation. Le prix salue aussi le courage dont a fait preuve M. Nwanze en rappelant aux dirigeants africains qu'ils ne doivent pas se limiter à promettre le développement et le changement, mais qu'ils doivent aussi réaliser leur promesse. Cette récompense a été remise à M. Nwanze au mois de septembre, au cours du Forum sur la révolution verte en Afrique, à Nairobi.

Les gouvernements de plusieurs États membres ont aussi rendu hommage aux réalisations de M. Nwanze en tant que Président du FIDA. En juillet, il a été nommé Officier de l'Ordre du mérite du Niger en reconnaissance des 30 années de partenariat entre le Niger et le FIDA. En août, à l'occasion d'une visite au Sénégal, le Président Macky Sall a conféré à M. Nwanze la plus haute distinction nationale pour un étranger, celle de Grand Chancelier de l'Ordre national du lion.



Les membres du personnel récompensés en 2016, autour du Président du FIDA (de gauche à droite): Matteo Giacobbe, Maurizio Georgieff, Stefano Ventimiglia, Sarah Mirmotahari, James Heer, Ndaya Beltchika, Kanayo F. Nwanze, Chitra Achyut Deshpande, Henning Pedersen, Domenico Passafaro, Bruce Murphy, Karen Zagor, Michael Hamp et Francesco Rispoli.

Récompenses du personnel

Chaque année, les membres du personnel sont invités à proposer les noms de collègues dont ils estiment qu'ils méritent une reconnaissance spéciale pour leur leadership, leurs contributions innovantes, leurs réalisations extraordinaires et leur engagement en faveur des valeurs fondamentales du FIDA. Ce sont les collègues qui, de par leurs actions et leur conduite, nous inspirent par leur dévouement, leur enthousiasme et leur réflexion créatrice. Les récompenses du personnel pour 2016 ont été remises lors d'une cérémonie tenue au mois de décembre, en même temps que les récompenses dans la catégorie "reconnaissance présidentielle".

Leadership

Chitra Achyut Deshpande
James Heer

Projet novateur/initiative extraordinaire

Domenico Passafaro
*Équipe chargée du Projet de finance rurale et
d'amélioration communautaire en Sierra Leone*
Charlotte Basciu Marini
Ndaya Beltchika
Susan Brown
Kelly Feenan
Mariatu Kamara
Thokozile Theodora Newman
Francesco Rispoli

Facilitation du changement

Sarah Mirmotahari
Stefano Ventimiglia

Valeurs fondamentales du FIDA

Maurizio Georgieff
Matteo Giacobbe
Michael Hamp
Henning Pedersen

Reconnaissance présidentielle

Bruce Murphy
Karen Zagor

Les opinions exprimées dans cet ouvrage sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du Fonds international de développement agricole (FIDA). Les appellations utilisées et la présentation du matériel dans cette publication ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une zone ou de ses autorités, ou quant au tracé de ses frontières ou limites. Les appellations "pays développés" et "pays en développement" n'ont qu'une utilité statistique et ne reflètent pas nécessairement un jugement porté quant au niveau atteint par un pays ou un domaine spécifique dans le cadre du processus de développement.

Page de couverture:

Des agricultrices trient leurs produits au marché agricole à Bulbule, dans le Surkhet.

Népal: Projet d'appui à une agriculture de haute valeur dans les zones collinaires et montagneuses

©FIDA/Sanjit Das/Panos

© 2017 Fonds international de développement agricole (FIDA)

Imprimé par Palombi & Lanci, Rome, Italie

2017

Imprimé sur papier écologique



Fonds international de développement agricole
Via Paolo di Dono, 44 - 00142 Rome, Italie
Téléphone: +39 06 54591 - Télécopie: +39 06 5043463
Courriel: ifad@ifad.org
www.ifad.org

- ifad-un.blogspot.com
- www.facebook.com/ifad
- [instagram.com/ifadnews](https://www.instagram.com/ifadnews)
- www.twitter.com/ifadnews
- www.youtube.com/user/ifadTV

ISBN-978-92-9072-648-7



9 789290 726487